

FLORIAN & HUGUES
WERLÉ



POLITIQUE FICTION

Liberté, Égalité, Fraternité ou la Mort...

Première devise française inscrite sur les
bâtiments de la commune de Paris en 1793.

Roman de
Politique Fiction
(Uchronie)

Les Gilets Jaunes
Triompheront !

Écrit par
Florian & Hugues Werlé

Préambule

« Sauvages. Expliquons-nous sur ce mot. Ces hommes hérissés qui, dans les jours génésiaques du chaos révolutionnaire, déguenillés, hurlants, farouches, le casse-tête levé, la pique haute, se ruaient sur le vieux Paris bouleversé, que voulaient-ils ? Ils voulaient la fin des oppressions, la fin des tyrannies, la fin du glaive, le travail pour l'homme, l'instruction pour l'enfant, la douceur sociale pour la femme, la liberté, l'égalité, la fraternité, le pain pour tous, l'idée pour tous, l'édénisation du monde, le Progrès ; et cette chose sainte, bonne et douce, le progrès, poussés à bout, hors d'eux-mêmes, ils la réclamaient terribles, demi-nus, la massue au poing, le rugissement à la bouche. C'étaient les sauvages, oui ; mais les sauvages de la civilisation.

Ils proclamaient avec furie le droit ; ils voulaient, fût-ce par le tremblement et l'épouvante, forcer le genre humain au paradis. Ils semblaient des barbares et ils étaient des sauveurs. Ils réclamaient la lumière avec le masque de la nuit.

En regard de ces hommes, farouches, nous en convenons, et effrayants, mais farouches et effrayants pour le bien, il y a d'autres hommes, souriants, brodés, dorés, enrubannés, constellés, en bas de soie, en plumes blanches, en gants jaunes, en souliers vernis, qui, accoudés à une table de velours au coin d'une cheminée de marbre, insistent doucement pour le maintien et la conservation du passé, du moyen-âge, du droit divin, du fanatisme, de l'ignorance, de l'esclavage, de la peine de mort, de la guerre, glorifiant à demi-voix et avec politesse le sabre, le bûcher et l'échafaud. Quant à nous, si nous étions forcés à l'option entre les barbares de la civilisation et les civilisés de la barbarie, nous choisirions les barbares. »

Victor Hugo : Les Misérables, Partie IV, Livre 1, chapitre 5.

Partie I

Les Gilets Jaunes se révoltent.

Chapitre 1 : Macron, été 2018, 3 mois avant l'Acte I.

L'été battait son plein dans la capitale de la France. La grande ville de Paris était écrasée de soleil. Les oiseaux cherchaient désespérément de l'ombre et buvaient en une fraction de seconde un peu d'eau dans les fontaines publiques.

C'était la canicule. Sans doute un des phénomènes classiques dû au réchauffement climatique. Mais dans l'agitation quotidienne, on n'entendait finalement peu parler de ces causes climatiques, comme si face aux manifestations d'un événement tragique d'une telle ampleur, une envie de ne pas voir envahissait une partie des Français : ne pas voir qu'on fonçait dans le mur. Après tout, jusqu'à présent, ce n'est qu'un peu de chaleur, se persuadait-on... On ne sait comment changer de cap, comment tourner le volant, le chemin semble déjà tout tracé : droit vers le mur écocidaire. Et donc, face à un tel destin apparemment inexorable, on se recentre sur le moment présent. On discute de la pluie et du beau temps caniculaire, sans trop évoquer les causes profondes.

Cependant, quelqu'un en France était au volant, dans le Palais de L'Elysée. Tout aussi frappé par les mortels rayons dardant du soleil estival, le Président Emmanuel Macron était entouré de tous ses conseillers. Le ministre de l'Économie Bruno Lemaire et le premier ministre Edouard Philippe écoutaient religieusement les propos de leur mentor autoproclamé avec à peine vingt-cinq pourcents des électeurs français aux dernières présidentielles...

— Au regard des différents indicateurs écologiques et après examen minutieux du dernier rapport du GIEC, il m'apparaît nécessaire de procéder à un réajustement conjoncturel de la taxe TICPE sur les carburants et en particulier de sa part carbone. Essentiellement, cette revalorisation annuelle portera sur les carburants gazoils, ou

« diesels », qui comportent aujourd'hui le plus d'externalités négatives environnementales tout en restant sous-évalués sur le marché.

Clair et limpide. Mais ce que le président omettait de dire, c'était qu'il s'agissait de contrebalancer les baisses d'impôts sur les plus riches (suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune, Flat tax à 30% sur les revenus du capital, fin de l'Exit tax...), les baisses de « charges » (en vérité cotisations sociales) sur les grandes entreprises du CAC 40 (Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi... qui n'avait pourtant créé aucun emploi), la construction d'une piscine au fort de Brégançon, ou peut-être un jour, l'achat de 15 000 feuilles d'or pour rénover le salon doré de l'Élysée... Son rêve ! Sans doute une priorité quand on sait que deux mille personnes meurent chaque année dans la rue en France, que dix à quinze mille meurent chaque année du chômage, et que neuf millions de Français sont sous le seuil de pauvreté. Mais passons... Officiellement, bien sûr, il était question à travers cette réforme, comme annoncé par tous les médias à la solde des milliardaires, de réduire l'empreinte carbone. Mais en définitive, tout en haut des échelons du pouvoir et du ministère des Finances, tout rentrait dans la même caisse et tout sortait de la même caisse ! C'était tout comme la vignette automobile qui bien que votée pour venir en aide aux personnes âgées, n'avait jamais servi à cette juste cause.

Un seul membre du gouvernement osa contredire le roi Ubu : le populaire ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot qui avait été convié par Emmanuel dans l'espoir d'avoir son soutien public...

— Je partage ton avis Emmanuel. La transition énergétique est une nécessité planétaire. Et il faut activer les réformes systémiques au plus vite pour contrecarrer les effets climatiques afin d'éviter le scénario catastrophe d'une hausse de 3 degrés de la température moyenne à la surface de la Terre tel que décrit par le GIEC. Mais il est à remarquer que la frange de la population qui va le plus souffrir du réchauffement climatique sont les classes les moins aisées. Il faudrait pour réajuster l'impact de la taxe carbone, réévaluer de manière significative les financements sociaux accordés aux classes défavorisées. Bien sûr, il

ne s'agit pas de « gaver » d'aides sociales les gens non méritants. Mais d'envisager la conception d'un « coussin social » qui, sans alourdir les taxes déjà existantes, aura pour effet d'optimiser la transition énergétique en garantissant aux classes populaires et aux personnes en situation de difficulté l'accès aux marchés prometteurs de la croissance verte et du développement durable. Il s'agit d'amorcer, dans une double démarche écologique et inclusive, un cercle vertueux d'investissement et d'incitations économiques pour démultiplier les profits et la croissance des marchés relatifs à l'économie sociale et solidaire. Pour in fine, avec le soutien des partenaires sociaux, ouvrir ces derniers au plus grand nombre de citoyens... et donc d'électeurs... rusa adroitement Nicolas Hulot qui connaissait bien son auditoire gouvernemental et la novlangue technocratique à utiliser pour leur parler afin qu'ils comprennent.

Emmanuel avait froncé les sourcils, non seulement Nicolas Hulot s'opposait « ouvertement » à sa ligne, mais en plus il s'était permis de sous-entendre en public que le gouvernement agissait dans le but d'être réélu plutôt que pour l'intérêt général... Ce n'était pas un problème en soi, évidemment que le gouvernement agissait principalement pour être réélu, tous le savaient et discutaient déjà de 2022 dans les bureaux, mais le dire de cette façon en public... ce ne pouvait être qu'une provocation. Il fallait qu'Emmanuel remette son ministre à sa place, il répondit donc :

— En effet, j'ai bien reçu ton mail au sujet de ce « coussin social », c'est une bonne idée et je te remercie d'avoir pris soin de partager ton ressenti qui nous est précieux Nicolas. Malheureusement, Edouard pourra confirmer, nous sommes déjà à la limite des 3% de déficit budgétaire imposée par l'UE, nous n'avons tout simplement pas les moyens de financer un « coussin social » supplémentaire même si nous partageons tous l'objectif louable de rendre la transition écologique plus inclusive. Je te rappelle que nous avons déjà supprimé la taxe d'habitation et augmenté le salaire net des Français qui travaillent avec le transfert de charges sociales vers la CSG. Les actifs sont les grands gagnants de nos réformes (il semblait vraiment y croire...). Les

Français le savent, et au-delà des objectifs écologiques que nous partageons, cette rentrée d'argent sur les carburants polluants arriverait à point nommé, finit-il par avouer. Et cette taxe relève, je le pense, de la justice écologique et sera très bien comprise par nos concitoyens... Je te prie de m'excuser Nicolas mais nous avons peu de temps et encore d'autres sujets à traiter, d'autres personnes souhaitent-elles réagir ? finit Emmanuel pour faire comprendre à Nicolas que son « coussin social » était refusé et que répondre n'y changerait rien.

Cela, en plus du « rappel » sur les mesures du gouvernement, qui fit passer Nicolas pour un idiot distrait alors même qu'il connaissait parfaitement ces mesures, était un vrai camouflet pour le ministre de la Transition écologique et solidaire. Ce dernier se tut et sombra dans ses pensées.

Car ce camouflet était le paroxysme de ce qu'il vivait depuis des mois : le gouvernement n'était que plans de communication et mesurètes sur l'écologie. Cette dernière passait toujours au second plan par rapport à la doxa budgétaire et l'idéologie libérale. Nicolas savait les conséquences dramatiques qu'allaient engendrer le réchauffement climatique si rien n'était fait pour le limiter ; il savait qu'il faudrait changer complètement le système économique pour y arriver ; il savait que les « petits pas » du gouvernement étaient complètement insuffisants, il était le seul de ce gouvernement à avoir vraiment lu le dernier rapport du GIEC ; il savait également qu'une transition écologique ne pourrait fonctionner et être acceptée que si elle s'accompagnait de justice sociale. C'était notamment pour cela qu'il avait posé comme condition pour être ministre, entre autres, d'ajouter le mot « solidaire » à l'intitulé de son ministère.

Mais ici, dans ce gouvernement gangréné par les lobbies, dirigé par un ancien lobbyiste d'Areva (Edouard Philippe), soumis aux intérêts des puissants, acquis à l'idéologie libérale, au libre-échange, et qui n'avait « jamais d'argent » pour l'écologie (alors qu'il en avait pour baisser les impôts des plus riches), Nicolas se sentait impuissant, triste matelot sur un bateau prenant l'eau, il devait en plus se réjouir régulièrement dans les médias d'avoir une petite cuillère pour essayer

de le vider. À ce moment, il était bien obligé de regarder la vérité en face : il n'avait servi que de caution « écolo » à un gouvernement dont l'écologie n'était pas du tout la priorité. Il ne pouvait plus se mentir. Il ne voulait plus se mentir. Il fallait qu'il dise la vérité aux Français.

Pendant ce temps, Edouard Philippe, qui était la voix la plus écoutée après Emmanuel Macron, avait pris la parole et loué le bien-fondé de la hausse de la taxe carbone tout en confirmant les dires du président sur l'idée de « coussin social » de Nicolas Hulot : trop cher et pas nécessaire. Les autres conseillers et ministres également acquiescèrent : la décision de prendre encore un peu plus aux pauvres était prise. Nicolas Hulot, lui, venait de décider qu'il annoncerait sa démission le lendemain, sur la première radio de France.

Taxer l'essence des pauvres (plutôt que le fioul lourd des cargos ou le kérozène des riches), car les classes moyennes pouvaient sanctionner le gouvernement par leur vote et les riches eux, pourtant les plus gros pollueurs, pouvaient expatrier leurs profits, leurs usines et leurs investissements dans d'autres pays plus « taxes friendly » et rendre l'économie française exsangue. Tous convinrent que ce serait une simple formalité de faire passer la loi en fin d'été pendant que tous les Français et Françaises étaient en vacances.

Mais dans leurs raisonnements spécieux, les élites politiques avaient simplement oublié que toute une frange pauvre de la nation ne partait plus en vacances depuis des décennies... Pour la simple et bonne raison qu'ils vivaient sous le seuil de pauvreté ou pas loin ! Eux veillaient au grain !

Chapitre 2 : Gilets Jaunes le 10.11.2018, une semaine avant l'Acte I.

Jacques faisait le plein de gasoil de sa Dacia Sandéro achetée d'occasion il y a un an avec un maigre gain au tiercé. Avec son revenu d'ouvrier des sucreries de sa ville, il n'aurait jamais pu s'offrir un véhicule aussi beau et récent... Et surtout aussi cher ! cinq mille euros ! Sans le revenu inattendu du jeu, il aurait dû rouler dans une vieille poubelle de quinze ans presque épave.

— Putain de mer... C'est pas vrai ! 1,65 ! Dans une station de supermarché... Ils sont devenus complètement fous ! 1,65 € le litre de gasoil... C'est de la folie pure... Comment je vais faire pour aller au boulot moi ? Je suis déjà obligé de faire quatre pleins par mois...

Jacques n'en revenait pas... Ce choc psychologique le réveilla complètement de sa léthargie passive de citoyen lambda.

— Là c'en est trop... Ce coup, je vais me renseigner pour savoir ce que je peux faire. Peut-être l'extrême droite ! Peut-être que Marine Le Pen va s'opposer à ça. Mais il n'y croyait pas vraiment ! Ou la gauche... pensa-t-il en se creusant les méninges avec « ses maigres ressources de logique mathématique » comme l'avait étiqueté sa maitresse d'école il y a longtemps.

À vingt-cinq ans, il avait déjà voté la gauche... Mais à part manger du caviar sur le dos des pauvres, ça avait presque été pire que la droite ou les démocrates centristes.

Lorsqu'il rangea sa carte bancaire, il eut un rictus de rage. Si ça se trouvait, « ils » n'allaient pas tarder à lui reprendre sa carte à force de se retrouver tous les mois à découvert. Il avait déjà demandé par deux fois une augmentation de son découvert autorisé. Il en était à cinq cents euros de découvert... Le max pour son petit revenu.

Il gara sa petite voiture à la carrosserie presque neuve à peine rayée par quelques petites éraflures légères devant le bar de son quartier où les HLM de dix étages fleurissaient comme un massif de rosiers.

Il s'installa à une petite table en simili marbre de synthèse et commanda une pression. Son téléphone vibra, il sortit son smartphone premier prix Huawei de sa poche. Il venait de recevoir une notification Fakebook d'un certain Jérémy qu'il connaissait à peine, ce dernier l'invitait à rejoindre un obscur groupe appelé « gilets jaunes ». Ça ne voulait rien dire pour Jacques. Gilets jaunes qué-saco ?

— Qu'est-ce qu'on reçoit comme conneries sur Fakebook, se dit-il.

Mais comme il avait un peu de temps à perdre, il se laissa aller à sa curiosité et accepta l'invitation pour en savoir plus. Il commença à lire les publications du groupe.

Au bout de quelques instants, il tomba sur un site qui parlait de l'augmentation de la taxe carbone. Il appuya sur le lien et se plongea dans la lecture du blog. « Ils » disaient qu'un mouvement populaire était en train de naître sur des ronds-points, contre l'injustice de cette taxe qui frappait en premier les provinciaux pauvres. Ceux qui étaient obligés de prendre la voiture pour aller travailler, pour les courses, pour les enfants et pour aller dans les administrations et les services publics de plus en plus anémiques en campagne. Puis il tomba sur une pétition d'une certaine Priscilla Ludosky. Déjà des centaines de milliers de signatures ! Ça l'impressionna. Il se souvint alors d'un article de Charlie qu'il avait lu quelques semaines auparavant dans le même café, car il n'avait pas l'argent pour acheter des journaux, qui expliquait que Nicolas Hulot avait démissionné notamment car son « coussin social » pour amortir la taxe carbone avait été retoqué ! Tout se mettait lentement en place dans sa « petite tête d'ouvrier d'une sucrerie de province » !

Après une bonne demi-heure de lecture, il se dit qu'il allait agir. Pour la première fois de sa vie, il allait se révolter ; Mais comment faire... C'est vite dit et pas vite fait.

Il partit après avoir payé son verre de bière et il prit la route nationale pour aller sur la capitale régionale de son département dans l'espoir de rencontrer des gens de ce mouvement.

Quelle ne fut pas sa surprise au rondpoint de la voie rapide de tomber sur une sorte de barricade, tenue par des hommes et des femmes en gilet jaune de secours de voiture. Ils tentaient de rallier à eux, tous les automobilistes et leur donnaient des tracts.

Tous les conducteurs klaxonnaient pour les soutenir. Il y avait une sorte de grande ferveur populaire !

Il s'arrêta un peu à l'écart. Il descendit de sa voiture et s'approcha d'eux.

— Eh les gars ! C'est contre le gasoil cher ?

— Je veux mon pote ! lui répondit un grand type hirsute et dépenaillé.

— Pas seulement ! Tu as vu la « vid » de Jacline Mouraud ?

« Nouveaux contrôles techniques, hausse du prix du carburant, chasse aux véhicules diesel, augmentation du nombre de radars, péages à l'entrée des grandes villes, carte grise sur les vélos... » récita-t-il par cœur. — Ils vont nous plumer ! Mais qu'est-ce qu'« Ils » font du pognon à part changer la vaisselle de l'Elysée ou se faire construire des piscines ? Allez ! Viens nous donner un coup de main. Y'a un barbeuc à faire pour cent personnes. On a une faim de loup. On est là depuis minuit. Et on va tenir ! Lâchez-rien les gars ! On les aura ces voleurs ! cria-t-il à tue-tête et tous les présents lui répondirent avec une ola !

— Ok les gars ! Je suis des vôtres. Je m'occupe des saucisses...

C'est comme ça, tout simplement, que Jacques pour la première fois de sa vie, se mit à militer pour une cause juste !

Mais il ne fut pas au bout de ses surprises ce jour-là ! Vers le milieu de la journée, alors que l'action sur le barrage battait son plein, un gros camion approcha et se mit à klaxonner à tout va !

— C'est Éric ! Y a Éric... se mirent à crier quelques initiés du mouvement.

La grosse semi-remorque se gara un peu à l'abri pour ne pas gêner. Un solide gaillard à la barbe bien rasée sortit du véhicule avec une mine réjouie. Il avait la trentaine passée et semblait heureux de voir tous les gilets jaunes ainsi en groupe compact autour du camion.

— Salut les gars ! Comment ça va ! On dirait que vous êtes bien organisés ! Beau barrage filtrant ! Et vous avez à manger ! Super...leur dit-il avec un franc sourire qui lui fendait le visage.

C'était Éric Drouet, un des leaders du mouvement, ou plutôt un des premiers à l'avoir relayé. Car les gilets jaunes ne voulaient ni « leader », ni « représentant », ni « porte-parole » qui auraient pu les trahir comme le faisaient les politiciens corrompus ou les « représentants » syndicaux à intervalle régulier depuis des décennies. D'ailleurs Éric ne voulait pas de ces qualificatifs, lui militait pour étendre les revendications à toutes les classes populaires et moyennes, le carburant ce n'était que le déclencheur, la goutte de trop qui faisait déborder le vase. Il voulait changer la démocratie de l'intérieur pour rendre le pouvoir au peuple et ne manquait pas de le dire dans des vidéos sur Fakebook qui faisaient parfois des centaines de milliers de vues, prouvant qu'il n'était pas le seul à penser cela.

— Salut Éric, super content de te revoir. Oui, ça bouge bien par ici ! Qu'est-ce que tu fais dans le coin ? demanda un des gilets jaunes les plus influents de la barricade.

— J'avais une livraison dans le coin et j'ai vu votre groupe sur Fakebook ! Je me suis dit que c'était l'occasion de venir prendre des nouvelles. Ça va ? Les flics ne vous font pas trop chier ? Ils sont pénibles quand ils s'y mettent ! Vous êtes parmi les premiers à avoir monté un barrage filtrant... Y'en a qui vont venir le 17 ? leur demanda-t-il en retour avec une grimace complice...

Ils se mirent tous en groupe et un « sitting » improvisé s'organisa autour de quelques bières et de jus de fruits bio que leur offrait Yannick,

le patron de la superette du coin.

Éric leur donna toutes les nouvelles du mouvement. Jacques était tout oreilles ! Il faisait ses premières gammes dans la politique, justement dans un mouvement qui se voulait apolitique... Ça lui plaisait bien. Enfin des gens qui savaient ce qu'il vivait au quotidien ! Des gens du peuple qui ne le jugeaient pas mais le comprenaient ! C'était décidé ; le 17 il monterait à Paris pour soutenir les gilets jaunes et surtout pour pouvoir se regarder dans une glace et être fier de lui ! Pas question d'être un pauvre mouton soumis aux diktats de ce président des riches...

Ça allait barder le 17 !

Chapitre 3 : Macron le 14.11.2018, 3 jours avant l'Acte I.

Conseil des ministres. Comme à son habitude, Emmanuel Macron parlait à ses ministres dans un verbiage managérial qu'ils avaient parfois du mal à comprendre. Enfin... les quelques ministres ringards qui ne venaient pas du « monde de l'entreprise ». Les autres se sentaient comme des poissons dans l'eau ou plutôt comme des « key account managers » dans la Start-up France, qu'ils géraient comme telle.

Notre monarque présidentiel, lui, aimait ça. Il se sentait comme un leader menant la conduite du changement de la France vers une société plus moderne, dynamique, jeune, urbaine... une France a son image en somme, comme l'aurait fait n'importe quel pervers narcissique.

Cette ambiance business au sein de son gouvernement lui rappelait aussi ses années dorées chez Rothschild, le pouvoir en plus, le salaire en moins. Car là-bas il avait gagné 2,4 millions d'euros en dix-huit mois (sans compter de possibles rémunérations sur des comptes « off-shore »), alors qu'à l'Elysée il devait se contenter de 15 300 € par mois. Il lui arrivait de repenser aux blagues de ses amis Bernard et Xavier à ce sujet : « Voyons le positif, au moins maintenant les Français ne pourront pas dire que tu es déconnecté : Ha ! ha ! ha... ».

Emmanuel avait alors naturellement rigolé en retour, même si, à vrai dire, il avait toujours un peu en travers de la gorge le fait de ne pas avoir aussi bien « réussi » que ses amis Bernard et Xavier. Il leur avait ensuite répliqué avec à propos :

— Ma première mesure sera de vous inviter à dîner à Brégançon !

Il avait voulu par cet acte symbolique leur montrer que, quand même, il y avait quelques avantages à être chef de l'Etat.

Xavier et Bernard avaient alors rigolé en retour, mais pour de vrai cette fois : ils avaient beaucoup d'argent et pouvaient se payer des vacances dans des lieux mille fois plus prestigieux que le fort de Brégançon. Alors ça les avait fait rire de s'imaginer aller dans un lieu aussi has-been.

Emmanuel avait compris cela... Peut-être faut-il rénover un tantinet Brégançon ? s'était-il dit à l'époque. Il avait gardé précieusement cette idée dans un coin de sa tête.

Car Xavier et Bernard avaient conseillé et aidé Emmanuel à accéder à la présidence de la République grâce à leur influence (Bernard et Xavier possèdent tous deux quelques titres de presse, notamment Les Echoués et l'Immonde, en plus de connaître les « bonnes personnes » comme ils disent).

Tous trois continuaient de se voir régulièrement maintenant qu'il était président : jusqu'à une fois par semaine. Il faut dire que Xavier fréquentait la fille de Bernard et que Brigitte, l'épouse d'Emmanuel, avait été la prof de français de Jean et Frédéric, les fils de Bernard. C'est un peu complexe au début, mais ne vous en faites pas, au bout de quelques diners ensemble, on finit par retenir. Et puis quand Emmanuel avait un trou de mémoire, il pouvait demander à Brigitte : elle connaissait bien la famille de Bernard qui lui offrait régulièrement des vêtements Louis Vuitton (une marque que possède Bernard). Ce n'était pas avec son maigre salaire de chef de l'État qu'Emmanuel aurait pu offrir ce genre de tailleurs à sa femme. Il était donc reconnaissant envers Bernard qui, poli, d'ailleurs, ne demandait jamais rien en retour à Emmanuel. Il faut dire qu'il n'en avait pas besoin : la politique fiscale favorable aux riches et aux grandes entreprises qu'Emmanuel avait décidé de mener de son plein gré suffisait déjà amplement à Bernard pour s'enrichir grassement.

Revenons au conseil des ministres. Chaque ministre faisait son « update » sur l'avancée des projets en cours dans son ministère. Emmanuel Macron répondait tel le bon « inspiring leader » qu'il est : toujours dans l'encouragement. Et s'il se permettait de critiquer

l'avancée trop lente sur un sujet, il prenait soin d'entourer ses commentaires négatifs par deux commentaires positifs :

— Merci Jean-Michel pour l'update claire et concise... Nous devons néanmoins avoir bouclé ce projet avant la deadline, sinon on ne pourra pas le valoriser avant la fin du quinquennat et ça remettrait en cause nos projections... Je sais que tu es quelqu'un de rigoureux et consciencieux, tu vas y arriver.

C'était devenu une seconde nature, comme un instinct, pour lui ; il n'y faisait même plus attention. Il avait intégré que c'était comme cela qu'on obtenait un maximum de choses de la part des collaborateurs de la start-up nation. Et puis, froisser un ministre en plein conseil des ministres devant tout le monde, c'était un coup à risquer une démission et donc un bad buzz médiatique, comme lors de la démission de Nicolas Hulot qui avait osé l'annoncer par surprise à la matinale d'une grande radio française en critiquant le gouvernement. Ça fait tache, il faut éviter.

Mais parfois, il en avait marre de devoir broser ses ministres, responsables de parti et amis (Bernard, Xavier et tous les autres) dans le sens du poil. Cette hypocrisie omniprésente finissait quand même par le peser.

Heureusement, il pouvait se défouler sur les « illettrés », « fainéants », « cyniques », les « riens », les « gaulois réfractaires » qui « foutent le bordel », consomment un « pognon de dingue » et n'ont qu'à « traverser la rue » pour trouver du travail. À eux, il pouvait parler « crûment », pour ne pas dire les insulter. Ils n'ont pas de pouvoir sur lui de toute manière, que vont-ils faire ? Voter ? Ils s'abstiennent. Se révolter ? Ils sont tellement apathiques (sûrement à cause de « l'assistanat » se dit-il) que même en les provoquant avec un « venez me chercher » pendant l'affaire Benalla, ils ne sont pas venus. Et puis de toute manière, avec la police et la force de l'état de son côté, s'ils voulaient se révolter, ils ne pourraient pas... En tout cas, c'est ce qu'il croyait avec une conviction inébranlable.

D'ailleurs, une de ses ministres, la ministre des Transports, Elisabeth Borne, venait de prendre la parole pour son update :

— Emmanuel (c'est à la mode de se tutoyer dans la Start-up Nation), je tenais à te signaler l'apparition d'un évènement Fakebook appelé « Blocage National contre la Hausse des carburants » pour lequel plusieurs centaines de milliers de personnes se sont dit intéressées. Ils prévoient notamment de bloquer le périphérique parisien le 17 nov...

— Merci Elisabeth pour cette information, la coupa Emmanuel. J'avais lu ton mail à ce propos, tu as bien fait de me le forwarder... Cependant, il ne faut pas croire tout ce qui est écrit sur les réseaux sociaux, les gens cliquent et créent des événements pour tout et n'importe quoi, cela ne veut pas dire qu'ils vont vraiment le faire et...

— Il y a plusieurs dizaines d'événements et groupes Fakebook qui émergent, certains mettent déjà des gilets jau...

— Oui ! Mais c'est pareil avec les sondages : si on demande aux Français, 63% d'entre eux veulent une 6^{ème} République. Vous voyez des Français faire des blocages pour une VI^{ème} République ?

Silence, un ange passa.

— Merci encore Elisabeth pour tout ce que tu fais pour la France, sincèrement, finit-il sèchement sans commentaire possible.

*

L'après-midi, en déplacement sur le porte-avions Charles-De-Gaulle, un de ses conseillers montra à Emmanuel un sondage qui venait de sortir : 73% des Français disaient soutenir la mobilisation à venir des « gilets jaunes ». Le chiffre était élevé. Et si Emmanuel devait faire bonne figure et paraître « droit dans ses bottes » en public, il commençait à nourrir en lui une certaine appréhension. Non pas pour son poste, il était persuadé qu'il ne craignait absolument rien, mais

plutôt pour son image qu'il fallait préserver s'il voulait être réélu en 2022 ! Car la DGSI avait déjà envoyé à son cabinet plusieurs notes sur ces blocages du 17 qui s'annonçaient de plus grande ampleur que prévue... Il y avait une probabilité que ce soit le début d'un nouveau mouvement social à « gérer ». Comme il avait « géré » celui contre sa réforme du code du travail, celui des étudiants et lycéens contre Parcoursup ou encore celui des cheminots contre l'ouverture à la concurrence de la SNCF. Mais ce mouvement-là était plus populaire que les précédents et pas encadré par les syndicats. Chose rare, il appelait donc directement Edouard Philippe pour le « challenger » :

— Hello Edouard, Comment vas-tu ?

— Bien et toi ?

— Ça va merci. Tu as vu le dernier sondage sur la mobilisation de samedi ?

— Non Emmanuel, dis-moi.

— 73% de soutien. C'est plus que pour les précédents mouvements. Les chaînes d'info sont en boucle dessus.

Edouard compris où Emmanuel voulait en venir.

— Oui, mais ne t'en fais pas, ce matin sur RTL j'ai bien martelé que les blocages étaient illégaux et hier Christophe (Castaner) en a fait de même en répétant les sanctions encourues, les médias ont bien repris. Ça devrait déjà désinciter certains. Et avec les mesures compensatoires que j'ai annoncées ce matin, dont la « super prime à la conversion de 4000 € », ceux qui s'entêteront à bloquer passeront pour des extrémistes et le soutien des Français baissera rapidement. Quant aux manifestations plus classiques, on peut laisser couler : il n'y aura probablement pas de suite à cette mobilisation, expliqua Edouard.

Emmanuel était rassuré : Edouard avait l'air confiant et capable de bien défendre la hausse de taxe et les « mesures compensatoires ». Il faut dire que ce dernier avait commandé un « rapport d'évaluation de

risque social » à MackySait pour 900 000 € dont les résultats (un powerpoint) étaient rassurants.

— D'accord parfait. Quant à moi, j'ai mon interview TF1 ce soir, ils vont me poser la question. Je vais capitaliser sur les mesures annoncées ce matin pour la jouer « compréhension » et « nous avons entendu la colère ». Bon flic, mauvais flic, résuma Emmanuel.

— C'est noté. Comme ça on tient bon sur la taxe. On va continuer à la réformer, la France.

— Oui, on ne s'arrête pas, conclut Emmanuel.

Mais ils ne savaient pas que la plupart des Français n'avaient pas les moyens d'acheter un nouveau véhicule plus « propre », même avec une « super prime » de 4000 €.

Chapitre 4 : Gilets Jaunes le 17.11.2018, jour de l'Acte I, au petit matin.

Ils étaient partis la nuit, vers quatre heures du matin pour aller rejoindre le mouvement des gilets jaunes qui avait prévu une grande manifestation sur Paris, « là-haut » comme ils disaient. Dans sa Dacia Sandero d'occasion, Jacques, qui conduisait, et les quatre passagers étaient entassés pour limiter les coûts. Ils écoutaient le présentateur politique de RTL.

Vous avez été nombreux à nous demander plus d'informations sur qui sont ces « gilets jaunes » qui appellent à des blocages routiers et à des manifestations aujourd'hui, alors on vous a préparé un petit récap' :

Au début de l'année 2018, des mouvements protestataires spontanés en France s'opposent à la réduction à 80 km/h de la vitesse sur une grande partie du réseau routier et s'opposent au coût de la vie. Certains manifestants portent des gilets de haute visibilité de couleur jaune, sans que cet accessoire ne soit encore un signe de ralliement. La plupart des membres de ce mouvement, baptisé « Colère », se retrouvent ensuite au sein des gilets jaunes.

Le 29 mars 2018, France 2 fait état d'un mouvement de protestation contre la ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Rennes qui se fait appeler « les gilets jaunes ».

Le 29 mai 2018, une automobiliste de Seine-et-Marne, Priscillia Ludosky, lance une pétition en ligne pour réclamer une baisse des prix du carburant à la pompe. La pétition connaît rapidement un succès relatif, atteignant 226 000 signatures le 25 octobre 2018 puis dépassant le million à la fin du mois de novembre suivant. Le 10 octobre 2018, deux chauffeurs routiers de Seine-et-Marne, Éric Drouet et Bruno Lefevre, lancent sur Facebook un appel au « blocage national contre la hausse du carburant » : le 17 novembre 2018. Cette idée est

reprise par d'autres protagonistes, qui prônent des blocages de routes et carrefours giratoires dans divers départements français. À partir de la fin octobre, plusieurs vidéos deviennent virales sur les médias sociaux, dont celle d'une Bretonne, Jaqueline Mouraud, qui comptabilise plus de six millions de vues. Dans un sondage réalisé le 7 novembre par BVA, 42 % des sondés déclarent avoir l'intention de participer aux blocages ; 23 % d'entre eux en sont certains.

À la différence des manifestations traditionnelles, coordonnées par des organisations syndicales, le mouvement des gilets jaunes se lance et se développe initialement uniquement via le web, au travers de médias sociaux — Facebook, Twitter, Youtube — ou de plateformes dédiées. Les médias sociaux jouent ainsi un rôle majeur de catalyseur dans la mobilisation des gilets jaunes à travers la France.

— Eh ben ! On fait la une des journaux ! C'est bien pour nous ! Même négatif, tout article qui parlera de notre combat nous fera de la com' ! expliqua Jacques tout en conduisant.

— T'as raison Jacques ! Plus « ils » parlent de nous, plus « ils » feront de la com' pour notre mouvement. Les gens sont pas cons. Ils savent bien qu'une guerre de propagande a commencé depuis l'élection de Macron. Il gère la France comme une marque de « L'Oréal ». Ça commence à leur « chauffer » les oreilles, aux gens, ce verbiage incessant des merdias, confirma John qui était un docteur en lettres modernes. Il n'avait jamais trouvé de travail avec son diplôme et avait donc dû accepter de faire un stage de réparation dans une association nommée « Un petit Clic ». Il y réparait du vieux matériel informatique pour vivre au SMIC, tout en trimant dur pour que survive l'association.

Leur petit groupe était né sur les barricades. Il y avait Angélique et sa copine Fabienne qui était restée sur le rond-point. Jacques avait le béguin pour la belle Angélique. Jérémy était un bout en train, Edwin, un rude gaillard et bien sûr John, le docteur rugbyman. Seul Franky, le « fort en gueule » avait pris le train car, étant fils de cheminot, il avait le train gratuit ; et comme il n'y avait que cinq places dans la Dacia Sandéro... Ils avaient prévu de se retrouver sur place.

Les discussions furent véhémentes cette nuit-là dans la voiture. Pour lutter contre le sommeil du petit matin, John avait raconté pleins de souvenirs de manifestations et de revendications. Car il était le seul à avoir déjà manifesté. Les autres étaient des novices. John les charriait pour cela.

Car lui était un vieux roublard et un affranchi qui avait déjà fait une douzaine de manifs ! Il commença à leur parler des flics ! Des matraques ! Des nasses ! Et des lacrymos ! Il leur dit que c'était l'habitude dans les manifs populaires... Les flics jouaient le pourrissement de la situation pour discréditer les mouvements, les manifestants et les causes. Comme ça, les gens à la télévision, le soir, au 20H, se disaient : « heureusement que les policiers nous ont protégés de ces voyous qui saccagent tout »...

Mais les autres dans la voiture n'y croyaient pas trop :

— T'exagères John, ils sont pas comme ça les flics, je les connais, j'ai des bons potes flics, lui répondit Edwin.

— Et puis nous ce sera pas pareil, on sera pas violent, on est pas des « black blocs », compléta Angélique.

— Si ça se trouve, on arrivera même à les rallier de notre côté, ajouta Jacques.

Mais John ne démordait pas ; il trouvait ses amis trop naïfs :

— Vous verrez ! Et c'est pas que les flics les responsables ; c'est surtout les politiques qui leur donnent des ordres, comme Macron ! Et les médias possédés par des milliardaires qui déforment la réalité !

Tout au long de la route, ils parlèrent ensemble de tout ce fatras de politiciens corrompus, médias pourris, mensonges d'État et fortunes indécentes. Puis, à bout d'argument après plus de deux heures de route, ils se demandèrent, en revenant un peu sur terre, ce qu'ils voulaient faire une fois à Paris. Ils cherchèrent sur les groupes Fakebook de gilets jaunes et tombèrent sur une carte qui indiquait les différents points de blocages et manifestations prévues à Paris.

Après une courte énumération, Jacques était décidé.

— On va au point de blocage à Porte Maillot pour bloquer le périphérique parisien. Puis on les suit, ils veulent aller vers l'Élysée plus tard dans l'après-midi ! Ça vous va ?

Il n'en fallait pas plus pour les convaincre.

Ils arrivèrent à Porte Maillot et virent directement quelques gilets jaunes qu'ils rejoignirent. Mais il était tôt et ils n'étaient pas encore très nombreux. Donc, en attendant que les renforts arrivent, ils discutèrent de ce qui les rassemblait : le ras-le-bol d'être des vaches à lait de Macron, évidemment, mais aussi leurs situations personnelles, leurs galères, les difficultés à boucler les fins de mois... Ils gardaient tous un œil sur les réseaux sociaux pour suivre les blocages sur le tout Paris et dans le reste de la France.

Pendant ce temps, leur nombre augmentait petit à petit. Jusqu'au moment où ils décidèrent qu'ils étaient assez pour bloquer le périphérique : il suffisait de quelques voitures qui ralentissaient, puis s'arrêtaient, ensuite les gilets jaunes allaient sur la route et le tour était joué ! Le périf' était bloqué pour de bon !

Il y avait une grande ferveur dans leurs différents groupes. On ne parlait pas de politique, en tout cas pas au sens politicien ! C'était tabou ! Pas question de faire exploser le mouvement à cause de querelles stériles sur tel ou tel autre petit point de détail qui aurait cristallisé les divergences ! Mais la bonne humeur était de mise. C'était avec de grands sourires de grands enfants qu'ils alpaguaient les automobiles sur le périf'.

Ils avaient un accueil fervent et généralisé ! Près de quatre-vingts pourcents des Français étaient sympathisants de leur cause !

Jacques croyait sincèrement à ce moment qu'ils allaient pouvoir changer le monde ! Changer la France d'abord et la faire redevenir un phare de liberté, d'égalité et de fraternité pour le reste du monde ! Il avait une soif inaltérable de justice... Justice judiciaire, justice civile et justice sociale ! Ils marchaient tous, droit devant eux avec la ferme

conviction que le vrai changement était en route et que plus rien ne pourrait les arrêter ! Jacques était fier de lui ! Enfin il prenait son avenir en main ! Finies les longues soirées en solitaire, à la nuit tombante, devant son petit écran de télé, à regarder comment les riches se gavaient toujours plus et à réaliser que lui, semblait toujours plus dans le « lumpenprolétariat » de ce Nouvel Ordre Mondial à la solde de ce capitalisme néolibéral sauvage, dur et criminel !

Jacques ne traînait plus ses guêtres sur le bitume, le dos vouté, fataliste, en homme soumis et dominé par les puissants ! Non ! Il avait l'impression d'avoir des ailes à ses pieds ! Dans ses baskets blanches achetées en solde dans un casier chez Lidl à 7e, il avait l'impression d'être le roi du monde ! Tout lui semblait permis ! Avec ses amis, tout aussi enjoués que lui, il pensait qu'ils allaient pouvoir changer le paradigme intangible des oligarques de leur nation ! Parfois, il se surprenait à penser qu'il pourrait peut-être un jour s'acheter la voiture de ses rêves ! Une nouvelle clio 5 cabriolet coupé... rouge ! Toutes options ! Le nouveau monde était en marche, se disait-il alors en y croyant dur comme fer !

Puis il se prenait à rêver les yeux ouverts, en marchant sur le goudron, d'une vie de bonheur et de joie, avec Angélique, dans un petit pavillon de banlieue, acheté à crédit grâce à une belle augmentation du SMIC votée par leur nouveau gouvernement, une fois qu'ils auraient dégagé le Macron de l'Elysée !

Un nouveau monde s'ouvrait à lui ! Il était plein d'espoir ! Ça ne lui était pas arrivé depuis des années !

Chapitre 5 : Macron le 17.11.2018, jour de l'Acte I, à 12h.

Dans le doute, la DGSI (renseignements intérieurs) et le GSPR (garde rapprochée du président) avaient conseillé à Emmanuel de ne pas rester à l'Élysée ce samedi de manifestation car « on ne sait jamais, c'est plus prudent ». Sur les réseaux sociaux, les messages appelant à aller chercher Macron à l'Élysée s'étaient multipliés les derniers jours. Mais Emmanuel trouvait cet « excès de prudence » inutile et ne voyait pas comment des « jojos en gilets jaunes » pourraient réussir à rentrer dans palais de l'Élysée entouré de forces de l'ordre. Il avait donc d'abord refusé ; mais même Brigitte s'était mise à le bassiner avec ça sur l'oreiller ; alors il lui avait concédé d'aller avec elle dans sa résidence de Président de la République à Versailles, à La Lanterne.

Là-bas, il essayait de se changer les idées, mais il était bien obligé de garder un œil sur son téléphone et de suivre le déroulement de ce mouvement jaune, « juste au cas où ». Vers midi, il reçut un appel de Christophe Castaner, son nouveau ministre de l'Intérieur nommé quelques semaines auparavant, chargé de « gérer » cette journée de mouvement social. Il avait activé une « cellule nationale de suivi » dans son ministère pour faire « remonter les informations » plusieurs fois dans la journée.

— Bonjour Emmanuel, je t'appelle pour t'update sur la situation.

— Oui merci Christophe, tu fais bien, je t'écoute.

— Je m'apprête à annoncer le point de situation de la mi-journée. Nous dénombrons 124 000 manifestants pour à peu près 2000 points d'action en France. Il y a certes beaucoup de points ; ce qui complique le maintien de l'ordre. Mais en termes de participation brut c'est clairement faible par rapport aux précédents mouvements sociaux, et inférieur à nos projections. De plus, fait important, il y a eu une

manifestante morte écrasée par une conductrice à Pont-de-Beauvoisin. Celle-ci emmenait sa fille chez le médecin, elle a voulu passer le barrage d'une cinquantaine de gilets jaunes et les manifestants ont frappé sur le capot de la voiture. Prise de panique, elle a alors foncé dans la foule. On a communiqué largement sur ce décès en appelant à la responsabilité des manifestants pour éviter les drames. Ça devrait impacter la mobilisation à la baisse. Donc, pour conclure, la situation est sous contrôle.

Emmanuel savait que l'intérêt de Christophe, novice, était que la situation soit « sous contrôle », et tous deux savaient que les chiffres de manifestants recensés par le ministère de l'Intérieur étaient souvent inférieurs à la réalité, et sans doute encore plus pour cette manifestation disparate. Comment voulez-vous compter le nombre de personnes qui mettent un gilet jaune sur près de 2000 ronds-points, en supposant qu'on ait bien compté le nombre de ronds-points, en France au cours d'une journée ? C'est pourquoi Emmanuel allait « challenger » un peu son ministre de l'Intérieur.

— Merci Christophe pour ce point, je vois que tu as bien pris le lead dans ton nouveau poste. En revanche, tu as vu que plusieurs syndicats de police ont appelé à des actions en soutien des manifestants aujourd'hui ? Quel est l'état d'esprit de la police actuellement ?

En effet, le mouvement était très populaire non seulement parmi la population mais aussi parmi la police. Beaucoup plus que les précédents mouvements sociaux du quinquennat. Les policiers semblaient se reconnaître dans ces « gilets jaunes », point qui avait été remonté à Emmanuel Macron par la DGSI qui envisageait déjà l'option, pour l'instant « peu probable », où certains policiers décideraient de rejoindre les manifestants.

— Oui effectivement, mais ce sont des syndicats très minoritaires, souvent gauchistes, leurs actions n'entravent en rien le maintien de l'ord...

— Ok, et quid des autres policiers ?

— Quant aux autres policiers, globalement ils ont une certaine bienveillance envers les manifestants mais ils sont responsables ; ils effectueront leur travail et respecteront leurs devoirs ; ils débloquent les axes les plus importants depuis ce matin. La situation est sous contrôle.

— Et quelles sont les chances que le mouvement dure au-delà d'aujourd'hui ?

— Honnêtement, c'est peu probable. En tout cas pour l'instant on n'a pas de signes d'un mouvement social dans la durée.

Ce « honnêtement » avait tiqué à l'oreille d'Emmanuel. Avec son passé de banquier, au contact de clients, il avait appris à reconnaître les mensonges, en plus d'apprendre à jouer aux dupes lui-même.

— D'accord ! Merci Christophe pour ton travail, tu pourras me refaire un point dans la soirée ? Et transmettre les infos à Edouard ? Il en aura besoin pour le 20 heures de France 2 demain. En tout cas, continue comme ça, on tient la ligne.

— Oui sans soucis Emmanuel ! J'allais l'appeler. Merci à toi.

« Merci » pour quoi ? Nul ne le sait. Emmanuel n'avait pas relevé. L'appel se termina. Il s'était approché de la grande fenêtre ornée de son bureau et regardait le jardin « à la française » minutieusement taillé. Mais très vite son regard devint vide : il sombrait dans ses pensées et commençait une introspection.

Emmanuel croyait au destin. Qu'avait-il fait pour mériter le mouvement de ces gens, Français lambdas, qui semblaient le détester, et l'accusaient de tous les maux de la société ? Ce ne pouvait être qu'un hasard, ni uniquement une « erreur d'attribution de responsabilité » concernant « l'aménagement du territoire déficient » de ces dernières décennies, se disait-il. Après un peu plus d'un an au pouvoir, il avait pourtant réussi à mettre en application les « principales mesures nécessaires à la transformation et à la modernisation de l'économie française ». Dans les couloirs, ses conseillers et ses fidèles de la première heure se permettaient même des boutades : « À ce rythme,

nous n'allons plus rien avoir à faire pendant les 4 années restantes ! ». Emmanuel avait déjà accompli en grande partie sa « mission » : « libérer les énergies » de la « Start-up Nation » d'un « état sclérosé » et du « mille-feuille administratif » qui les bridait, et ce malgré les réticences des « fainéants », des « cyniques » ou des « extrêmes ».

Car il avait fait le choix de « s'engager au service de la France et du progrès plutôt que de rester banquier chez Rothschild ». Il avait choisi « le combat pour ses convictions plutôt qu'un salaire ». Il avait participé à la campagne de François Hollande de 2012 et accepté le poste de Secrétaire général adjoint du cabinet du président de la République, puis celui « pro-business » de Ministre de l'Economie de l'Industrie et du Numérique. Il ne l'avait pas fait pour l'argent, pour la notoriété, pour la gloire ou pour le pouvoir, bien sûr que non, mais parce qu'il croyait à une « transcendance », à « quelque chose qui dépasse, qui précède et qui restera ». Il n'avait absolument « pas fait le choix d'une carrière », mais uniquement « répondu à un appel » pour accomplir sa mission en se saisissant d'un moment, d'une « opportunité » qui s'était présentée à lui. C'était bien cette « ambition » qui le « différenciait des autres hommes et femmes politiques ».

En effet, déjà à ces vingt ans, il avait « persévéré » et repassé à trois reprises le concours pour entrer à l'Ecole Normale Supérieure, sans succès. Mais ayant « un mindset de winner », plutôt que d'abandonner, il s'était retroussé les manches et avait décidé de « pivoter » pour tenter l'ENA, qu'il finit par intégrer à la deuxième tentative. Emmanuel avait su « rebondir » et ce choix payerait : il deviendrait ensuite inspecteur des finances, acquérant de ce fait un réseau et nourrissant des relations qui lui serviraient à entrer en politique et, plus tard, à devenir président alors même que personne ne croyait encore en lui à l'époque, à part Bernard, Xavier et quelques amis proches.

Bref, Emmanuel ne comptait pas s'arrêter maintenant. Il devait mener son « projet » à terme. Il devait continuer à œuvrer à « l'égalité des chances économiques » à laquelle il croyait, et cette mission « ne pouvait s'accomplir en un an ». Au fond, sa « seule erreur », à lui à et

son équipe, était de « n'avoir pas su aller encore plus vite » dans leur « projet » ; car au-delà des « fainéants » qui préféraient « profiter » de l'assurance chômage plutôt que de chercher un emploi, une part significative de la population n'était toujours pas « incluse » dans la « Start-up Nation ». Il fallait accélérer encore le « calendrier d'exécution ». Car si les « réformes ambitieuses » de la première année du quinquennat étaient en train de porter leurs fruits, se disait-il, ce n'était pas assez rapide au goût des Français, ces « gaulois réfractaires et exigeants ». Il faut dire qu'Emmanuel n'avait pas été aidé dans la mise en œuvre de son « planning » : entre syndicats, associations, ONG, médias indépendants... il n'en pouvait plus de cette « culture de l'opposition et de la grève » propre à la France. Le moindre écart d'un de ses collaborateurs était transformé en un scandale national. La moindre de ses phrases était détournée pour le faire passer pour un président déconnecté méprisant le peuple. Il n'agissait pourtant que pour le bien commun, même si les Français ne s'en « rendaient pas compte ». Ils finiront bien par comprendre ce qui est bon pour eux, se dit-il. Avant de nuancer : nous nous devons cependant d'être plus « pédagogue » et de leur expliquer plus « simplement » pour qu'ils comprennent.

Emmanuel s'était approché lentement du globe terrestre posé sur son bureau. Pas après pas... sa vision de la gloire lui apparaissait plus claire.

Les Français des ronds-points n'arrivaient pas ou ne savaient pas comment être heureux. Mais lui savait comment faire. En aidant les « premiers de cordées », c'est-à-dire en rendant ses amis Bernard et Xavier encore plus riches et puissants, il était convaincu qu'eux sauraient donner le nécessaire aux classes sociales « défavorisées », aux « gens qui ne sont rien », pour les satisfaire au mieux ! Netflix, jeux et sexe ! Ils avaient besoin de divertissement le week-end pour travailler à la grandeur de la patrie le reste de la semaine...

Tout près du globe à présent, il approcha sa main avec un regard de désir intense et intime.

Mais de toute manière, il agissait dans un « cadre mondial », continuait-il de penser. Son ambition dépassait la France. Sa mission était universelle. Ce qu'il ne pourrait faire en France, il le ferait en Europe, ou en tout cas il essaierait de « l'implémenter » à cette échelle. Il allait d'ailleurs bientôt être président de l'Union Européenne. Qui sait, peut-être que le « next step » serait la présidence de l'ONU ?

Il saisit le globe et le leva dans un lumineux rayon de la grande clarté blanche qui pénétrait dans la pièce par la fenêtre.

En tant que président du monde, il pourrait œuvrer au bonheur de l'humanité entière !

Emmanuel observa le globe avec les yeux perçant d'un aigle ! Il semblait pouvoir lire les pensées des 8 milliards de petites fourmis humaines sur ce globe. Un jour... il aura ce pouvoir, se jura-t-il...

— Emmanuel, tu viens ? On va manger... Tu t'es remis à la géographie ? l'interrompit brusquement dans ses ambitieuses rêveries Brigitte, qui venait d'entrer dans la pièce.

Emmanuel reposa le globe brusquement, comme un gamin prit la main dans le pot de confiture.

— Non... enfin oui Brigitte... J'arrive.

Chapitre 6 : Gilets Jaunes le 17.11.2018, Acte I, l'après-midi.

La police avait fini par arriver pour débloquer la périphérique et leur demander de quitter les lieux. Après discussions avec les policiers, après quelques énervements, et après avoir fait durer un maximum, les gilets jaunes décidèrent de partir de là et de se retrouver comme prévu sur les Champs Elysées, puis au Palais de l'Elysée pour « aller chercher » Macron. Ils formèrent des petits groupes pour emprunter des chemins différents et ne pas être arrêtés par la police.

Heureusement, l'impréparation des forces de l'ordre, et leur sous-effectif, étaient flagrants. Aussi, il faut bien le dire, tous ces manifestants de la première heure des « gilets jaunes », comme on allait les appeler dans le journal de 20 heures de TF1 et sur BFM, étaient des citoyens responsables et novices en matière de revendications sociales. Pour la plupart, c'était la première manif de toute leur vie !

Jacques et ses potes avaient formé un groupe et avancèrent effectivement jusqu'au 8^{ème} arrondissement, par les Champs, quasi ouverts. Ils rencontrèrent très peu de policiers et de gendarmes. Ils parvinrent facilement à déjouer leur vigilance.

Jacques avait une grande pancarte en carton, avec un manche en bois, sur laquelle était écrit, en grandes lettres noires sur fond jaune : **MACRON DEMISSION.**

Sur l'autre face il y avait écrit : **STOP LES TAXES ! LAISSEZ-NOUS VIVRE !**

Il marchait d'un pas alerte, au milieu de la petite foule et de ses quatre autres amis de covoiturage. Il cria à pleine voix : **Macron Démission !**

— Ouah, on est des dizaines de milliers sur des centaines de giratoires dans toute la France ! dit-il, entre deux slogans, à ses amis qui s'époumonnaient eux aussi !

— Des centaines de milliers ! Ça va booster un max, lui dit Jeremy, en criant fort pour passer au-dessus du bruit de leur petit groupe totalement en liesse. Pour sûr, cette fois-ci, on va le pousser à la démission. Ou au moins à la dissolution de l'Assemblée, et à un nouveau vote ! C'est sûr ! criait-il encore.

— Il est fait le Macron, en plus y a une gilet jaune morte écrasée par une voiture, vous avez vu ? C'est sa faute à lui ! Elle est morte à cause de sa taxe et sa politique de merde !

— Oui il a du sang sur les mains, on va le satelliser !

— Il est cuit le Manu ! haranguaient, entre colère et amusement, les nouveaux amis de Jeremy et Jacques, auprès de tous les automobilistes qui passaient.

Certains essayaient de convaincre les policiers de la marée-chassée de les rejoindre dans leurs cohortes.

— Vous avez pas des enfants qui peuvent plus payer les taxes ! et surtout celle-là, injuste ? cria un gilet jaune un peu naïf.

— Allez ! Viens avec nous ! hurla un autre tout aussi benêt !

— La police avec nous ! s'égosillait un troisième... ils y croyaient encore vraiment, à leurs débuts.

Et effectivement, ils étaient plus d'un million trois cent mille, sur toute la France, à manifester contre le projet de loi sur la taxation écologique de carburants. Cela avait été un catalyseur de toutes les protestations, notamment contre un président autoritaire, monarque de la cinquième République, qui méprisait le peuple et menait une politique injuste. Cette constitution lui donnait, à elle seule, un pouvoir quasi-spirituel et monarchique, par l'intermédiaire du soi-disant sacre que conférait le suffrage universel. Mais les médias, dont 90% sont à la solde de neuf milliardaires français, oubliaient bien volontiers de dire une chose

importante au bas peuple : En fait, Macron n'avait été réellement choisi que par 18% des électeurs inscrits sur les listes électorales au premier tour ! Bien loin de l'apparent plébiscite de 66% des votes exprimés au second tour... que même une chaise aurait pu réaliser grâce au « barrage républicain » face à « l'épouvantail Marine Le Pen ».

Tout cela n'avait été évoqué que quelques instants, les jours suivants l'élection, par les pouvoirs médiatiques, mais sans en tirer aucune conclusion systémique sur l'état délabré de la démocratie en France, avant de laisser la place à ce qu'ils appelleraient « l'état de grâce » : les premiers mois du quinquennat Macron. « L'état de grâce », c'est comme cela qu'ils appellent la résignation, mêlée d'une touche d'espoir, du peuple face à l'élection « démocratique » d'un nouveau président, lorsqu'il (le peuple) lui laisse quelques mois pour gouverner librement et « voir ce que ça donne ».

En plus, il avait dit qu'il n'était « ni de droite ni de gauche », qu'il allait « renouveler la classe politique », et il avait même écrit un livre appelé « Révolution », un visionnaire !

Mais il ne fallut que quelques mois au peuple, ou plutôt à ceux qui y avaient cru, pour se rendre compte que « Manu » ne valait pas mieux que ses prédécesseurs, il était peut-être même pire. Car en un claquement de doigts, il avait effectué une des plus grandes redistributions aux riches que la France ait connue : suppression de l'ISF, flat tax, suppression de l'exit tax, entre autres.

Pour financer cela, il avait notamment baissé de 5 € les APL pour les Français les plus pauvres, car « Si vous commencez à pleurer parce qu'on vous enlève 5 €, qu'est-ce que vous allez faire de votre vie ? » : ils ne savaient pas que 5 €, ça signifiait parfois plusieurs jours de repas pour les plus pauvres. Il avait également augmenté la CSG sur les retraités, et continué de baisser les budgets des services publics : fermetures d'hôpitaux, de postes, de crèches, sélection à l'université au lieu d'ouvrir plus de places...

Surtout, sa promesse de « renouveler la vie politique » avec des personnes de la « société civile » (en fait des cadres de grandes entreprises, qui emplissaient son parti) n'avait été que fumisteries : enquêtes préliminaires, mises en examen, condamnations... On ne comptait plus le nombre de ministres ou de députés qui étaient « en marche » vers la case prison.

Macron justifiait sa politique d'austérité par la nécessité de rembourser la dette, mais toute la dette du peuple français n'avait été contractée que contrainte et forcée par le pouvoir, pour nourrir les rêves de possessions et de richesses de quelques potentats de la bourse et de la finance. Ces capitaines d'industrie et de la finance possédaient la France dans sa quasi-totalité ! Une oligarchie dominait du haut de ses énormes tas, que dire, montagnes, d'euros, de dollars et de bitcoins !

Les simples, naïfs et moutonneux gilets jaunes de la première heure, prisonniers de leurs dettes, de leurs fins de mois à découvert et de leurs crédits à la consommation pour payer des soins dentaires dans l'espoir de ne plus être considérés comme des « sans-dents », n'avaient pas conscience de la réalité du pouvoir.

Mais ils savaient une chose : Macron les prenait pour des cons. Son gouvernement, pour qui l'écologie n'était « pas une priorité », dit Nicolas Hulot après sa démission, voulait leur faire croire qu'il les taxait pour l'écologie, alors même que l'argent perçu n'était pas destiné à des investissements écologiques mais à rembourser les cadeaux faits aux milliardaires, ainsi que la moquette de l'Élysée ! Ça avait été la goutte de trop. Ils allaient « venir le chercher », comme il le leur avait demandé, quelques semaines auparavant, au sujet de l'affaire Benalla.

Ils marchaient donc, comme un seul homme, sur les Champs Élysées. L'imaginaire de la Révolution Française en tête, ils croyaient dur comme fer qu'ils allaient, par la force du nombre, dominer le pouvoir politique de la macronie ! Ils se sentaient investi de la mission rédemptrice du peuple, et ils pensaient que la France entière était derrière eux ! Ils n'avaient pas tout à fait tort...

Mais c'était sans compter sur les Forces de l'Ordre « Républicain », les CRS et la Gendarmerie Nationale entre autres, qui bien que supposées être au service du peuple pour le protéger, étaient en réalité aux ordres du Président. Les gilets jaunes allaient bientôt le découvrir : elles étaient payées avec leurs impôts certes, mais pour le protéger lui !

En ce samedi 17 novembre 2018, le mouvement avait commencé tôt à Paris, notamment avec le blocage du périphérique, après un rassemblement organisé à la Porte Maillot. L'après-midi, plusieurs dizaines de milliers manifestants défilaient sur l'avenue des Champs Élysées, au niveau de la place Charles-de-Gaulle, puis se dirigeaient vers le palais de l'Élysée, avant de se retrouver bloqués sur la place de la Concorde. Cependant, d'autres étaient allés encore plus loin...

Jacques et ses amis faisaient partie de ceux-là. Petit à petit, barrières repoussées après barrières repoussées, ils étaient arrivés à l'arrière du jardin du Palais de l'Élysée, où Macron devait péter de trouille, comme rigola Edwin. Ils ne savaient pas encore à ce moment que Macron était parti à sa résidence à Versailles pour le week-end...

Quand des forces de répression essayaient de les bloquer, leur stratégie était de les endormir en essayant de discuter avec eux.

Jacques était bon dans ce genre de jeu de rhétorique...

Pour arriver au jardin, il dut parlementer avec un officier.

— T'as pas des enfants ? Tu te rends compte de ce que tu fais à de faibles citoyens qui veulent juste parler et revendiquer ? Moi j'ai des enfants, et on se bat pour nos enfants, et pour nos petits enfants ! Qu'est-ce qu'on fera quand le litre de gasoil sera à 1,80 € ? On attendra ? puis 2 et ensuite 2,50 et pourquoi pas 3 € ! Tant qu'« Ils » y sont ! Nous on crève... Plus de voitures, plus de travail, plus de soins, plus d'administrations, plus rien ! Allez ! Avoue-le, tu le sais bien ! On manifeste pour toi et tous tes copains... C'est pour tous les Français qu'on manifeste ! disait-il avec ferveur et conviction. Il fut heureux de voir le regard du gradé en face de lui se détourner vers le ciel.

Ce fut comme ça qu'un petit groupe de quelques centaines de gilets jaunes parvint près du Palais de l'Élysée.

Mais là, ce ne fut plus la même musique ! Les Officiers donnèrent des ordres aux sous-fifres. Et ils reformèrent les rangs et se mirent à repousser les manifestants vers la sortie, leurs énormes boucliers de « plexi » formant un mur devant leur poitrine.

Instantanément, ils lancèrent une nuée de grenades « lacrymos ». Les bombes de « lacrymos » en mains, ils gazèrent tous ceux qui osaient s'approcher d'eux... En plein visage... À bout partant ! Femmes et enfants compris.

Les flics réussirent ainsi à évacuer la rue du Faubourg-Saint-Honoré et l'arrière du Palais... mais le mal était fait ! Les images allaient faire le tour de la France, diffusées en direct sur les chaînes d'infos avec un bandeau « les gilets jaunes près de l'Élysée ». Effrayant les élites. Engaillardissant le peuple.

Ce n'était qu'une révolte... n'est-ce pas ?

Chapitre 7 : Macron, le soir de l'Acte I.

Emmanuel était toujours dans sa résidence de président à Versailles, il avait déconnecté un peu l'après-midi pour se détendre avec Brigitte, c'est elle qui le lui avait conseillé. Il faut dire que transformer la France en « Start-up Nation » était sans nul doute un métier épuisant...

Il finit toutefois par regarder son téléphone ; il venait de recevoir un SMS d'un de ses plus proches conseillers : « Emmanuel, tu as vu BFM ? ». Il alla alors dans le salon, pris la télécommande, et alluma immédiatement l'immense écran plat 8K Ultra HD. Il ne regardait jamais la télé, excepté lorsqu'il voulait savoir ce que les médias disaient de lui, ou de sa politique, mais surtout de lui. À quoi bon regarder la télévision ? Il n'y avait là que des émissions débiles pour « vendre du temps de cerveau disponible » à des publicitaires et distraire les masses épuisées après une journée de travail souvent longue et mal rémunérée.

Mais là, il était sous le choc. À l'écran, il avait commencé par lire le bandeau : « Situation tendue près de l'Elysée ». Ses yeux s'étaient ensuite dirigés frénétiquement vers le fond : de la fumée et des personnes en gilets jaunes couraient autour du palais. Il n'en revenait pas. Il commençait à comprendre pourquoi il lui avait été conseillé de ne pas rester à l'Elysée aujourd'hui. Mais tout de suite, des questions l'assaillaient : Près de l'Elysée ? Sont-ils rentrés à l'intérieur ? Vont-ils rentrer à l'intérieur ? Il écoutait donc finalement la journaliste pour avoir la réponse, elle semblait bouleversée :

« — Vous êtes en direct, on le voit sur ces images, hein ! C'est extrêmement instable comme situation, nous sommes place du marché... Euh ! Pardon... Rue du Faubourg Saint-Honoré. Euh... Certains gilets jaunes entrent dans... »

Le temps s'était dilaté. Emmanuel venait d'avoir une montée d'adrénaline. Son cœur battait à tout rompre. Il était tétanisé devant l'écran géant. Des gilets jaunes étaient entrés... à L'Elysée ?

« — ...dans des vitrines à proximité, ça y est les CRS... Euh ! Euh... Dominique ; ont commencé à charger ! » passait-elle la parole à un confrère journaliste, tout en peinant à cacher son soulagement.

« — Ouais, Ça y est ! Ça y est ! Les CRS ont commencé à avancer ; regardez ! Ça bouscule... Ça bouscule quand même assez fort parce qu'en face on a des gens qui ne veulent pas reculer... Et puis derrière y a une foule ; une foule qui est deux cents mètres plus loin qui ne comprend pas encore ce qui se passe. Mais ça y est, c'est parti ! Avec les gaz lacrymogènes, les manifestants, les gilets jaunes, ont compris qu'il fallait reculer. Ils ne sont plus au contact des CRS... la situation semble revenir sous contrôle. »

Ouf ! Emmanuel était rassuré. Une autre journaliste pris la parole :

« — Oui Dominique, la situation revient sous contrôle ! On rappelle par ailleurs que la préfecture de l'Aube, à Troyes, a été envahie brièvement par les manifestants cet après-midi avant que la situation revienne sous contrôle. Les gilets jaunes ont d'ores et déjà appelé à de nouvelles manifestations samedi prochain pour ce qu'ils appellent un « Acte II » via des événements Facebook... »

Emmanuel continua d'écouter le live BFM quelques minutes. Au soulagement commençait à se succéder la colère : Christophe lui avait dit, plus tôt dans la journée, que la situation était « sous contrôle » et qu'il « gérait bien la situation ». Et le soir même, des images de gilets jaunes autour de l'Elysée faisaient le tour de France ? Sans parler de la préfecture envahie et de nouvelles manifestations annoncées pour la semaine prochaine ?! Et ce alors que Christophe lui avait assuré que le mouvement serait ponctuel... Il attendit quelques secondes pour se calmer ; puis reprit son téléphone et appela directement Christophe.

— Bonsoir Christophe, je t'appelle pour prendre des nouvelles, tout se passe bien ? demanda-t-il insidieusement.

— Bonsoir Emmanuel, Oui... oui la situation est toujours sous contrôle, affirma-t-il d'une voix légèrement chevrotante.

— Même à l'Elysée ?

Christophe venait de comprendre sa bourde.

— Il y a eu un mouvement de foule... mais l'ordre est rétabli : les policiers ont fait reculer les manifestants et sont en train de les disperser dans les rues adjacentes.

— Et la préfecture à Troyes ?

— C'est... la même situation. Il y a eu une augmentation soudaine et imprévisible du nombre de manifestants dans toute la France : de 124 000 à 12 heures, ils sont passés à 283 000 à 17 heures... Effectivement, ça nous a pris de court. Mais il y a un retour au calme, la plupart des manifestants sont en train de rentrer chez eux...

Tous deux savaient que le nombre réel de manifestants était largement supérieur, car il était commun pour les gouvernements de minorer le nombre de manifestants. D'ailleurs, Christophe avait ordonné aux préfetures de ne pas donner des chiffres locaux : il ne fallait pas qu'un journaliste, ou un gilet jaune un peu fouineur, se mette à consolider les chiffres des différentes préfetures pour essayer de retrouver le nombre réel de manifestants...

— Ecoute Christophe, je te remercie pour ton travail, je sais que tu es nouveau sur le poste, que ce n'est pas un job facile d'être ministre de l'Intérieur en temps de manifestations, et que ce mouvement protéiforme n'est pas facile à appréhender. Mais nous ne pouvons pas nous permettre ce genre d'images tournant sur tous les médias ! On dirait qu'on est aux portes de la Révolution !

— Oui... Oui je comprends.

— D'ailleurs, j'ai vu qu'il y a déjà des appels à de nouvelles manifestations samedi prochain : un « Acte 2 », comme ils disent...

Christophe n'était pas au courant.

— Oui... effectivement, il y a eu des nouveaux appels à manifester récemment...

Emmanuel comprenait que son ministre de l'Intérieur était débordé par la situation. Mais l'enfoncer eut été contre-productif ; il décida plutôt de l'encourager, comme il savait si bien le faire.

— Christophe, je sais que tu as toutes les compétences pour ce poste, j'ai confiance en toi pour appliquer les correctifs nécessaires au maintien de l'ordre afin que ce genre d'images ne se reproduisent pas samedi prochain. Si tu as besoin de quoi que ce soit, n'hésite pas à m'appeler moi, ou Edouard, directement.

— Oui Emmanuel, nous allons faire évoluer le dispositif en conséquence. Je me mets en relation avec le préfet dès demain.

— Merci Christophe, bonne soirée.

Christophe savait qu'il ne vaudrait mieux pas l'appeler.

*

Le lendemain, le ministère de l'Intérieur allait communiquer ses chiffres pour la journée du 17 : un pic de 287 710 manifestants à 17 h dans toute la France, 3 000 manifestations et sites occupés, un mort, 409 personnes blessées, 117 interpellations ayant donné lieu à 73 gardes à vue. Des élus de droite comme de gauche dénonceraient la sous-évaluation volontaire des chiffres par le ministère de l'Intérieur.

Car selon des observateurs internationaux, les manifestants n'étaient pas loin du million, voire même 1,3 million pour le syndicat France Police – Policiers en Colère. Les black blocs n'avaient été que quelques centaines, d'aucuns diront un millier tout au plus. En tout cas, dans beaucoup de lieux, les manifestations avaient été plutôt festives. Ça avait souvent été l'occasion de sortir les barbecues, les mergez et les bouteilles de rouge.

Et cela, c'est ce qui déplaisait le plus au Pouvoir !

La liesse populaire, à l'unisson autour d'un slogan : Macron Démission ! C'était une inadmissible sédition pour ces potentats de la haute finance, des médias et des administrations.

Ça faisait mal à leur orgueil démesuré, leur monde risquait de s'effondrer !

Chapitre 8 : Gilets jaunes, le soir de l'Acte I.

— Et voilà les gars ! Sept « Despé » bien fraîches... On va s'en mettre une bonne rasade derrière la cravate ! Excusez-moi, y'a une jeune fille parmi nous... Angélique aussi a droit à sa « Despé » ! rigola Jacques en entrant dans le salon avec un énorme plateau couvert de cannettes de bière et de coupelles de cacahuètes, de chips et d'olives vertes.

Il s'attendait à un tonitruant « hourra » d'enthousiasme et de félicitation mais rien ! Que dalle...

Quelqu'un avait allumé la télévision. Il était dix-huit heures trente et personne n'aurait eu l'idée d'allumer la téléchose à une heure pareille. Juste après les heures de travail, il n'y avait que des émissions de télé-réalité à deux balles et des dessins animés pour les mioches qui sortaient du périscolaire, histoire de fiche la paix aux parents qui surfaient sur Fakebook après une longue journée de travail mal payée.

— *La panique qui a gagné le tout Paris ce samedi n'est pas encore totalement retombée. Des vitrines brisées, des abris bus vandalisés et des voitures taguées, le bilan est lourd après ce premier week-end de manifestation à Paris des membres de cette mouvance qui se veut apolitique et revendicative, et qui se dénomme elle-même « les gilets jaunes ». Différents groupuscules se sont en effet mobilisés tout le samedi à travers la France : des barricades improvisées ont fleuri sur les ronds-points, les centres-villes et les points stratégiques ; pour manifester, semble-t-il, car leurs motivations sont floues, contre l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants, décidée par le gouvernement d'Emmanuel Macron. Un de ces groupes s'est effectivement mobilisé aux « Champs Elysées », et a essayé de prendre d'assaut sauvagement le Palais du Président de la République par*

l'arrière, par les grilles du jardin de l'Élysée, aux cris de « Macron Démission ». Il semblerait qu'il s'agisse des prémises d'une révolte populaire, qui toucherait les citoyens de province, essentiellement ruraux et des classes sociales défavorisées. En effet, selon certains des leaders de cette frange du peuple français, la taxe carbone serait un coup de grâce fatal au peu de pouvoir d'achat qu'il leur restait pour quelques menus loisirs. Obligés de prendre leurs voitures, parfois à deux dans le même couple, tous les jours car n'ayant que très peu d'infrastructure de transport en commun à leur disposition, ils ressentiraient cette nouvelle taxe comme particulièrement injuste et déloyale. Mais cela ne pardonne évidemment pas la barbarie et le comportement outrageant à l'encontre du Prési...

— Espèce d'enculés de première !

— Fachos de mes deux...

— Putain de journalopes !

Les exclamations les plus virulentes s'élevaient, soudain, de la petite troupe de potes que Jacques s'était faite au giratoire de sa ville depuis quelques jours.

Même Angélique s'y mit, tant les propos du journaliste étaient inféodés au pouvoir macroniste et à ses sbires de la haute finance.

— Manque pas d'air celui-là ! Il doit se la péter avec ces trente ou quarante mille euros par mois au bas mot ! cria-t-elle aussi en cœur.

— Attends ! On va venir te chercher ! Prochaine manif, sûr, j'emmène toutes mes boules de pétanques et je les balance sur le crâne de ses flicailleurs de mer... vitupéra John, un grand gaillard, docteur en lettres de deux mètres qui jouait dans le club de rugby de la ville en semi-pro.

Fallait pas le pousser à bout ! C'était un sanguin et vu sa corpulence, il en aurait impressionné plus d'un policier.

— Moi c'est sûr, samedi je prends mon pétard ! Si y'a un de ces flics qui s'approche de moi avec sa matraque, son taser et ses lacrymos, je lui tire une balle directe dans le genou ! hurla encore plus fort Edwin qui avait du sang latin dans les veines : de son père italien et de sa mère espagnole, il avait hérité un goût pour les bagarres de rue.

— Rien à foutre ! Moi je sors la mitrailleuse lourde de mon grand-père qu'il a cachée depuis soixante-dix ans dans le grenier. Une authentique MG-42 en parfait état de marche... Et j'ai un stock de cartouche ! Il l'a volée lors de la retraite de Nazis ! Je la monte sur mon pickup et je canarde tous ces connards de keufs ! surenchérit Franky qui n'était jamais en reste pour exagérer toutes les situations légèrement dramatiques, mais là ça les faisait pas rire !

— Attendez les gars ! Prenez une bonne bière et réfléchissez un peu. On va pas faire la guerre ! C'est juste des manif pour faire reculer le gouvernement sur une loi injuste et socialement discriminatoire. Encore deux trois week-ends et on l'aura ! Le fils de put... de Macron ! Si vous faites ça, vous prendrez perpète ! Et en plus, vous discréditez tous le mouvement des gilets jaunes. Après ça, c'est eux qui auront raison de nous traiter de barbares ! Non... Mais on va tous aller chez Leroy Merlin acheter des masques de peintre, et à la pharmacie pour récupérer du liquide physiologique pour les yeux ! Je veux plus qu'on se fasse nasser et gazer comme des juifs dans un camp d'extermination ! Qu'en pensez-vous, les gars ?

— Il a raison, abonda finalement dans son sens Angélique qui, par son éducation, était moins encline à la violence.

— Mouais, c'est sûr ! On va pas faire l'escalade de la colère... Mais les masques, Jacques, c'est une très bonne idée. J'ai encore une conjonctivite de ce samedi ! se radoucit aussi John.

Puis petit à petit, ils se rangèrent à l'avis de Jacques et les esprits se calmèrent un peu...

Le lendemain, ils allaient retourner sur leur rond-point où des gilets jaunes étaient toujours présents (certains y avaient même passé la nuit dans des caravanes), avant de commencer une longue semaine de travail et de permanence à « la barricade » comme ils commençaient à dénommer leur rond-point. Mais tous n'attendaient déjà qu'une chose : samedi prochain. C'était sûr, ça allait barder ! De l'avis de tous, la colère était en train de monter d'un cran tous les jours.

Jacques aussi s'en rendait compte. De bon enfant, le mouvement murissait. Jacques, lui aussi, avait fait du chemin depuis le jour où il avait fait un plein à 1,65 € le litre de gasoil. Leurs revendications prenaient de la profondeur. Ce n'était plus juste une question de quelques euros de plus ou de moins sur les fiches de paie, ou sur le prix du plein.

C'était devenu un vrai mouvement de masse, populaire et démocratique. Les revendications devenaient sociales, économiques et politiques sans être politiciennes.

Jacques était passé d'un rôle de simple ouvrier lobotomisé par le système médiatico-politique, à un rôle de leader de son groupe de gilets jaunes de province. Il avait aussi muri au même rythme que le mouvement. Il commençait à comprendre, formé par ses amis, l'ambiance contestataire et la critique systématique, tant positive que négative, de ce qui se passait dans ce nouvel ordre mondial, tel qu'il était décliné par les riches « d'en haut » de son pays à l'adresse de la population du néo-lumpenprolétariat « d'en bas ».

Le coup de gueule du début, qu'il avait ressenti tant l'injustice devenait flagrante, s'était lentement transmuté, par la savante alchimie de la révolte, en une colère sourde, profonde et vindicative. Certes, il était toujours un fervent partisan du camp des pacifistes, mais il avait compris et ressenti dans sa chair ce qu'était la lutte des classes, « ce truc » bizarre du siècle dernier, dont lui avait parlé un professeur d'économie en terminal sans qu'il n'y comprenne quoi que ce soit ! Il

avait toujours été convaincu que riches et pauvres, tout le monde, œuvrait pour le bien de la nation, pour que les pauvres aient un travail et soient moins pauvres, et que le pays s'enrichisse en toute égalité : soit la vieille théorie économique des trente glorieuses, dont ses parents dans la classe moyenne inférieure lui avaient tant vanté les bienfaits. Maintenant, il avait compris que l'argent du capital retournait immanquablement au capital, et qu'une petite classe qui se considérait à tort comme une élite pouvait capter toute la richesse d'un pays, même dit démocratique, et pouvait se goinfrer sur le dos des plus petits, des faibles et des démunis !

Et il commençait à comprendre que si lui, comme des millions d'autres ne se mettaient pas en mouvement, comme en 1789 ou en 1870 pendant la commune, s'ils ne revendiquaient pas un mieux vivre et ne se mobilisaient pas dans des mouvements de changements, rien ne bougerait ! Pire, la classe dominante toujours plus gourmande de richesses matérielles, n'aurait de cesse de les exploiter, même jusqu'à la mort.

Il fallait que le peuple se mette en mouvement et se sauve lui-même ! Sans nommer ou élire de nouveaux maîtres qui, tôt ou tard, l'asserviraient à nouveau comme dans « La Ferme des Animaux » de George Orwell.

C'était Angélique qui lui avait donné ce livre à lire, et il en avait bien décrypté les codes savants entre les lignes ! Jamais non plus il ne serait le cheval de la fable sociale, qui trahit son camp pour des produits de consommation pourris. Il se l'était juré !

Angélique avait vu son changement d'attitude tout au long de la lecture du livre et durant les revendications des gilets jaunes. Elle était devenue fière de lui et leur relation avait pris un nouveau tournant.

Jacques n'avait d'yeux que pour elle... ensemble, ils voulaient vivre !
Vivre plutôt que survivre !

Chapitre 9 : Macron, le lendemain de l'Acte I.

Emmanuel réfléchissait. Ce mouvement était radicalement nouveau pour lui, c'est-à-dire hors des cadres existants (partis politiques et syndicats étaient dépassés). Contrairement à ce qui était prévu, il restait extrêmement populaire (pas de baisse constatée pour l'instant, malgré les « mesures compensatoires » et les blocages de circulation) et semblait parti pour durer : Christophe venait d'annoncer qu'il y avait encore 46 000 manifestants ce dimanche en France, et des événements Fakebook avaient déjà été créés pour appeler à un « Acte II » samedi prochain.

Mais plus il réfléchissait, plus il se disait qu'au fond il n'y avait pas d'urgence. Pourquoi céder maintenant ? D'après les chiffres de Christophe, il y avait eu moins de manifestants en France hier que lors de la plus petite manifestation contre la réforme de la SNCF, et aujourd'hui ils étaient encore moins nombreux. De plus, les manifestants étaient pacifiques et s'ils s'étaient approchés de l'Elysée, ce qui avait fait des mauvaises images diffusées à la télé, ce n'était au fond qu'une erreur de « com » car le pouvoir n'avait jamais été inquiété : jamais ils n'auraient pu entrer dans l'Elysée gardé par la police « républicaine ». Et samedi prochain devrait être mieux « géré » par Christophe, à qui il avait mis un petit coup de pression pour qu'il ne laisse pas se reproduire de telles images de chaos.

Céder maintenant serait montrer de la faiblesse, Emmanuel lui, voulait être courageux. Comme il l'avait fait lors des précédents mouvements sociaux. Car sinon, donner trop vite une main, c'était risquer que les manifestants veuillent prendre le bras ! Il valait mieux attendre le plus possible pour reculer, si jamais il le fallait, mais pour le moment il n'y

avait pas de raison de reculer. C'était en tout cas l'avis de ses plus proches conseillers.

Son téléphone vibra. Comme prévu. C'était un appel d'Edouard qui allait parler au 20 heures de France 2 ce soir, ils devaient s'appeler avant pour un « brief » :

— Bonjour Emmanuel, comment vas-tu ?

— Bonjour Edouard, bien merci, et toi, pas trop stressé ?

— Non ça va merci.

— Comment comptes-tu aborder le 20 heures ce soir ? Ils vont certainement te poser la question sur les « gilets jaunes ».

— Oui, et aussi sur la proposition de « pacte social de la conversion écologique » de Laurent Bergé. Ils m'ont envoyé le script.

Le secrétaire général de la CFDT avait en effet interpellé le gouvernement dans une tribune pour demander des mesures « d'apaisement de la grogne sociale ».

Edouard continua :

— Tu me diras ce que tu en penses mais, pour ma part, j'estime que la ligne est bonne. Je comptais profiter du 20 heures pour rappeler nos mesures en faveur des actifs ainsi que les mesures compensatoires annoncées avant la semaine dernière. Je pense que les Français comprendront que nous avons déjà répondu aux gilets jaunes et que ces manifestations ne sont plus justifiées. Et concernant le pacte social de Laurent... Ça ne me semble pas être la priorité.

— D'accord ! Oui je partage ton avis, on tient. Mais pour Laurent il ne faudrait pas que tu paraisses fermé à la discussion. Il m'avait envoyé un message pour qu'on se parle... Essaie de rester ouvert à la discussion même si son pacte social n'est clairement pas la priorité. On rétablit d'abord l'ordre public.

— Ok c'est noté. Je lui dirai juste que son énergie est la bienvenue.

— Parfait. En revanche, sur le plan du maintien de l'ordre, Christophe a l'air un peu challengé sur son nouveau poste...

— Ce n'est pas évident pour lui, il vient à peine d'arriver et il doit déjà gérer un mouvement social, mais je pense qu'il va s'améliorer rapidement...

Emmanuel et Edouard savaient qu'ils ne pouvaient de toute façon pas changer le ministre de l'Intérieur en plein mouvement social : cela aurait été trop risqué car facteur de désorganisation tout en envoyant un signe de faiblesse.

— Oui. Il faut le soutenir, tout en lui faisant comprendre qu'il doit changer de stratégie de maintien de l'ordre.

— Oui tout à fait.

Pas question qu'il y ait de nouveau des images de gilets jaunes près de l'Élysée ou sur les Champs.

*

Christophe regardait en boucle les replays des manifestations ; il relisait les notes de services de la DGSI, sur les gilets jaunes d'abord : « Surreprésentation de primo-manifestants », « tendance rurale », « non issus des ultras »... Puis sur l'état d'esprit des policiers : « Sympathie du corps policier envers les manifestants », « problématiques partagées avec les agents, notamment sur le pouvoir d'achat »... Christophe comprenait qu'il y avait un risque. Un risque que sa police rejoigne les manifestants et ne suive plus les ordres hiérarchiques, ou plus complètement. Il réfléchissait donc à la stratégie à adopter : comment faire diminuer le

nombre de manifestants tout en ne donnant pas des ordres trop extrêmes à ses policiers qui risqueraient alors de se rebeller ?

Soudain, il eut une idée en lisant une note : « la critique du manque d'écoute et du supposé mépris du président envers les Français est omniprésente dans les sphères des gilets jaunes ». Mais oui ! Tout simplement aller parler aux gilets jaunes et rompre cette image qui s'est installée d'un président barricadé dans un Elysée doré ou dans sa piscine à Brégançon. Ce serait ça le meilleur moyen de faire baisser la mobilisation ! Il fallait qu'il le propose à Emmanuel. Il envoyait donc un premier message à Emmanuel... sans recevoir de réponse. « Il doit être occupé, il a une to-do list de dingue en tant que président » se dit-il. Après plusieurs heures, et toujours aucune réponse, Christophe appela directement Emmanuel. Ce dernier pris un peu de temps avant de décrocher :

— Bonjour Christophe.

— Bonjour Emmanuel, désolé de te déranger, je t'appelle concernant la mobilisation de samedi prochain.

— Oui, je t'écoute.

— En relisant les notes de service, la critique d'un supposé manque d'écoute revient souvent chez les manifestants, je me suis donc dit...

— Mais nous ne faisons que ça : écouter les Français, et même les gilets jaunes qui ne sont qu'une petite partie des Français, nous les avons écoutés et avons répondu à leurs attentes, le coupa Emmanuel avec une pointe d'agacement dans la voix.

— Oui bien sûr. Nous sommes évidemment à l'écoute depuis le début. Mais il semble, d'après les renseignements, subsister un malentendu : eux ne se sentent pas écoutés, c'est en tout cas un des mots-clés qui revient dans les motivations des manifestants. Pour y remédier et ainsi diminuer la mobilisation des gilets jaunes samedi prochain, et donc

être sûr d'éviter des mauvaises images, j'ai trouvé un rond-point tranquille où tu pourrais aller discuter avec des gilets jaunes vendredi, juste avant le samedi pour un impact et une visibilité maximale. Qu'en penses-tu ?

— Oui c'est une bonne idée Christophe, je vais en parler avec Edouard et je te tiens au courant. Au fait, au sujet de La Réunion, tu peux me faire une update ? Qu'avez-vous décidé ? changea-t-il de sujet.

Des blocages avaient toujours lieu à La Réunion ce lundi.

— Nous comptons instaurer un couvre-feu si la situation n'est pas rétablie d'ici demain.

— D'accord, je suis navré Christophe je dois te laisser, la conférence va commencer, bonne journée Christophe.

Emmanuel était en visite au Royaume de Belgique, il n'avait écouté Christophe que d'une oreille distraite.

*

Jeudi soir, Christophe n'ayant toujours pas eu de nouvelle d'Emmanuel concernant sa proposition, se décida à le rappeler :

— Bonjour Emmanuel, désolé de te déranger. Concernant ma proposition, tu as décidé si tu souhaitais le faire ?

— Bonjour Christophe, excuse-moi, quelle proposition ?

— D'aller sur un rond-point parler avec des gilets jaunes, nous avons déjà tout planifié : un rond-point tranquille a été choisi ; on a prévenu le préfet ; le convoi présidentiel est prêt ; il ne te reste plus qu'à confirmer.

Emmanuel était fatigué ce jeudi soir car il avait eu de nombreux entretiens avec ses ministres. Il répondit avec moins de filtre que d'habitude :

— Ecoute, c'est très gentil Christophe, mais je ne vois pas au nom de quoi, alors que je n'ai pas vu les partis politiques et les corps constitués, j'irai voir les gilets jaunes... Mais merci pour cette idée, essayait-il de se rattraper en se rendant compte que ses mots avaient suivi sa pensée, ce qui était souvent signe d'un « dérapage ».

Christophe, lui, n'en revenait pas : comment, alors que les gilets jaunes lui reprochaient depuis des jours de vivre dans son monde et de ne pas les écouter, Emmanuel pouvait-il annuler à la dernière minute cette opération d'apaisement ? C'était à se demander si les gilets jaunes avaient vraiment tort de le trouver déconnecté de la réalité... Christophe était décontenancé :

— Oui... effectivement...

— Il y a autre chose dont tu souhaitais me parler ?

Qu'à cela ne tienne, Christophe allait devoir assurer le maintien de l'ordre de l'Acte II coûte que coûte.

— Non... Non. Bonne soirée Emmanuel.

— Bonne soirée Christophe.

Chapitre 10 : Gilets jaunes le 24.11.2018, jour de l'Acte II

Ce samedi, ils y étaient tous. Jacques, Angélique, John et Edwin et des centaines de milliers comme eux, les loqueteux de la République. Il y avait encore plus de monde que le 17 novembre à Paris. Mais la manifestation sur les champs Elysées avait été interdite par la préfecture, qui avait proposé le Champs de Mars à la place... très loin de l'Elysée : « il ne faudrait quand même pas déranger le monarque une deuxième fois ! » avait dit Edwin à ce propos. Lui ne comptait pas manifester si loin des lieux de pouvoirs. Le reste des gilets jaunes non plus. Les appels à aller aux Champs Elysées s'étaient multipliés sur les groupes Fakebook, malgré l'interdiction, et ceux qui avaient décidé de « jouer le jeu » en allant au champ de mars au milieu des touristes s'étaient vite rendus compte qu'il n'y avait rien à espérer en restant à cet endroit : eux aussi avaient commencé à se diriger vers les Champs Elysées en petits groupes.

Si bien qu'au fil des heures, le temps que les gilets jaunes néophytes ne connaissant pas bien Paris trouvent leur chemin, une foule s'était amassée à l'entrée des Champs devant les policiers qui bloquaient l'avenue. Car Beaucoup étaient venus suite aux images de l'acte I, samedi dernier, qui avaient tourné sur tous les réseaux sociaux et même au JT de TF1 : ils avaient vu le pouvoir trembler devant le peuple en mouvement, et voulaient être là si jamais il tombait !

Certains croyaient encore que les policiers étaient là pour les protéger. D'autres demandaient aux quelques casseurs présents d'arrêter pour ne pas « salir le mouvement et donner une mauvaise image de nous ». Sans forcément savoir que parmi ces casseurs se trouvaient quelques gilets jaunes qui, après avoir passé un samedi à se faire gazer et

matraquer pour rien, car Manu ne les avait pas écoutés, avaient décidé de se faire entendre par la violence. Ils voulaient, fût-ce par le tremblement et l'épouvante, forcer le genre humain au paradis...

D'autres encore discutaient avec les policiers pour essayer de les rallier : « On défend la France », « On se bat pour vous aussi », « Vous avez bien des petits-enfants ? ». Et après plusieurs heures de discussions, des policiers, qui ne comprenaient pas bien non plus pourquoi ils devaient empêcher des Français « comme eux » de manifester sur les Champs Elysées, voulaient s'écarter et les laisser passer. Ce qu'ils firent.

« Mais pourquoi vous les laissez passer ? » s'écria un gradé ? « Ils sont trop nombreux » répondit un policier un peu malin. Le mal étant fait, le gradé ne pouvait que répéter cette raison à sa hiérarchie. Ça tombait bien, finalement sa hiérarchie voulait également laisser rentrer les manifestants sur les Champs Elysées, coup de bol. Lui ne comprenait pas pourquoi, mais bon, il ne comprenait pas souvent les ordres de sa hiérarchie de toute manière, eux avaient la « big picture », le grand tableau, pas lui.

Rapidement, les revendications du mouvement s'étaient élargies. Les aspirations de ce peuple du « lumpenprolétariat » devenaient aussi plus claires, au fur et à mesure que les « sit-in » s'organisaient pour que tous puissent voir les revendications qui les rassemblaient et parler d'une seule voix. Notamment, les gilets jaunes et leurs très nombreux sympathisants réclamaient une l'amélioration du niveau de vie des classes populaires et moyennes, la démission du président des riches Macron, le rétablissement de l'impôt sur la fortune et l'instauration du RIC : le Référendum d'Initiative Citoyenne. Ils demandaient également que cesse la corruption des élites, les pancartes représentant Carlos Ghosn s'étaient en effet multipliées lors de ce 2^{ème} Acte : le PDG de Renault-Nissan-Mitsubishi, première entreprise automobile

mondiale, avait été arrêté quelques jours plus tôt par la justice japonaise pour abus de biens sociaux.

Lors du rassemblement, et de tous les autres, plus de trois mille dans la France entière, le plus souvent non déclarés, plusieurs milliers de personnes furent blessées, aussi bien du côté des manifestants que des forces de l'ordre. Les violences avaient très souvent pour origine la stratégie agressive des forces de l'ordre, qui cherchaient à « nasser » et gazer les gilets jaunes pour les écœurer de manifester. Même les itinéraires pacifiques se faisaient asperger de gaz lacrymogène, quand ce n'était pas par des canons à eau, au point d'énervier jusqu'aux plus calmes des gilets jaunes.

Le but non avoué, ni par le gouvernement ni par les médias, était de tout mettre en œuvre pour faire fuir le « bon peuple » qui suivait gentiment les manifestations et qui formaient le gros des rangs des gilets jaunes. L'objectif était de créer une escalade de la violence afin de dissuader les « bons pères de famille » de rejoindre les rangs grandissants du mouvement. Ainsi, ceux qui resteraient se « radicaliseraient » et deviendraient de plus en plus violent, permettant de retourner l'opinion publique qui était pour l'instant très largement favorable au mouvement des gilets jaunes (entre 70% et 80% selon les sondages) ; en tout cas, c'est ce que le gouvernement et le ministre de l'Intérieur espéraient.

On ne saura jamais avec certitude si ce comportement de la police était voulu par les dirigeants, pas avant cinquante ans et une déclassification des documents, mais cette escalade de la violence avait bien lieu. Et cette stratégie commençait à fonctionner à merveille en ce samedi 24 novembre 2018, à peine un peu plus d'un an après l'élection surprise de ce garde chiourme à la solde de la grande bourgeoisie...

Angélique et Jacques avaient rejoint les gilets jaunes de Paris et couronné sur les Champs. Bien sûr, ça gazait à tout va ! Ils étaient bien heureux d'avoir acheté des masques de peintre et du liquide

physiologique ! Ils étaient protégés, pas comme de nombreux « gilets jaunes amateurs » qui pour beaucoup avaient l'impression de mourir, suffoquant et crachant leurs bronches avec des yeux pleins de larmes. Pour eux, la manif se finirait mal : impossible de voir et d'esquiver les charges des forces de l'ordre mondial avec leurs yeux rougis de lapins angora ! Ils se faisaient « nasser » comme des lièvres et tabasser en bon ordre !

Vers le milieu de l'après-midi, Jacques vit que les forces de l'ordre étaient de plus en plus à cran, car la mobilisation était encore plus forte, Jacques emmena Angélique à l'abri d'une ruelle de Paris. Ils s'assirent sur les marches d'une entrée d'immeuble pour souffler un peu et surtout retirer leurs masques pour respirer librement. Ils riaient et s'amusaient du succès des gilets jaunes. De là où ils étaient, ils ne voyaient que du jaune partout autour d'eux !

— Ça barde encore plus que samedi dernier ! Et c'est pas fini ! On les aura à la longue, ces nantis, rigola Jacques qui donnait un autre nom plus actuel aux vieux « bourgeois » d'Hugo et Zola.

Puis, profitant des instants de calme, il donna un baisé à Angélique.

On aurait dit une photo sortie tout droit d'un album de Doisneau.

Angélique se prit à rêver ! C'était donc ça aimer ?

Effectivement, elle n'avait jamais connu ça : dans sa jeunesse, elle avait épousé le premier venu pour sortir de son milieu défavorisé. Elle était issue d'une fratrie de cinq enfants de parents paysans, ou plutôt de pauvres hères démunis de tout, ouvriers agricoles à la tâche.

Pour Noël, ses frères recevaient un GI'Joe gagné à la sueur du front du père, et surtout par le sacrifice de son dos de patriarche. Il mourut à cinquante-trois ans, handicapé à la suite d'une opération de la colonne vertébrale, et ce après avoir cotisé sa vie durant pour une retraite qu'il n'atteindrait jamais, comme bon nombre des Français les plus pauvres.

Elle, recevait une Barbie et une dinette, car il fallait joindre l'utile à l'agréable et initier très tôt les fillettes à leurs tâches futures ! Sa mère gagnait 900 francs en ménages, le soir, après le dur travail aux champs qui lui était payé un demi SMIC au noir, car elle n'avait pas de contrat sinon « Ils » n'auraient pas embauché une femme !

Ce qui l'avait sauvé, songea Angélique, entre deux bisous, c'était l'école laïque de la République ! Celle d'avant deux milles, du temps où les instituteurs faisaient encore un travail de fond avec des classes en effectifs raisonnables.

C'est Madame Striebel, l'institut de son village, qui avait détecté très tôt le bon potentiel d'Angélique. Non pas qu'elle fût une grosse tête à proprement parler, mais elle avait semble-t-il une capacité intellectuelle et de mémorisation supérieure à la moyenne de ces classes de petits villages reculés.

— Je ferais de toi une institutrice, lui disait-elle souvent avec un ton qui ne laissait pas place à la contradiction.

Et effectivement, grâce à une bourse conséquente, aux sacrifices de toute sa famille, même de ses grands-frères et avec l'aide financière de son mari, elle avait réussi le CRPE (Concours de Recrutement de Professeurs des Ecoles). Toute sa famille était fière d'elle...

Mais ça n'avait pas duré longtemps. Réforme de l'école après réforme de l'école, les gouvernements successifs à la solde des intérêts privés avaient eu raison de sa motivation. Elle démissionna avec perte et fracas, pour prendre un job d'ASH (Aide-Soignante en milieu Hospitalier). Son mari divorça dans la foulée et elle se retrouva toute seule à élever sa fille Virginie.

Mais Angélique était cultivée... Elle avait lu ! Beaucoup lu... Tout ce qui lui tombait sous la main, mais plutôt de la « vraie » littérature ! Des philosophes, des anciens Platon ou Sophocle, jusqu'aux plus récents et révolutionnaires Sartre ou Heidegger. De la politique, surtout sur la

lutte des classes, de Hugo, Zola aux classiques Marx et Engels sans oublier bons nombres de livres d'économies !

On ne lui en comptait plus ! À elle... Elle connaissait par cœur la petite musique soporifique des élites...

Et depuis quelques semaines, elle enseignait à Jacques les b.a.-ba de la lutte syndicale... mais sans syndicat. C'était un bon élève. Il apprenait vite ! Comment l'éducation nationale des grandes villes dont il venait, avait-elle pu rater un tel potentiel ? Elle n'en revenait pas... L'éducation nationale foutait vraiment le camp de partout !

Maintenant, ils étaient ensemble... solidaires et éclairés ! Plus rien de grave ne pouvait leur arriver. Elle en était assurée !

Mais c'était sans compter sur Macron et ses policiers...

Chapitre 11. Macron, lundi après l'Acte II, déjeuner avec Edouard Philippe.

Les chaînes d'infos en continu avaient parlé tout le week-end de l'Acte II des gilets jaunes, ou plus exactement de l'impact de ces manifestations sur les pauvres « petits commerçants » des Champs Elysées, ainsi que des « violences » causées par les manifestants et des moyens pour y mettre fin, toujours sur fond d'images « insupportables » de poubelles qui brûlent ou de vitrines brisées. Rien n'était plus insupportable que de casser des biens matériels et des boutiques : « Mais imaginez si ça avait été vos biens ! » avait lancé une éditorialiste. Oui, les gilets jaunes ne pouvaient qu'imaginer...

Quant à Emmanuel, le soir de l'Acte II, il avait tweeté : « Merci à nos forces de l'ordre pour leur courage et leur professionnalisme. Honte à ceux qui les ont agressées. Honte à ceux qui ont violenté d'autres citoyens et des journalistes. Honte à ceux qui ont tenté d'intimider des élus. Pas de place pour ces violences dans la République. ». 40 000 likes. Le ton était donné : concentrer l'attention sur les « violences » pour tenter de discréditer le mouvement. La majorité présidentielle avait largement repris les éléments de langage dans la foulée. Les JT avaient également montré ces images de violences et d'affrontements sur les Champs Elysées. Si bien qu'Emmanuel confia à un de ses conseillers : « L'ultra-droite, à la fin, ils vont nous aider ».

Car le mouvement se voyait également accusé de véhiculer le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie ou encore le rejet de l'autre sur la base de vidéos concernant une poignée de gilets jaunes... sur les centaines de milliers si ce n'est millions qui avaient participé au mouvement. Si ces vidéos démontraient une chose, c'était les présupposés des journalistes, et à travers eux de la classe dominante, sur le peuple des ronds-points. Pour eux, dans leur imaginaire bourgeois, les gilets jaunes étaient avant tout « des gars qui fument des clopes et roulent au diesel », comme l'avait si bien exprimé le porte-parole du

gouvernement Benjamin Griveaux quelques jours auparavant. Pour eux, les gilets jaunes étaient des beaufs, pollueurs accros à la bagnole, fumant cigarette sur cigarette et picolant des 8,6. Des beaufs pas du tout diplômés, donc un peu bête, beaucoup raciste, passionnément misogyne, complotiste à la folie, pas du tout bienséant, un peu d'extrême droite, beaucoup xénophobe, passionnément antisémite, homophobe à la folie... Bref, ces vidéos étaient montées en épingle pour alimenter la ritournelle du discrédit, qui allait être répétée de média en JT pendant des jours et des semaines.

Ainsi, la stratégie du discrédit avait été bien déployée par le gouvernement et ses relais médiatiques, comme lors des précédents mouvements sociaux (cheminots, étudiants...) lors desquels elle avait bien fonctionné. Pourtant, contre toutes attentes, entre 70 et 80% des Français continuaient de soutenir ces gilets jaunes.

Ce lundi midi avait lieu à l'Élysée le traditionnel déjeuner hebdomadaire entre le président de la République et le premier Ministre, accompagnés chacun de leurs bras droits respectifs. Étaient donc présents Edouard Philippe, Benoit Ribadeau-Dumas (directeur de cabinet du 1^{er} ministre), Emmanuel Macron et Alexis Kohler (secrétaire général de l'Élysée) : soit les 4 figures centrales du pouvoir exécutif. La table était allante et l'ambiance pesante. La nappe blanche était brodée, les traits des visages tirés. Car le week-end ne fut point reposant pour les conviés. Tous les quatre n'avaient qu'un plat au menu du jour : les gilets jaunes.

— Pensez-vous que nous puissions nous permettre de continuer sur cette ligne et de faire face chaque samedi à ces manifestations qui fragilisent notre image publique, à la fois sur notre droite qui déteste cette « chienlit », que sur notre gauche qui compatit avec ces manifestants en gilets jaunes ? Ne devrions-nous pas choisir nos combats et prioriser d'autres réformes plus structurelles que cette hausse de taxe qui cristallise les colères ? lâcha Emmanuel entre deux bouchées de homard Thermidor, label « pêche durable ».

Car Emmanuel était inquiet. Il avait envie d'en finir avec ce mouvement. Au sein de sa majorité présidentielle, malgré l'apparente union sacrée, les interrogations et questionnements étaient de mise : cette hausse de taxe valait-elle vraiment de se lancer dans un tel conflit social ? Emmanuel partageait d'autant plus cette interrogation émanant de certains piliers de sa majorité (qui craignaient déjà pour leur réélection) qu'il était d'ailleurs directement visé par les gilets jaunes, ces derniers demandant sa démission depuis maintenant plus de deux semaines.

Ce revirement surpris ses convives à commencer par le droit dans ses bottes Edouard, seul à même de « challenger » Emmanuel à cette table. Il posa alors ses couverts en argent sur la table, s'essuya avec sa serviette en coton bio, donnant l'impression qu'il allait dire quelque chose d'intéressant, avant de finalement se lancer :

— La situation est délicate, nous en convenons tous autour de cette table, et garder le cap n'est pas simple. Néanmoins, je crains que reculer maintenant ne signifie faire une croix sur le reste du quinquennat : si nous reculons d'un pas maintenant, nous serons pieds et poings liés pour la suite. Comme Hollande après avoir reculé sur l'écotaxe face aux bonnets rouges. Je pense que nous ne devons pas céder aux revendications, en tout cas pas maintenant.

Benoit, le directeur de cabinet d'Edouard, avait acquiescé les dires de son mentor.

— Qu'en penses-tu Alexis ? demanda alors Emmanuel après un bref silence.

Seul ce dernier, secrétaire général de l'Élysée, fidèle parmi les fidèles d'Emmanuel, ne s'était pas encore exprimé. C'était à lui que revenait de trancher le débat :

— Je suis sincèrement navré Emmanuel mais je partage l'avis d'Edouard sur ce sujet : si nous voulons continuer de réformer la France comme nous l'avons fait pendant les derniers mois avec le

succès dont nous sommes fiers, nous devons, comme pour les précédents mouvements sociaux, je le crois, tenir bon.

Un ange passa, Emmanuel était dans ses pensées, il savait qu'il jouait beaucoup dans ce mouvement. Il finit par soupirer et répondre :

— Le mouvement est en train de se radicaliser et l'opinion publique lui reste extrêmement favorable à l'heure où nous parlons. Notre image, en revanche...

— Cela ne va pas durer, et de toute manière la mobilisation est en baisse : si nous attendons encore quelques semaines il ne restera que des ultras qui se décrédibiliseront eux-mêmes. Et en attendant, nous pouvons gagner du temps en lançant une « grande concertation » ou un « grand débat », repris Edouard.

— Oui, laissons couler, ajouta Benoit.

Alexis acquiesça de la tête.

Le déjeuner s'acheva et Emmanuel avait un arbitrage à faire : alors que des remous commençaient à se faire entendre au sein de sa majorité à l'Assemblée nationale pour demander l'abandon de la hausse de taxe sur les carburants (à vrai dire, même Brigitte s'y mettait), les plus fidèles de son réseau de pouvoir à l'Elysée et à Matignon, présents à ce déjeuner, voulaient eux continuer. Et le lendemain, Emmanuel devait prendre la parole devant le Haut Conseil pour le Climat, ce que ses convives savaient. Toutefois, il y avait un gros détail qu'ils ne savaient pas : pour l'instant, son discours prévoyait d'annoncer l'abandon pur et simple de la hausse de taxe sur les carburants, dans l'espoir de mettre fin au mouvement des gilets jaunes, par cette phrase : « Tant que nous n'aurons pas trouvé de solution, je n'accepterai pas de hausse ». À ce déjeuner, il avait espéré obtenir le soutien d'Edouard, d'Alexis et de Benoit... en vain. Maintenant, il se retrouvait dos au mur : allait-il annoncer unilatéralement l'abandon de la hausse ? Ou devait-il retirer cette phrase de son discours pour garder la cohésion entre Matignon et l'Elysée, ainsi qu'avec ses propres collaborateurs ?

Emmanuel laissa passer la nuit. Et au dernier moment, juste avant la conférence, il décida de retirer la phrase. À la place, il prononça ces mots qui allaient radicaliser encore plus les gilets jaunes : « Je ne céderai rien à ceux qui veulent la destruction et le désordre ». La nuit porte conseil, n'est-ce pas ?

*

Mercredi, Emmanuel allait prendre l'avion présidentiel pour aller à Buenos Aires où avait lieu le G20. Ayant choisi de garder le cap et de ne pas céder aux gilets jaunes, il devait maintenant « assumer » et appeler son ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, pour le « briefer » sur la stratégie de maintien de l'ordre à adopter samedi en son absence. Cet Acte III s'annonçait plus violent que les précédents, d'après les notes de la DGSI. Les services signalaient une radicalisation du mouvement avec la publication de messages de plus en plus virulents sur les réseaux sociaux.

Une des figures du mouvement, Eric Drouet, avait notamment déclaré dans une vidéo sur Fakebook : « Le président reste encore muet après une semaine. Ça m'a vraiment écœuré... Il faut que ça pète tous les week-ends jusqu'à ce qu'on se fasse entendre ».

Pire, les manifestants ne se bornaient plus uniquement aux ronds-points et péages, ils appelaient désormais également à bloquer les raffineries, ports et autres infrastructures stratégiques. L'objectif n'était même pas caché : « bloquer l'économie du pays ». Emmanuel appelait donc son ministre de l'Intérieur Christophe :

— Bonjour Christophe, comment vas-tu ?

— Bonjour Emmanuel, je vais bien merci, j'étais en train d'élaborer le dispositif pour samedi, avec le préfet de Paris à mes côtés. Et toi ?

— Bien merci. Tant mieux, je t'appelai pour un faire un rapide point de synchronisation à ce sujet avant mon déplacement. Nous gardons le

cap jusqu'au « grand débat » qui aura lieu d'ici 3 mois, le maintien de l'ordre doit dès lors être réajusté en conséquence avec comme objectif cible de dégorger et d'empêcher les blocages afin d'amoinrir les conséquences économiques d'ici là.

— D'accord, c'est noté. J'en parle au préfet pour élaborer un nouveau plan.

— Merci Christophe.

Christophe se tourna alors vers le préfet de police de Paris, Michel Delpuech. Ce dernier lui demanda un résumé :

— Alors ?

— Il veut qu'on dégorge et qu'on empêche les blocages pour protéger l'économie.

— Ok, dans ce cas je pense qu'un dispositif fan zone serait adapté : Champs Elysées sécurisés avec contrôle de sacs à l'entrée pour éviter les armes lourdes par destination. Quant aux bâtiments sensibles, sanctuarisation totale par les forces de l'ordre. Prévoir recours important aux LBD et autres outils pour neutraliser les éléments radicaux, expliqua le préfet de police en montrant sur la carte les différentes zones à protéger.

— D'accord, parfait, répondit laconiquement Christophe.

Mais à l'Acte III, les choses n'allaient pas se passer comme prévu...

Chapitre 12 : Gilets Jaunes le 01.12.2018, Acte III, jour de la Révolution Jaune.

Jacques et ses amis ne connaissaient pas bien Paris intramuros. Ils étaient arrivés vers sept heures du matin et Jacques avait garé sa Sandéro sur un parking payant proche du périphérique. Il ne voulait à aucun prix que quelques black blocs éméchés ne s'en prennent à son sésame ! Le véhicule qui faisait de lui un homme libre en « province », dans ce monde de brebis prisonnières du petit quartier où elles habitaient. Tout ça parce que les riches bien-pensants les privaient chaque jour un peu plus du seul moyen de locomotion adapté à la vie à la campagne...

Par leurs rhétoriques culpabilisantes relayées en masse par leurs médias, les multimilliardaires oppressaient le pauvre quidam au volant de son vieux diesel. Alors même qu'eux polluaient plus que mille familles annuellement, en juste une journée de leurs activités ! Comment ? En prenant l'avion à tout bout de champ, en dégazant en Méditerranée leurs yachts de cent mètres de longs ou qui sait, en finissant par partir dans l'espace à bord de leur propres fusées spatiales privatisées : ce qui n'allait pas tarder à arriver si on pouvait encore croire la presse. Mais ça ne marchait plus sur Jacques... Ça faisait bien longtemps qu'il ne croyait plus à ce vieux discours populaire sur le colibri qui doit éteindre un incendie en Amazonie, quand les canadiens ne viennent pas car ça « coûte un pognon dingue » ! Aux millionnaires bourgeois de faire le premier geste ! Il en avait marre qu'on le stigmatise à tort !

Heureusement, grâce aux innombrables barrages filtrants et péages gratuits, il n'avait pas payé l'autoroute jusqu'à Paris.

C'était avec cette état d'esprit contestataire qu'il abordait sa troisième manif. Ils s'étaient infiltrés ni vu ni connu dans le centre de la capitale :

ils arrivèrent jusqu'à Étoile par des voies détournées, aux portes de l'avenue des Champs Elysées. Mais là, des barrages de police conséquents contrôlaient l'accès de la plus prestigieuse avenue du monde ! Ils fouillaient toute personne qui souhaitait y entrer ; même les masques étaient interdits. Pour Jacques et les autres gilets jaunes, c'était hors de question de se retrouver à nu dans un tel guêpier !

Alors, à l'abri des regards des supérieurs, ils arrivèrent à nouveau à héler deux gardiens de la paix qui étaient tout jeunes, moins de vingt-cinq ans. Ils ne gagnaient guère plus que 1800 € et ils se sentaient concernés par les revendications des manifestants. Mais dès qu'ils voulurent leur ouvrir les barrières, un brigadier arriva en renfort ! C'est ainsi qu'ils durent rester sur la place de l'Étoile, au milieu de laquelle trônait l'Arc de Triomphe. Il était 9 heures passées et ils étaient tout au plus un millier, des gilets jaunes et des black blocs pour moitié.

Ils rejoignirent un groupe qui avait commencé à aller au contact des flics pour essayer de forcer le barrage : première salve de gaz lacrymogènes et tirs de LBD. Ils reculèrent vers l'intérieur de la place.

Ensuite, tout alla très vite. Des gilets jaunes particulièrement remontés se mêlèrent aux black blocs et essayèrent de déloger à coup de pavés la compagnie de CRS stationnée sous l'Arc de Triomphe. Pendant ce temps, certains se mirent à taguer les murs de l'Arc. L'un d'eux eut la génialissime idée d'écrire en grandes lettres noires : « Les Gilets Jaunes Triompheront ». Mais pour l'instant, aucune réaction de la BAC. Sept cent cinquante policiers fermaient l'accès aux Champs pour empêcher les plus virulents des manifestants de saccager encore une fois la « plus belle avenue du monde », comme à l'Acte II.

Vers midi, des casseurs, sous des huées de gilets jaunes qui scandaient « anticasseurs », « pacifistes » commencèrent à pénétrer dans l'Arc de Triomphe par une porte qu'ils vandalisèrent à grands renforts de coups d'extincteurs, par exemple. Ils se mirent à tout saccager à l'intérieur, s'en prenant même à la flamme du Soldat Inconnu entre les deux piliers. Certains gilets jaunes, les plus courageux, en profitèrent pour

monter au sommet de l’Arc, sur la plateforme et racontèrent plus tard que de là, tout était jaune !

D’autres allèrent à nouveau au contact des flics qui gardaient l’accès des Champs Elysées. S’en fut trop pour les forces de l’ordres qui jusqu’à présent regardaient ça d’un œil désintéressé. Des ordres fusèrent dans les oreillettes des gradés : « Il faut tenir l’Arc ! ».

— Impactez très fort les manifestants !

— Mettez-les minables !

— Défoncez-moi les gens !

(Ordres officiels donnés par la préfecture de Paris aux forces de l’ordre lors des manifestations gilets jaunes)

Les consignes, venant de « tout en haut » étaient on ne peut plus claires.

Ils repoussèrent violemment les émeutiers. Puis, ce fut une pluie de grenades lacrymogènes sur tout ce qui pouvait bouger sur la place de l’Etoile. Un véritable nuage s’abattit sur tout le monde. Certains chanceux, comme Angélique et Jacques, avaient des masques de différents modèles qui les protégeaient un peu. D’autres eurent littéralement l’impression, nassés comme ils étaient, de vivre leurs derniers instants et de mourir asphyxiés !

Les deux amis se mirent à l’abri aussi bien qu’ils purent.

Ce fut à ce moment que tomba l’ordre fatidique de la charge ! Un groupe d’une trentaine de policiers de la BAC, armés comme des porte-avions, boucliers dressés devant eux, voulurent reprendre l’Arc qui était de plus en plus violemment dégradé.

Mais la flicaille tomba sur un os de taille ! Une centaine de gilets jaunes et black blocs soutinrent l’attaque. Ils bloquèrent les flics qui poussaient devant eux avec leurs boucliers. Ils furent face à face... Forces brutes, contre forces brutes... Une armée de mercenaires à la solde de l’élite et aux ordres du gouvernement contre une armée en guenilles émanant de l’autorité du peuple !

Et là, ce fut la stupeur générale. Les gueux résistèrent ! Une pluie de pavés, de boules de pétanques et de barres de fer et d'objets tout aussi hétéroclites les uns que les autres s'abattit sur les agresseurs de la BAC qui n'en revenaient pas... C'étaient la première fois qu'ils durent reculer et se retirer devant le pouvoir de la rue.

La place de l'Étoile devint un vrai champ de bataille urbain digne de « Matrix » ... D'aucun, des journalistes, des gilets jaunes pacifistes et des étrangers racontèrent des scènes de guérilla urbaine.

Angélique et Jacques observaient tout de leur planque.

Tout dégénéra vers 15 heures.

Repoussé par les mutins, le groupe de flics se démantela totalement. Les gilets jaunes, les black blocs et de simples manifestants se mirent à la chasse aux policiers.

Ordres et contre-ordres étaient hurlés dans les oreillettes par les officiers bien à l'abri dans leurs véhicules blindés, trop peureux pour aller au front, à l'assaut de la foule en folie.

— Ouvrez le feu aux LBD, visez le visage !

— Lancez des grenades de désencerclement !!

— Tirez au taser !

Les policiers de service ne savaient plus à quel saint se vouer ! Les flics étaient des jeunots de l'année qu'on envoyait au front, s'endurcir au contact de la foule rebelle.

Angélique et Jacques, depuis leur cache près du pilier droit de l'Arc, eurent le regard attiré par une scène surréaliste. Ils s'approchèrent d'un groupe de policiers, de black blocs et de gilets jaunes qui se battaient.

Un des policiers fut lui-même nassé par quatre ou cinq manifestants qui commencèrent méthodiquement à le passer à tabac, rendant la violence gratuite dont ils avaient maintes fois été les cibles et les victimes muettes et incomprises.

Jacques se dit intérieurement, « ça sent le drame » ! Ils approchèrent autant que possible dans le champ de bataille qu'était devenue la place.

Un autre policier, paniqué à la vue de son collègue frappé à terre, obéit aux ordres de son brigadier. Il avait l'oreillette et la caméra de contact. Il recevait en direct les directives du préfet Delpuech. Se sentant encerclé, et voyant son binôme roué de coups, comme un zombie, il sortit son arme de service. Il enleva le cran de sûreté presque comme un robot ou pire, comme un chien policier dressé. Il arma, froidement, visa, avec un calme inattendu et tira à bout portant sur la tête d'un gilet jaune qui lui faisait face avec un drapeau tricolore de la République comme étendard, et qui tentait de s'interposer entre les émeutiers et le policier violemment pris à partie.

Le pauvre père de famille reçut le projectile mortel dans la tempe. Sa tête vola en éclat et il s'effondra instantanément comme une masse inerte et sans vie. Un sang rouge carmin commença à ruisseler de la tête de l'homme qui venait incompréhensiblement de perdre la vie.

Le coup de feu avait détonné comme une bombe.

Tout se figea sur la place...

Un ange passa. Il chantait : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! »

Un silence assourdissant se fit tout autour du policier meurtrier.

Brutalement, il tomba à genoux en réalisant la portée de son acte.

Devant les gilets jaunes qui l'entouraient totalement estomaqués, il se mit à pleurer comme un enfant !

Encore plus soudainement, il retourna l'arme contre lui-même : avec le canon du pistolet contre sa tempe, prêt à appuyer sur la détente car sa honte n'avait plus de nom...

Il avait fait le serment de protéger sa patrie, donc ses citoyens, pas de tuer aux ordres de nantis !

Les gilets jaunes présents, les black blocs pourtant aguerris et des sympathisants se mirent en rond autour de la scène de crime.

Tous les flics et surtout le pauvre criminel crurent qu'ils allaient le tuer s'il ne mettait pas fin à ses jours par lui-même.

Ils s'observèrent tous, époustouflés.

Mais Jacques tenant par la main Angélique, tous deux pacifistes, s'approcha doucement de lui, avec un regard compatissant.

Il retint le geste funeste de l'homme à genoux et lui prit son arme de service encore chaude...

Et la jeta au loin...

Les autres flics, les gradés étaient sans voix, les uns devant les écrans dans leurs véhicules, les autres sur la place.

À la surprise générale, l'un d'entre eux laissa tomber son LBD au sol, devant ses pieds bottés.

Puis un autre !

Et encore un !

Puis une dizaine firent le même geste de renoncement à la violence institutionnalisée.

Lentement, mais inexorablement, la quasi-totalité des policiers de la place de l'Etoile lâchèrent leurs armes, matraques, lacrymos, tasers, boucliers, lbd et pistolets de service... certains rentrèrent chez eux, d'autres rejoignirent les gilets jaunes.

Dans les oreillettes des gradés, le Préfet Delpuech hurlait ses ordres totalement insensés !

La révolte venait de basculer en révolution !

Et Angélique et Jacques y avaient joué un rôle salvateur !

Autour de l'Arc de Triomphe, l'humanité reprenait ses droits à coup d'embrassades. Si bien que les larmes de tristesse se transformèrent en larmes de joie. La foule jaune pointée de noir était en liesse.

Mais ce n'était que le début. Tout restait à faire.

Partie II

Les cent jours des Gilets Jaunes

Chapitre 13 : Soir de la Révolution Jaune, l'agonie du système.

Les images de policiers jetant les armes et revêtant des gilets jaunes avaient fait le tour de la France : beaucoup de Français prenaient la route pour venir à Paris, pour rejoindre la révolution jaune qui avait commencé. Sur les ronds-points, où les informations arrivaient vite par les réseaux sociaux, des convois et des covoiturages étaient déjà en train de se former. Les autres, qui ne pouvaient pas « monter » vers la capitale, restaient en « province » et occupaient de plus en plus de préfectures en France ; certaines étaient incendiées. La majorité des policiers étaient sommés de monter à Paris, défendre l'Elysée, Matignon et les bâtiments du pouvoir. Des préfectures indéfendables étaient laissées aux mains des gilets jaunes : « Les préfectures ne sont plus la priorité » déclarait ainsi le ministre de l'Intérieur lors d'une conférence de presse, entraînant une vague d'indignation de la part des préfets qui trouvaient « scandaleux, indigne et inhumain » d'être abandonnés par le pouvoir central, seuls face au peuple.

L'Arc de Triomphe était le haut-lieu des gilets jaunes ; le plus grand rond-point de France était à eux. Ils allaient donc, dans les rues adjacentes, face aux derniers policiers qui n'avaient pas jeté les armes, et essayaient de forcer les Champs Elysées pour aller à l'Elysée. Les rues tombaient les unes après les autres alors que des policiers dans chaque escadron jetaient les armes pour rejoindre les manifestants. Les gilets jaunes avaient mis la main sur certaines armes des policiers, quand ces derniers ne leur avaient pas tout simplement donné, pour qu'ils puissent se défendre des « soldés » comme on commençait à les appeler... C'est à dire les policiers et gendarmes qui restaient à la « solde » de Macron ! Sans doute espéraient-ils une prime conséquente pour leur dévouement sans borne.

Angélique et Jacques, ainsi que de très nombreux gilets jaunes pacifistes faisaient « les parfaits petits VRP » pour convaincre tout le

monde de ne pas utiliser la violence outre mesure, de ne pas se venger et d'œuvrer au maximum dans la paix ! Ils avaient surtout un très gros travail à faire aussi auprès des black blocs qui se déchaînaient parfois, totalement livrés à eux-mêmes. Ils avaient tellement été marginalisés, persécutés et diabolisés qu'ils n'avaient qu'une idée en tête, se venger de la société de répression qu'ils avaient connue. Mais petit à petit le mot d'ordre passa dans leurs rangs : c'en était fini de la 5^{ème} République représentative. On allait tous vers un nouveau monde ! La Révolution Jaune avait une vocation universelle : bientôt, des dizaines de pays suivraient la France ! Rentrez dans les rangs des gilets jaunes ! Dégageons ces élites corrompues et faisons une véritable démocratie à base de Liberté, Egalité, Fraternité ! Vous ne serez pas des oubliés cette fois-ci ! Et nos deux amis n'avaient de cesse de répéter cela aux black blocs, aux forces de l'ordre et aux gendarmes.

Des millions de gilets jaunes « sur le tard » comme on les appelait rejoignaient leurs rangs. Ils étaient tous acceptés. Pas de vindicte inutile ! Tout le monde était le bienvenu dans la révolution jaune. Tout le monde était accueilli et les bonnes âmes étaient conviées à aider du mieux qu'elles pouvaient, chacun dans sa spécialité !

Du côté des macronistes... le navire prenait l'eau de partout. Ça craquait de tous bords... Les rats commençaient à quitter le bateau !

Sur les radios et chaînes d'info en continu, les quelques présentateurs et chiens de garde du système qui ne s'étaient pas encore enfuis, étaient tétanisés et sortaient complètement de leurs gonds : « la République et la démocratie sont en danger » ; « il faut faire tout le nécessaire pour les empêcher d'entrer à l'Élysée, à Matignon et à l'Assemblée », « jusqu'à tirer ? » demandait une journaliste, « ce sont des terroristes ! On ne négocie pas avec des terroristes ! » répondait un éditorialiste ; un certain Luc Ferry, ancien ministre, osa même dire : « Que les policiers sortent leurs armes une bonne fois pour toutes ! On a la 4^{ème} armée du monde, elle peut régler ça » ; des heures de pseudo-débat étaient organisées ; « Faut-il tuer les gilets jaunes ? » était affiché en sous-titre sur BFMacron TV, sous les images de l'Arc de Triomphe qui commençait à être repeint en jaune. Un des éditorialistes de la chaîne,

Christophe Barbier, déclara : « Le RIC, c'est la Dictature de la foule ! ». Ce dernier, après cette interview, s'était enfui pour le Royaume-Uni.

Mais ce tapage médiatique avait également lieu sur toutes les autres chaînes, passées en « édition spéciale » pour l'occasion. Sur l'une, Jean-Michel Apathique expliquait furibond : « Les gilets jaunes c'est un mouvement de destruction massive ! Un viol de la démocratie ! »

Heureusement, le peuple français se réveillait et n'écoutait plus ces balivernes. La majorité s'informait désormais sur des médias alternatifs, sur internet. Et si des vidéos de médias « traditionnels » tournaient parfois sur les réseaux sociaux, c'était surtout pour s'en moquer et juger de la fourberie du « Système » corrompu !

Et les « éditions spéciales » continuaient de plus belle dans le vide sidéral de leur audience en chute libre. Ils tentaient avec des techniques usées du vieux monde, dont tout le monde connaissait désormais les grosses ficelles, de disqualifier et diaboliser un mouvement de révolte populaire. Et Yves Calvi, par exemple sur RTL osait encore : « Avec ce mouvement on coche vraiment toutes les cases : Homophobie ! Racisme ! Antisémitisme ! Rejet de l'autre ! ». Mais le soir-même, des gilets jaunes l'interceptèrent à un péage, dans sa voiture, car il avait fui le siège français de Radio Télévision Luxembourg, rue Bayard, pour regagner le siège du Luxembourg où il essayait d'avoir l'asile avec ses valises emplies de liasses de billets.

La classe dominante était complètement aux abois. Leurs membres et représentants se promenaient frénétiquement de plateau en plateau, tels des fourmis après un grand coup dans la fourmilière, vociférant tout ce qu'ils pouvaient pour tenter d'éviter la chute du système qui les nourrissait, car cette chute les aurait emportés. Ils préparaient pourtant tous déjà leur fuite à l'étranger grâce à leurs contacts secrets dans leurs téléphones, procédure d'urgence que les services secrets français leur avaient dit de rôder depuis longtemps.

En tête de ces représentants de la classe dominante, il y avait le gouvernement. Voici un florilège (inspiré de citations réelles) :

Gabriel Attal : « Ce mouvement est complotiste ! Conspirationniste ! Antisémite ! Xénophobe ! Je dis aux Français qui ont gardé leurs boussoles républicaines : rentrez chez vous ! »

Marlène Schiappa : « C'est une menace contre la démocratie ! Il faut que l'armée intervienne au plus vite ! C'est notre seul espoir de protéger ce que nous avons de plus cher : nos libertés et les droits de l'homme ! »

Xavier, l'ami d'Emmanuel, avait peur également, il devait faire quelque chose, ou au moins essayer : il intervint alors sur Europe 0 (pour ce faire, il avait passé un coup de fil à son ami Arnaud qui possédait la radio) dont le siège était pourtant juste à côté des Champs Elysées, au plein cœur de la Révolution Jaune, pour soutenir son ami président : « Je crois qu'on a un super président capable de réformer la France ! Il fait des lois fantastiques !... Je comprends les gilets jaunes, je les comprends, ils ont eu raison de manifester, mais maintenant que le gouvernement a répondu à leurs attentes, il faut rétablir la paix sociale ! ». Les gilets jaunes apprirent plus tard que Xavier N. était en fait en duplex depuis les îles Caïman, sur fond vert. Des techniciens et informaticiens d'Europe 0 ralliés aux gilets jaunes dénoncèrent le subterfuge.

Enfin, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner s'exprima en conférence de presse, un peu avant 20 heures, pour préparer les esprits : « Ils sont à la recherche du chaos ! Nous allons rétablir l'ordre républicain, quoi qu'il en coûte ! ».

Une journaliste, visiblement déjà informée, lui demanda alors avec des trémolos dans la voix : « Que prévoyez-vous pour rétablir l'ordre ? ».

Après un bref silence, il répondit avec un regard grave : « Le président va s'exprimer d'ici quelques minutes. Vous aurez la réponse. »

Chapitre 14 : Nuit de la Révolution Jaune, le dernier sursaut du système.

Emmanuel Macron prit alors une dernière fois la parole, dans une allocution au JT de 20 heures de TF0, en duplex depuis l'Airbus présidentiel qui le ramenait du G20, retransmise sur toutes les chaînes publiques et privées, pour tenter d'apaiser la foule et de remobiliser avec lui la police, l'armée et les élites (qui commençaient à s'enfuir) :

— « Que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple : mais lequel, d'où, comment ? Et n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse, s'en prennent aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels, c'est tout simplement la négation de la France ! »

Puis il complimenta longuement les « forces de l'ordre » et les gendarmes pour leur conduite « exemplaire » contre la « minorité haineuse », contre les « séditieux », les « casseurs », les « barbares » et les « terroristes » ; il les remercia de « défendre la République » et « nos libertés », tout en glissant un mot contre ceux d'entre eux qui seraient « tentés » de rejoindre les manifestants : il rappela le nombre de policiers séditieux arrêtés et les peines encourues. Après le bâton, il finit bien entendu sur une carotte en annonçant une prime exceptionnelle « Gilets Jaunes » que « nous devons à ceux prêts à donner leurs vies pour défendre nos valeurs et nos principes face à ce déferlement de violences insurrectionnelles intolérables ».

Avant d'arriver à la conclusion :

— « Devant le malheur qui plane sur la patrie, et devant la menace qui pèse sur la République, ayant pris l'avis officiel du Conseil Constitutionnel, du Premier Ministre, du Président de l'Assemblée Nationale, j'ai décidé, en application de l'article 16 de notre

constitution, la mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels : je prendrai directement les mesures exigées par les circonstances. Ainsi, l'armée sera déployée à Paris dans les plus brefs délais pour rétablir l'ordre et protéger les institutions de la République. Le droit de manifester est dès à présent suspendu temporairement pour une durée de 14 jours. Un couvre-feu entre en vigueur dès à présent et pour les 14 prochains jours, de 16h à 11h, il sera assuré par le déploiement de drones dans toutes les villes de France. Toute personne identifiée en extérieur durant ces horaires sera placée en détention provisoire puis jugée pour mise en danger de la vie d'autrui. Toute personne participant à des affrontements et/ou des actes terroristes encourt une peine maximale de 30 ans de détention criminelle et de 450 000 € d'amende. Nous empêcherons cette minorité de mener à bien son projet de destruction de notre Démocratie. Il en va de la survie de notre Nation. Vive la République. Vive la France », conclut-il en y croyant vraiment.

L'armée et les blindés, déjà en alerte maximale, furent déployés dans l'heure pour contrôler la situation. Mais les choses ne se passèrent pas comme Jupiter le souhaitait : les militaires virent leurs confrères policiers et gendarmes au sein des gilets jaunes. Ils refusèrent donc en grande partie de tirer, une part d'entre eux rejoignit même les gilets jaunes. Les blindés ne servirent en réalité à rien : les militaires refusèrent de rouler sur les gilets jaunes, se souvenant des manifestations de Tian'anmen ou de Boris Eltine debout sur un char ! En plus, ils ne tenaient vraiment pas à se frotter aux terribles cocktails Molotov que les gilets jaunes avaient confectionnés en entendant le discours haineux du président. Donc, les gilets jaunes marchèrent vers les blindés et passèrent à côté. Ce n'était plus qu'une question de temps avant que les derniers escadrons de policiers et de militaires positionnés aux abords de l'Élysée baissent les armes.

Le gouvernement qui était en conseil des ministres depuis la mi-journée, répondit en toute hâte aux revendications des gilets jaunes (annulation de la hausse de taxe sur les carburants, chèque énergie, hausse des salaires, retour de l'ISF, RIC...) Quasiment toutes les revendications furent acceptées dans l'urgence et surtout dans l'espoir

que les manifestants s'arrêtent enfin. À ce moment précis, les autocrates du gouvernement étaient prêts à tout lâcher pour ne pas perdre leurs places, pour que le système qui les consacrait jusque-là ne s'effondre pas. Mais ça ne suffisait plus, c'était trop tard. Le peuple était à la porte du pouvoir : il ne pouvait pas s'arrêter.

C'était maintenant ou jamais, se disaient tous les gilets jaunes !

Emmanuel, lui, était dans l'avion présidentiel pour revenir du G20... mais des gilets jaunes avaient envahi l'aéroport du Bourget et l'attendaient sur les pistes d'atterrissage : il ne pouvait donc pas atterrir, la tour de contrôle était formelle. Emmanuel et sa garde demandèrent au pilote de changer de cap vers Baden-Baden, en Allemagne, pour un exil forcé.

Pendant ce temps, les gilets jaunes avaient tôt fait de trouver les sièges de médias importants, grâce notamment à une « carte des lieux de pouvoir » publiée la veille par le Monde Diplomatique. Ainsi, scandalisés par le traitement médiatique et la violence symbolique qui leur avaient été infligés depuis des semaines, si ce n'est des années, les gilets jaunes envahirent les sièges des médias les plus proches et notamment la maison de la Radio : Radio Rance fut ainsi contrainte de laisser les gilets jaunes diffuser leurs messages, sur toutes les chaînes du groupe (Rance info, Rance Inter, Rance Bleu, Rance Culture, même Rance Musique). Ce message fut diffusé vers 22h :

« Avis au peuple français ! Nous vous appelons tous à nous rejoindre à Paris, à l'Elysée ! Jamais nous n'avons été aussi proches de reprendre le pouvoir aux élites politiques et financières corrompues qui nous ont enchaînés depuis des dizaines, des centaines d'années ! C'est un moment historique ! Macron Démission, et vive le peu... »

Brutalement, la transmission fut coupée !

L'armée, ou plutôt les quelques généraux qui obéissaient encore à Macron, avait dans un dernier sursaut réussi à couper internet et toutes les télécommunications du pays : Mais c'était trop tard ! Les gens s'amassaient autour de l'Elysée.

Il faisait noir, il fallait aller vers la lumière. Rien ne pourrait les arrêter.

D'autres continuaient à venir spontanément à l'aéroport du Bourget dans l'espoir d'intercepter Macron à l'atterrissage. Angélique et Jacques faisaient partie de la foule des plusieurs milliers présents au Bourget.

Une âme parmi des millions... mais des millions d'âmes forgeant la destinée de chacun...

Et effectivement, le destin fut avec les gilets jaunes ce soir-là. L'arme totalitaire se retourna contre les tyrans de la République : la coupure des communications et d'internet empêcha également les équipes du président, dans l'avion présidentiel, de bien communiquer avec l'extérieur. Car ils n'étaient pas habitués au dispositif de secours recommandé par un cabinet de conseil, à base de téléphones satellite sécurisés qui ne permettaient de contacter que certaines personnes également équipées. De fait, ils ne comprirent pas que le pilote, gilet jaune depuis des semaines (notamment du fait d'un enfant autiste rejeté de la société et du système scolaire « normal » ; rejet amplifié par les innombrables coupes budgétaires drastiques dans l'Éducation Nationale opérées par Macron et ses prédécesseurs) maintenait dur son cap vers l'aéroport du Bourget, où il savait qu'un comité d'accueil trié sur le volet attendait le président : des milliers de gilets jaunes furax.

Lorsque finalement le président et ses équipes furent avertis de la situation, ils foncèrent vers la cabine de pilotage. Le pilote restant muet, ils tentèrent de forcer la porte verrouillée... mais c'était sans compter sur les lois anti-terroristes qu'ils avaient eux-mêmes faites voter, qui imposaient des systèmes de sas hypersécurisés pour protéger les pilotes d'avions de potentiels terroristes comme ceux du 11 septembre 2001.

Après de longues minutes à essayer de forcer la porte, le président et ses équipes se résignèrent à prendre les parachutes de secours.... Trop tard, car l'avion était déjà en train d'atterrir, en pleine nuit sur la piste éclairée de jaune. Et effectivement, le comité d'accueil fut très chaleureux : les gilets jaunes prirent d'assaut l'avion, agrippèrent l'ex-

président terrorisé, le bousculèrent un peu, et scandèrent « on est venu te chercher ».

Angélique et Jacques étaient parvenus à se glisser parmi les quelques centaines qui prirent d'assaut l'Airbus de l'ex-président. À un moment, un gilet jaune un peu plus coriace tenta de mettre une taloche à Macron, mais Angélique donna un coup de coude dans le flan de Jacques qui réagit de suite en sortant brutalement de sa stupeur...

— Non mon pote ! Pas de ça ! Tu veux devenir comme lui ? L'éborgneur !

Jacques retint fermement le bras de l'homme. Ce dernier voulut d'abord se débattre mais lorsqu'il vit la mine atterrée d'Angélique, il se ravisa...

— Tu as raison mec ! Un vrai jugement et une condamnation sévère... c'est tout ce qu'il mérite !

Puis il se pencha vers la face de Macron avec une mimique terrible qui fit frémir Macron d'effroi...

— Je tape pas dans la merde ! Ça éclabousse... se contenta-t-il de lui dire face à face et il partit comme il était venu.

Emmanuel se liquéfia littéralement...

Tous avaient compris qu'il ne fallait pas lui rendre la violence qu'il leur avait infligée ; ils ne voulaient pas s'abaisser à son triste statut d'éborgneur, pour avoir donné l'ordre implicite de tirer au LBD dans les visages de gilets jaunes !

En chœur, les gilets jaunes l'emmenèrent dans un blindé, piloté par un brigadier rallié, et le conduisirent à Fleury-Mérogis, occupé par les gilets jaunes, où une cellule spéciale repeinte en jaune lui était réservée, dans l'attente de son procès : « le procès de l'Eborgneur ».

C'était le sobriquet qu'il garderait dans l'Histoire.

Chapitre 15 : Tous au Palais Bourbon ! Pour une Démocratie Universelle.

Voilà ! L'Élysée était « Jaune », comme on commençait à dire dans le bas peuple ! Et pas que ! Des petites classes moyennes écrasées de taxes et d'impôts, des artisans au bord du gouffre financier, des agriculteurs endettés jusqu'au cou, des étudiants à l'aide alimentaire, des lycéens maltraités par ParcoursSupprimé, des ouvriers syndiqués ou non, au SMIC, qui commençaient à ne plus pouvoir payer leurs loyers et même des petits bourgeois qui sentaient le vent de la liberté et de la vraie démocratie tourner en la faveur du peuple de France, rejoignirent le mouvement des gilets jaunes avec ses policiers, gendarmes et militaires ralliés. Des millions de Français étaient dans les rues de leur beau pays pour reprendre leur destin en main !

En effet, le mouvement lycéen et étudiant avait pris de l'ampleur ; l'UNEL avait appelé à rejoindre les gilets jaunes. Des milliers de lycées aidèrent à bloquer la France. Il n'y avait plus assez de policiers « soldés » pour aller partout. Et une fois leurs lycées bloqués, les lycéens rejoignirent les ronds-points et les préfectures occupés par leurs parents gilets-jaunes. Des assemblées populaires se mirent en place dans les préfectures des différents départements. Partout on suivait la situation à Paris et on essayait d'y envoyer du renfort par train, voitures ; certains y allaient même à vélo ! On savait que c'était « là-haut » que tout se jouait.

Angélique, Jacques et ses amis-es étaient des leurs, prêts à soulever des montagnes pour changer la France, changer le monde !

Ils rejoignirent des ouvriers de l'imprimerie et des journalistes revanchards qui en avaient assez d'avoir été muselés pendant des années par le pouvoir du fric. Ils sortirent un journal acquis à la cause des gilets jaunes. Ils tiraient en continu en papier pour informer le

peuple, dans l'attente que les réseaux soient rétablis sur le territoire national et qu'un nouveau réseau social open-source, indépendant des GAFAM, interopérable, sans publicités, à l'algorithme transparent et aux données stockées en France soit opérationnel.

Des techniciens et des ingénieurs sympathisants se mettaient au travail partout pour rétablir tous les réseaux de communication.

Le syndicat majoritaire des informaticiens, ainsi que des hackers et des Anonymous se réunirent à la salle du Jeu de Paume pour développer au plus vite les outils informatiques pour une vraie démocratie universelle, où chaque citoyen pourrait voter et s'exprimer en toute liberté de conscience et de droit.

Le nouveau mot d'ordre se transmet de bouches à oreilles : il faut prendre le Palais Bourbon ! L'Assemblée nationale doit tomber ! Il faut instaurer un parlement citoyen de gens du peuple n'ayant jamais eu de mandat électoral auparavant ! Des centaines de gens de lettres, de jeunes diplômés, d'ouvriers qualifiés, mais aussi de femmes de chambre, d'éboueurs, d'aides-soignantes et d'autres gens très compétents dans leurs domaines se portèrent volontaires. Le mouvement ne manquait pas de têtes pensantes et de gens de bonne volonté.

Les gilets jaunes avaient une force : leur puissante intégrité ! Jamais ils ne referaient l'erreur de confier le pouvoir à une aristocratie ou une quelconque « élite », même provenant de leurs rangs !

Alors, le reste de l'armée, des gendarmes et des policiers « soldés » forma un ultime barrage autour du Palais Bourbon pour tenter de repousser les gilets jaunes.

Mais les choses tournèrent au vinaigre pour eux. Une foule combative et surtout des milliers de gardiens de la Paix « libérés » comme on les appelait alors, sortirent leurs armes et chargèrent !

Il y eut des coups de feu des « soldés » qui provoquèrent quelques blessés mais finalement, ils n'avaient visé que les jambes de leurs anciens collègues, ne pouvant pas décemment les tuer ! Ils furent

débordés par un véritable raz-de-marée humain. Femmes, hommes, jeunes et militants de tous bords les submergèrent rapidement, ce qui eut pour effet de provoquer une pagaille monstre. Les plus intelligents regagnèrent les gilets jaunes à ce moment. Les derniers réfractaires « soldés » furent arrêtés et contraints par la force publique des gardiens de la Paix « libérés » de regagner leurs casernements, leurs logements de fonction et leurs casemates sous bonne escorte.

Jacques alla chercher Angélique qui travaillait au journal pour lui annoncer la bonne nouvelle.

Ils se rendirent ensemble au palais Bourbon. La foule s'était amassée et regardait perplexe le décorum somptueux et fastueux des notables. Ils comprirent alors les effets pernicioeux du pouvoir et la distance qui avait été mise entre le peuple et ses élites politiciennes.

Jacques, qui avait en fait l'âme d'un révolutionnaire, tagua en grandes lettres sur le devant du perchoir du président de ce parlement élitiste : Plus jamais ça !

Il fallait aller vite pour éviter qu'une éventuelle coalition de contre-révolutionnaires, milliardaires et gouvernements étrangers corrompus ne profitent du chaos ambiant pour les attaquer comme en 1789, de peur que cette Révolution n'inspire leurs peuples et ne s'exporte chez eux !

Un informaticien particulièrement inventif et débrouillard eut l'idée de procéder à un tirage au sort de cent membres pour former un Conseil National de Transition (CNT), parmi les membres de la page Fakebook « Compteur Officiel de Gilets Jaunes ». Cette dernière avait enregistré un million et demi de sympathisants à l'Acte III et était passée depuis, en quelques jours, à plus de vingt millions de gens du peuple. Avant d'en tirer au sort un Conseil, le message était passé sur toutes les antennes afin que les gens s'inscrivent, s'ils voulaient prendre des responsabilités temporaires dans une assemblée chargée de gérer les urgences de la transition vers la Démocratie Universelle... De toute façon, dès la mise en réseau du site de « Démocratie Universelle » et l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, toutes les lois

pourraient être proposées ou révoquées par Référendum d'Initiative Citoyenne.

On était quelques jours après la révolution du 1er décembre 2018. Le journal d'Angélique et Jacques fut choisi — ils étaient parmi les premiers médias libres présents — pour éditer en papier et en numérique les délibérations publiques du CNT et de la future Assemblée Constituante chargée de rédiger la nouvelle Constitution.

Le comité de travail informatique regroupant des informaticiens de tous bords, des hackers chevronnés et des Anonymous ultra introduits dans tous les réseaux effectuèrent un travail exemplaire. En moins de 15 jours ils parvinrent, en croisant les fichiers de la CPAM, de la CAF, des Impôts, de l'URSSAF, listes électorales et du recensement militaire, à identifier de manière fiable 98% de la population française. Les dernières personnes n'ayant pas reçu leur identifiant et mot de passe au logiciel "Démocratie Universelle" furent invitées à s'identifier en mairie. Bien sûr, ce n'était pas parfait mais amplement suffisant pour voter des lois et en tout cas mille fois plus précis qu'avec le vieux système obsolète de la démocratie représentative, dans lequel n'importe quel député pouvait voter ce qui lui chantait une fois élu, même contre l'avis de « ses » propres électeurs de « sa » circonscription.

Ensuite, l'Assemblée Constituante fut tirée au sort parmi tous les citoyens français. Et quand certains ne pouvaient pas siéger pour X raisons, on tira au sort à nouveau, autant de fois que nécessaire, jusqu'à obtention d'une assemblée de cent députés, issus du peuple. La parité était totale.

Elle élut immédiatement sa ou son Président, et sa ou son Vice-Président en son sein, à la majorité absolue. Ensuite, elle élut tout d'abord un secrétariat puis commença à établir son règlement intérieur, le but recherché étant d'écrire un texte de consensus en se basant sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; la nouvelle Constitution devra être votée à la majorité qualifiée des deux tiers des membres. Les membres de l'assemblée disposeront pour mener leurs

travaux à bien d'une durée de neuf mois, prolongeable une seule fois de trois mois par un vote à la majorité absolue.

Une fois ses travaux terminés, l'assemblée devra déposer sa proposition de Constitution au CNT. Son Président devra alors procéder à la convocation d'un référendum constitutionnel pour le premier dimanche venant soixante jours après l'annonce de la convocation. Le projet de Constitution soumis à référendum devra être approuvé par la majorité absolue du peuple français, au cours d'un vote obligatoire sous peine d'amende proportionnelle en fonction des revenus.

Tous ces textes n'étaient pas faciles à publier mais Angélique et Jacques faisaient systématiquement des articles complémentaires de vulgarisation pour que tout le peuple puisse en comprendre les grandes lignes ! Leur journal devint la référence de la révolution !

Les premières phases communément admises pour une révolution étaient regroupées... Avec leur esprit très critique, leur honnêteté et leur intégrité fruit d'une grande expérience de l'humain, les gilets jaunes allaient nourrir un débat fécond et décider ensemble des grands changements institutionnels qu'il fallait opérer, pour, à la fin, arriver à un texte commun qui les reconstitueraient en tant que peuple.

Angélique et Jacques, suivis plus tard par d'autres journalistes restés fidèles à leur pays et à leur métier, étaient là pour raconter cette extraordinaire aventure. Des éditions spéciales furent écrites pour que l'intégralité de ce moment inoubliable de la France reste gravée à tout jamais dans l'Histoire.

Et finalement, le Comité National de Transition, ainsi que l'Assemblée Constituante, furent les garants de la pensée de la Démocratie Universelle telle que les gilets jaunes des premières heures, avant le 17 décembre 2018, l'avaient tant souhaitée et appelée de leurs vœux.

En moins d'un mois, soit trente jours, tout était en place pour que la jeune révolution jaune puisse s'inscrire longuement dans l'Histoire du monde. Et bonne surprise : l'ONU avait gardé en son sein le siège

permanent de la France. Dans son interminable « bla-bla » entre nations, la vieille institution n'avait pas su réagir à temps pour exclure la France révolutionnaire et rebelle.

Il faut dire à leur décharge qu'un comité de militaires venant des toutes hautes sphères de l'armée était venu, quelques jours après la destitution de Macron, apporter au Président du CNT les codes secrets de l'arme nucléaire. Le fait de posséder la quatrième force de frappe de dissuasion nucléaire mondiale avait pesé lourd dans la balance !

— On ne sait pas ce que ce peuple de fous furieux peut faire ! Ne touchons pas à leur pays ni à leurs pauvres, ils pourraient guillotiner on ne sait qui ! aurait dit en privé António Guterres, le Président de la vénérable institution qu'est l'ONU.

Chapitre 16 : Les relais du pouvoir jaune.

Angélique et Jacques étaient au cœur du pouvoir. Ils avaient une place privilégiée pour analyser toutes les décisions prises par les instances des gilets jaunes. Ils décidèrent très vite d'écrire un livre sur tout ce qui s'était passé depuis le début du mouvement des gilets jaunes. Il fallait à tout prix garder dans la mémoire collective ces extraordinaires événements qui avaient mené les gilets jaunes à fonder la première démocratie universelle du monde.

Il fallait aussi transmettre à tous les peuples du monde le message clair suivant : Gardez espoir ! C'est possible... Les Français l'ont fait, vous pouvez le faire aussi. Voici le mode d'emploi !

Et déjà dans quelques pays d'Amérique latine, d'Indonésie et du Maghreb, la révolte grondait... Même en Europe ou en Amérique du Nord, les puissants et les nantis du Canada et aussi des USA commençaient à trembler devant des mouvements sociaux qui manifestaient en masse dans les rues, arborant les fameux gilets jaunes... En effet, le journal The Sun avait titré « début d'une révolution », tandis que le journal El Pais écrivait : « Paris brûle ! » : il n'en fallait pas plus pour que le feu s'étende à d'autres pays !

Les premières mesures révolutionnaires en France furent d'assurer la transmission des décisions du CNT et de la Constituante auprès des organismes des pouvoirs publics. Les élus décidèrent de ne pas nommer de Premier Ministre, des Ministres et d'interminable cabinets ministériels à n'en plus finir. À l'heure d'internet mondialisé, les lois pouvaient être transmises directement aux institutions et administrations sans filtres.

Le CNT proposa au peuple de voter une directive afin que soient élus par lui (le CNT) un « Comité de Pilotage » pour chaque administration.

Il sera constitué de cinq hauts fonctionnaires de chaque organisme, de cinq fonctionnaires du bas de l'échelle et de cinq usagers. Cela concernait toutes les institutions du type CPAM, CAF, Police, Gendarmerie, Armée, URSSAF, CNRS, Education Nationale, Direction du Travail etc... Ces Comités de Pilotage avaient pour fonction de transmettre les lois et les règlements aux administrations nationales et d'assurer la bonne mise en application de celles-ci.

Et cela fonctionnait parfaitement. Les diverses commissions du CNT œuvraient en bonne entente avec leurs administrations respectives.

Aussi, les informations sur les problèmes et difficultés rencontrées remontaient directement à la source du pouvoir sans être dénaturées, minimisées et perverties par d'innombrables échelons intermédiaires et lobbies inadmissibles. Les lois pouvaient être quasiment immédiatement modifiées, améliorées et adaptées à chaque situation rencontrée sur le terrain par les administrés, les fonctionnaires ou les Comités de Pilotage.

La sphère publique était parfaitement organisée dans un système de Démocratie Universelle en temps réel...

*

Dans la sphère privée, tout alla très vite aussi. Les Comités de Pilotage de l'Economie et celui du Travail, dirigés par le Président du CNT en personne et la commission « Développement Économique » réunirent les quarante patrons du CAC 40 encore en France, les syndicats patronaux comme le MEDEF et les syndicats salariés classiques. Le message était simple et clair :

Ils avaient cent jours, à dater du premier jour de la révolution soit le 1^{er} décembre 2018, pour revenir en France. Tout patron des mille plus grandes entreprises de France n'étant pas domicilié en France à cette

date-là verra son entreprise ou sa holding nationalisée pour le montant de 1 € symbolique.

Ils comprirent de suite d'où soufflait le vent du boulet ! Ils avaient été instruits, enseignés et formés par le système éducatif français ; ils avaient construit leur fortune en France sur le dos des salariés français ; ils avaient bénéficié de toutes les infrastructures françaises, et souvent de commandes publiques pour construire leurs empires... Maintenant, il fallait rendre à la France, aux Français et Françaises tout ce qu'ils avaient reçu !

La représentation syndicale avait été votée pour toutes les entreprises de plus de cinq salariés malgré les critiques initiales envers les syndicats : ils restaient pour l'heure la seule structure sur laquelle s'appuyer. Les délégués du personnel devaient avoir 51% des droits de vote dans chaque comité de direction. Le vice-président de chacune des milles plus grandes entreprises françaises devait être élu parmi les délégués du personnel.

La planification universelle devenait le fil conducteur de la puissance économique privée.

Si dans un an, le programme du CNT n'était pas correctement appliqué, des mesures plus draconiennes seraient prises comme de nationaliser pour 1 € symbolique les plus grosses et récalcitrantes d'entre elles, pour l'exemple. Pour les plus petites entreprises, tout réfractaire à la planification universelle verrait son entreprise transformée en SCOP : l'économie doit être au service de la société, et non l'inverse !

Angélique et Jacques assistaient en tant que journalistes à chacune des réunions avec les dirigeants des grands groupes français. Évidemment, ça grinçait des dents ! C'était parfois très houleux ! Des insultes à peine voilées fusaient des fois de toutes parts ! Mais « le rouleau compresseur » de la révolution jaune avançait inexorablement. Le peuple de plus en plus opprimé avait senti le vent de la liberté et avait décidé de ne plus jamais être esclave des riches.

Au niveau régional, le millefeuille administratif opaque de communes, métropoles, communautés de communes, préfetures, départements, régions, grandes régions fut totalement supprimé pour plus de clarté de la vie publique et plus de pouvoirs locaux. Il fut décrété qu'il n'y aurait qu'une instance locale en plus des communes, maillon de base de la vie sociale urbaine : le département. Il sera dirigé par une assemblée de cinquante élus du peuple, domiciliés obligatoirement dans le département depuis plus de cinq ans. Les assemblées étaient en charge d'élire en leur sein une ou un président et une ou un vice-président, à parité totale, régionaux destinés à remplacer le rôle monarchique du préfet. Ils auront la charge de la vie publique, des administrations locales et devront garantir la sûreté des habitants par une force publique remaniée. Ils rendront des comptes aux citoyens et au CNT quant à l'applications des directives locales.

Le livre d'Angélique et Jacques avançait bien et ils avaient décidé de le publier par fascicules, en version papier et numérique, reprenant chacun une phase de la révolution. Une adaptation TV était prévue dans les mois à venir !

Concernant les médias, tous les oligopoles médiatiques furent démantelés. Ceux qui avaient les supports (réseaux, box) ne pourraient plus détenir les contenus (chaînes, programmes, droits sportifs) et vice-versa. La possession de plusieurs médias quels qu'ils soient (presse, télévisions, radios...) par un même groupe ou individu fut interdite. Quant aux groupes dépendant de la commande publique, interdiction totale de posséder un média. Les aides publiques à la presse étaient désormais versées en priorité aux médias d'information sans but lucratif, et les fréquences attribuées à des médias locaux et associatifs. La plupart des organes de presse, des médias télévisés et de la presse en ligne optèrent pour des formats alternatifs et coopératifs de type SCOP, laissant une grande place aux les décisions stratégiques de leurs entreprises aux journalistes et lecteurs.

Le CSA devint une instance de régulation de tous les médias, pour garantir la pluralité, l'indépendance et le respect de la déontologie journalistique. Elle fut organisée avec un tiers de professionnels de

l'audiovisuel et de la presse, un tiers de représentants de l'état et un tiers d'usagers.

Enfin, les médias étaient libérés de la domination du capital et des publicitaires ! Leurs financements furent assurés par une taxe sur les publicités de toute nature.

Le CNT établit un premier budget prévisionnel de l'état et se fixa comme déficit un minimum de 5% et un maximum de 7%, pour permettre la relance. Les partenaires européens eurent bien à y redire, mais finalement, ils se dirent que c'était un moindre mal car le déficit allait être régulé et resterait dans des marges supportables.

La dernière mesure du premier président du CNT fut de faire voter par la « Démocratie Universelle » le renouvellement par tiers tous les mois des députés de leur instance, à parité totale : la ou le vice-président, devenant la ou le nouveau président pour un mois à chaque fois. Ainsi, il ou elle avait le temps de se former pendant un mois et de prendre en charge progressivement l'ensemble des dossiers ; il en était de même pour le tiers de nouveaux députés qui pouvaient apprendre des deux tiers restants, plus expérimentés.

Tous les Français et Françaises suivaient de près la rédaction de la constitution de la 6^{ème} République qu'Angélique et Jacques publiaient de manière hebdomadaire en exergue de leurs fascicules sur « l'Histoire de la Révolution Jaune ». En quelques semaines et alors même qu'il était disponible gratuitement en ligne, ce fut le livre français le plus vendu en France de tous les temps, hormis la Bible, bien sûr !

Il ne manquait plus qu'à le traduire, dans l'espoir qu'il inspire d'autres peuples !

Chapitre 17 : Les mesures d'urgences.

— Coucou chéri... murmura Angélique à l'oreille de Jacques, pour ne pas déranger les débats en entrant dans le balcon réservé à la presse.

— Bonjour mon Ange... Assieds-toi...

Elle prit place à côté de lui derrière l'écran de l'ordinateur portable, connecté sur le site du « Temps Universel », leur organe de presse.

— Ça se passe comment, mon chéri ?

— Très bien Angélique. Tu veux un topo ?

— Oui je veux bien. J'étais occupée au journal presque toute la journée, lui répondit-elle souriante.

— Les députés, à parité égale, ont voté le retour d'un ISF renforcé ce matin à la réouverture de la plénière à 7 heures. Comme tu le sais, le président et la vice-présidente du CNT sont tenus d'organiser les débats. Le règlement de l'Assemblée interdit dorénavant les débats, délibérations et votes de nuit. Tous les députés doivent être clairs et lucides et doivent pouvoir bénéficier d'une bonne nuit de sommeil. Aussi, le président peut exclure des débats pour une durée d'une, deux ou trois heures un député qui aurait eu le sang un peu trop chaud ! À la troisième exclusion, il écope d'une mise à pied de 24h... Ça calme les débats ! rigola Jacques en sourdine.

— Oui, je sais ! On peut être fier de notre Comité de Transition ! Il travaille au bien de la France dans le calme et la sérénité.

— La « chambre haute », la représentation des trente pour cent des Français les plus aisés qui avaient pris les sièges en haut de l'assemblée, ont obtenu que le taux de l'ISF soit moins élevé que prévu. En échange, la « chambre basse » a obtenu et fait voter un amendement stipulant

qu'il y aurait embauche par l'état d'un million de chômeurs de longue durée. Ils les affecteront en priorité dans des fonctions de la transition écologique, le développement des nouvelles énergies décarbonées et les rôles de travailleurs sociaux. La chambre basse, les soixante-dix pour cent des Français des classes moyennes et basses, ont accepté le marché et le vote s'est fait à l'unanimité de tous les députés de l'assemblée. C'est une grande victoire pour la Révolution jaune. Étant donné que les coûts sur la caisse de chômage vont baisser, les députés ont voté un amendement pour que la CSG soit diminuée d'autant...

— Oui, c'est bien ! Enfin des débats humains et qui font avancer la France ! Finis les interminables palabres avec des invectives et des noms d'oiseaux qui déshonoraient notre pays ! continua Angélique à voix basse. — Ils votent quoi aujourd'hui ?

— Le Référendum d'Initiative Citoyenne, mon Ange. Ils ont trois mois pour passer toutes les mesures d'urgences...

— Et ça se passe comment ?

— La chambre haute veut un RIC avec une pétition d'au moins 2 millions de Français pour l'enclencher, et 4 millions avec majorité du parlement si c'est pour changer la constitution. On dirait qu'ils se méfient un peu du peuple sans l'avouer. La chambre basse veut un RIC à partir d'une pétition de 400 000 citoyens, et 1 million pour changer la constitution. Ça bataille sec, mais dans le calme.

— Comment vont-ils trouver un terrain d'entente ? s'étonna Angélique sincèrement.

— La chambre basse va proposer un amendement sur une dizaine de points de base qui ne pourront pas faire l'objet d'un RIC comme la réinstauration de la peine de mort, l'augmentation de l'ISF ou un changement de République... les choses qui font peur à la chambre haute quoi, lui expliqua Jacques afin de la mettre au courant des dernières évolutions.

— Ah oui, c'est bien vu ! Moi-même, bien que je ne sois pas une partisane de la chambre haute, loin de là, ça me posait des cas de

conscience surtout pour la peine de mort ! Une majorité de Français risquerait de se lever pour la réinstaurer... C'était une grande victoire de l'Humanisme depuis des décennies... commenta-t-elle avec sa voix d'ange.

— Tiens, y'a du nouveau ! dit Jacques en ajustant son oreillette qui lui permettait d'entendre tous les débats au mieux et d'avoir les commentaires de ses collègues du « Temps Universel » en direct. Il y aurait des députés de la chambre haute qui auraient lancé des pourparlers secrets en marge de l'assemblée. C'est John qui me dit ça. Il l'a entendu dans les couloirs de l'assemblée... C'est strictement interdit ! Attends ! Le président de l'assemblée va intervenir...

— Mesdames et Messieurs les Députés ! J'interromps la séance sur-le-champ. Je viens d'être informé d'un grave manquement au règlement de cette assemblée citoyenne du CNT. Des députés de la chambre haute auraient approché d'autres députés pour faire un accord électoral hors assemblée et des échanges de pots de vin... Des magouilles et tripatouillages électoraux dignes de l'ancien Système, pouvons-nous dire ! Il s'agirait de faire avorter le vote de demain sur l'élection du Gouverneur de la Banque de France par suffrage universel. En échange d'un RIC étendu ! Prenez donc acte que l'élection obligatoire au suffrage universel du gouverneur de la Banque de France est adoptée dès aujourd'hui, par une mesure spéciale du président et vice-présidente du CNT de manière unilatérale en tant que sanction à ces graves manquements démocratiques !

Le Président du CNT avait un air grave ! Et le ton de sa voix était sans réplique possible !

— Prenez acte qu'au prochain manquement de cet ordre, je procéderai à la mise à pied de toute la chambre haute pour une durée de 24 heures comme m'y autorise le règlement interne de cette assemblée ! Greffiers, prenez acte ! finit-il avec un lourd regard vers les représentants de la chambre haute.

— Il est vraiment temps que nous passions à la « Démocratie Universelle » rapidement, dit le président en sourdine à l'oreille de la

vice-présidente. — J'espère que l'Assemblée Constituante avance dans ses travaux ! Ces magouilles, y'en a assez !

— Ouah ! C'est la première fois qu'il y a une telle sanction ! s'exclama Jacques... stupéfait.

Jacques tapotait sans arrêt sur les touches de son ordinateur pour écrire le papier de demain sur les événements au CNT ! La discussion avec Angélique était intéressante car ses questions lui permettaient de se mettre dans la peau du lecteur lambda qui découvrirait également la situation.

— Ça veut dire quoi ? demanda étonnée Angélique.

— Que le gouverneur de la Banque de France sera dorénavant élu au suffrage universel ; sans vote du CNT, par simple décision du président et de la vice-présidente car il y a eu fraude électorale ! C'est une défaite historique des riches ! Ils ont voulu bricoler de leur côté et ils se sont pris le revers de la médaille en pleine poire ! Ça leur apprendra ! On ne peut pas tout acheter avec de l'argent et de la corruption ! Il faut qu'ils comprennent qu'on est rentré dans une nouvelle ère. La Démocratie Universelle est en marche ! Partout dans le monde des peuples se soulèvent à notre image ! Nous sommes devenus le phare du monde ! s'énerma à voix basse Jacques qui était vraiment devenu un fervent partisan de la 6^{ème} République.

— Je comprends, chéri ! On va gagner... Ils ne peuvent plus rien contre nous ! Toutes leurs magouilles électorales se retournent contre eux ! Demain on votera quoi alors ? s'enquit Angélique, aussi convaincue que son amoureux.

— Sortir de l'Euro et battre monnaie ! On peut s'attendre au pire de la part des élus de la chambre haute ! Le Peuple va toucher directement à leurs porte-monnaies !

— Ça fait soixante-dix jours que le CNT travaille. Il reste quelles mesures d'urgences à voter ? voulut encore savoir Angélique.

— Attends, je fais le point, dit Jacques en sortant son dossier.

Il reste une cinquantaine de mesures d'urgence que l'Assemblée Constituante ou le CNT devront étudier une par une et faire valider sans doute par le peuple. Par exemple, celle sur les hauts fonctionnaires qui se verront interdire toute transition vers l'espace politique, et restreindre lourdement de monnayer leurs réseaux dans le privé, le fameux « pantouflage ». Contrôle des changes et des capitaux pour stopper les riches qui essayent de fuir avec leur argent. Celle aussi d'un référendum sur l'appartenance à l'Union Européenne qui sera proposé, avec des modalités à définir. Mais aussi la réduction des salaires des parlementaires, des gouvernants et la suppression des privilèges pour les élus sera une mesure à étudier de près. Ne pas oublier, la baisse de la TVA à 5% pour les produits de première nécessité, le relèvement du SMIC à 1800 € ainsi que de tous les minimas sociaux et les petites retraites à 1500 €. L'instauration d'un revenu minimum étudiant à 1500 €. Il faudra aussi prendre des décisions importantes concernant la taxation des entreprises qui vendent en France mais persistent à délocaliser leurs productions. La reconnaissance du vote blanc ne sera pas une mince affaire. La transformation de l'ancienne cantine de l'Assemblée nationale en cantine populaire, ouverte à tous. La déontologie des représentants du peuple, élus ou non sera en question aussi avec par exemple ; casier judiciaire vierge et pas d'affaires en cours pour les élus ? Les députés absents plus de cinq fois sans justifications, qu'en sera-t-il : révoqué et obligation de rembourser ses indemnités ? Quid du cumul des mandats, aussi ? Et l'instauration d'une obligation de résultat pour les élus, on fait quoi ? énuméra Jacques.

Tu vois, il y a encore de nombreux points à éclaircir par le CNT, et qui serviront de bases de travail pour les institutions de la 6^{ème} République établie par la Constituante qui a été élus à parité égale, femmes et hommes. Imagine les débats rien que pour le rôle de la Banque de France et le retour de l'emprunt à 0% à cette banque pour l'état.

— Oui ! Je vois... Le travail ne manque pas pour refonder la France et obtenir une vraie 6^{ème} République ! Mais quand le peuple veut... Il peut ! finit Angélique avec conviction.

Chapitre 18 : Le Procès de l'Eborgneur.

Le Temps Universel
Article du lundi 18.02.2019
Jour 80 de la Révolution Jaune
Prix : libre.

Aujourd'hui tenait place, au Palais de Justice de Paris, dans la salle de la Liberté, le procès révolutionnaire de l'ex- et dernier président de la 5^{ème} République Monsieur Emmanuel Macron.

Le jury était composé de treize citoyens français tirés au sort sur les listes électorales, six hommes et sept femmes.

L'audience était à huis clos afin d'éviter toutes les perturbations éventuelles dues au public en raison du caractère exceptionnel de ce procès.

Siégeait la juge Augustine Bartholdi, assistée par le procureur Emilien Zola.

Le prévenu était défendu par Maître Thierry Herzogy, avocat au barreau de Paris.

Les parties civiles, regroupées par l'association « Mutilés pour l'exemple » étaient représentées par Maître Joshua Bianco.

Comparaissait pour « crime contre le peuple français », « violation aggravée et répétée des droits de l'homme inscrits aux articles 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 16 du préambule de 1946 », « haute trahison », « déni de justice », « prise illégale d'intérêts », « trafic d'influence », « fraude fiscale », « blanchiment de capitaux », « corruption », « financement illégal de campagnes électorales », « détournement de

fonds publics », « abus de biens sociaux », Monsieur Emmanuel Macron, dernier président de la 5^{ème} République française.

Après l'énumération interminable des chefs d'accusations par le procureur Emilien Zola, la parole était aux témoins ; neuf éborgnés pour l'exemple étaient venus apporter leur concours au procès. Avec photos, vidéos de gilets jaunes et même de caméras de sécurité (quand elles n'avaient pas été effacées), les preuves étaient, sans contestation possible, évidentes et incontournables. Les témoignages de personnes ayant perdu un œil pour un abribus ou une poubelle urbaine brûlés, parfois pour rien et n'ayant à la vue des vidéos que participé pacifiquement à la manifestation, ont tiré des larmes aux yeux de quelques membres du jury populaire. Au terme de plus d'une heure d'audience et de nombreux témoignages, la juge mit en évidence de manière irréfutable la disproportion de la violence des forces de l'ordre et l'escalade de violence orchestrée face à des manifestants majoritairement pacifiques, qui ne demandaient d'ailleurs qu'à vivre dignement !

— Monsieur Macron ! Trouvez-vous vraiment normal qu'un homme ou une femme perde un œil ou soit mutilé à vie pour avoir lancé un caillou ou avoir mis le feu à une poubelle en plastique ? En votre âme et conscience, croyez-vous vraiment que la riposte des forces de l'ordre était proportionnée, graduée et justifiée par rapport aux quelques débordements matériels classiques et très courants dans ce type de manifestations depuis des décennies ? Honnêtement Monsieur Macron, avouez-le, cela sera pris en compte lors du prononcé des peines, avouez-le, vous vouliez casser du gilet jaune ! Faire des exemples... envenimer la situation pour pouvoir discréditer les manifestants et les dissuader de revenir le samedi suivant ! Vous semblez avoir une véritable haine du pauvre ! Ils représentent tout ce que vous haïssez le plus : l'échec de la société néo-libérale, le défi insoluble de la croissance, les « riens » qui refusent de collaborer au monde capitaliste... Bref, le gaulois moyen qui veut changer le monde en se changeant lui d'abord ! Vous le « Mozart de la finance » des riches, vous éprouvez une aversion contre le simple quidam qui

demande à vivre dignement dans une vraie démocratie. Cela ne vous provoque-t-il pas des cas de conscience de promettre et donner à des milliardaires des sommes colossales et de mégoter quelques subsides à des gueux de la République, le poussa à répondre la juge Bartholdi avec force argumentation et intime conviction.

Il y eut un lourd silence dans l'assemblée. Un ange passa et il chantait : « Ils viennent jusque dans vos bras, égorger vos fils et vos compagnes... ».

Finalement, le prévenu prit la parole.

— Madame la juge, croyez-vous vraiment que j'aurais concouru pour exercer la fonction suprême de la nation si je n'éprouvais de l'empathie, que dis-je de l'amour pour le peuple français et surtout pour le plus bas de ce peup...

Soudain, il y eut un bruit assourdissant !

Les portes de la salle de la liberté du Palais de Justice de Paris volèrent en éclats sous le coup de boutoir de centaines de Français et Françaises qui étaient venus de tous les coins de la France pour voir Macron se faire condamner !

— Sus au tyran !

— En prison l'éborgneur en chef !

— Qu'on l'éborgne en place de grève ! Il ne mérite que ça !

Les hurlements épouvantables fusaient de partout. Une foule en colère, armée de piques, de fourches et de faux comme en 1789 pénétra en force dans la salle d'audience ! La dizaine de gardiens de la paix s'interposèrent du mieux qu'ils pouvaient de sorte que personne ne soit blessé, prenant des risques pour leur intégrité physique et leur propre vie.

Macron, visiblement affecté par ces dernières semaines d'enfermement, bondit hors de son box et se mit à pleurer d'effroi.

— Ils veulent ma peau ! Au secours ! Au secours ! Ils veulent me tuer !
Protégez-moi de ces terroristes ! Au secours ! La foule m'attaque !

Il se réfugia en pleurs derrière la juge Bartholdi qui demandait qu'on évacue la salle.

La juge Augustine Bartholdi se leva pour venir en renfort aux policiers et user de toute l'influence de sa toge de juge.

Macron se réfugia accroupi derrière et sous le pupitre de la juge.

Il se mit à sangloter de peur et à murmurer des mots incompréhensibles comme :

— Brigitte ! Au secours...

— Si seulement Bernard et Xavier étaient là... revenez je vous en supplie...

— Les gueux ! Mon Dieu les gueux... c'est horrible !

Finalement, la paix et la concorde revint dans le tribunal ; la police fit évacuer la salle en douceur. La Juge calma les esprits et ramena un semblant de pacifisme chez les humbles Français qui étaient venus pour se rendre justice eux-mêmes !

— N'ayez pas peur ! Justice sera rendue ! Je peux vous le promettre !
fini par crier la juge à la foule qui semblait se résigner à ne jamais être écoutée par les gens « d'en haut » !

Finalement, le procès put reprendre. Un policier sortit Macron de dessous le pupitre de la Juge. Il tremblait comme une feuille !

— Je vois en effet que vous aimez bien le peuple, ironisa la juge qui fit rire une partie des jurés ! — Et on voit bien que le peuple vous aime bien ! Alors c'en est enfin fini du déni d'État ! Vous venez de prendre la réalité en pleine face, Monsieur Macron. Vous n'aimez pas le peuple et encore moins le « bas-peuple » comme vous le nommez ! Et vous avez pu constater comme moi que ce « bas peuple » ne vous aime pas, non plus ! Allez, finie, cette mascarade ! Cela n'a que trop duré ! Plus que les attitudes, les opinions et les croyances de chacun, le peuple a

parlé ! En venant en masse aujourd'hui contre notre décision de huis clos ! Les comportements de chacun ont été révélateurs de toute la vérité de cette situation extraordinaire ! Plus besoin de vains mots inutiles ! Le jury va se retirer et délibérer ! Rassurez-vous, grâce à un socialiste, parti que vous avez trahi, la peine de mort n'existe plus ! Vous l'auriez mérité... Monsieur Macron ! finit-elle en durcissant le ton pour que tout le monde comprenne que la sanction allait être sévère.

Après à peine trente minutes de délibéré, la juge revint dans la salle de la Liberté accompagnée des membres du jury, des accesseurs, des greffiers et du procureur de la République.

Ils s'assirent tous et Macron fit son entrée par une petite porte dérobée afin que le peuple « qu'il aimait tellement » ne le « lynche par amour ! ».

— Le jury, après délibération, a rendu son jugement.

Un lourd silence de plomb pesait dans l'assistance...

La juge regarda Macron, droit dans les yeux ! Celui-ci baissa les yeux et la tête ! Il se savait condamné malgré la demande de relaxe de son avocat qui y croyait encore dur comme fer... comme tous les avocats.

— Monsieur Macron ! Le jury a été clément avec vous. Il vous a trouvé des circonstances atténuantes, notamment que votre éducation élitiste ne vous avait pas bien préparé à exercer une fonction nécessitant de l'humanité comme celle de Président de tous les Français, ou encore que vous étiez un Playmobil, simple exécutant de forces économiques et financières qui vous dépassaient !

En tout état de cause, le jury vous condamne à dix années de réclusion criminelle dont cinq années de sursis (un quinquennat de prison ferme), à rembourser tous les avoirs volés indument au peuple français, à la déchéance de vos droits civiques à vie, à la déchéance de nationalité et à l'inéligibilité à vie bien sûr, pour quelque élection que ce soit et pour tout poste dans la fonction publique... En prime, vous êtes condamnés à effectuer une maraude par semaine dans le 93, pour aider les gilets jaunes dans leur mission nationale d'éradiquer le sans-abrisme, et pour

enfin respecter votre promesse du 27 juillet 2017 que vous aviez trahie, je cite : « Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes qui vivent dans les rues ».

La juge Augustine Bartholdi finit son énumération avec une pointe d'ironie.

— Vous prétendez aimer les « riens », comme vous dites, eh ben ! vous allez pouvoir le prouver !

En entendant les peines de la condamnation de Macron retransmises à la télévision sur toutes les chaînes, tous les gilets jaunes de France trinquèrent à la santé de Macron. Et ils ont bien raison ! Car finalement, il nous a permis de nous retrouver, nous le peuple !

Rédacteurs : Angélique S. et Jacques F.

Chapitre 19 : La Révolution Jaune inspire d'autres peuples.

Le cinquante-neuf pieds était ballotté par les vagues énormes de l'océan Atlantique. Les voiles étaient mises pour le gros temps. L'étrave fuselée du navire fendait l'eau comme une lame de rasoir dans une vulgaire page de papier blanc immaculé. L'écume des vagues balayait le pont en tek du voilier. La houle était importante. Tout d'abord, la proue montait dans la vague aussi haute que le bateau, puis c'était la bascule et elle plongeait vertigineusement dans les flots tumultueux.

Par gros temps, impossible d'écrire, même à l'ordinateur de bord. Impossible aussi de communiquer avec l'extérieur via le téléphone satellitaire. Jacques essayait de se tenir à tout ce qui semblait un peu fixe dans la dunette mouillée par les vagues. Sous l'énorme parka, capuche relevée, il était transi de froid et trempé jusqu'aux os bien qu'elle fût garantie étanche par le fabricant. C'était ça, les plaisirs de la voile, riait-il.

On était le 17.11.2019 : un an après le tout premier acte des gilets jaunes.

Angélique et Jacques avaient choisi ce mode de transport écologique pour se rendre à la première réunion de l'Organisation Jaune Universelle, l'OJU. Elle avait été organisée en rupture de l'assemblée générale de l'ONU. Ils avaient été invités en tant que journaliste de « Le Temps Universel ».

Car leur journal était devenu international et avait vite fait des émules à travers toute la planète. Angélique et Jacques avaient décidé d'en regrouper toutes les activités sous forme d'associations adossées à leur SCOP. Dans quasiment chaque pays, une association dénommée « Les amis du Temps Universel » avait vu le jour. Ces associations

finalisaient notamment les traductions, faites automatiquement par des logiciels professionnels encore plus performants que celles du meilleur traducteur mondial « Deepl », du journal dans chaque langue concernée et s'occupaient de la parution internet et papier dans leurs pays respectifs. Ces associations étaient les relais dans le monde entier de la « Révolution Jaune », comme on l'appelait dans presque toutes les langues à présent. Dans nombre de pays, ces associations étaient secrètes car interdites par les gouvernements autocrates issus de coups d'état ou de votes « démocratiques » d'anciennes républiques sous « l'ancien système » représentatif.

Tous les lecteurs du monde entier pouvaient suivre les péripéties inattendues des leurs héros Angélique et Jacques quotidiennement via les nouvelles que leur donnaient les deux journalistes par le téléphone satellitaire du bateau.

Le voyage avait été minutieusement préparé. Il devait prendre environ trois semaines, mais la tempête inattendue en cette saison avait surpris tout le monde et contrecarré un peu leurs plans initiaux !

D'ailleurs, ils n'étaient pas les seuls à vivre une tempête : dans plusieurs pays du monde, des mouvement portants des gilets jaunes avaient émergé au fur et à mesure que les nouvelles de la Révolution en France leur parvenaient.

A tel point qu'en Egypte, craignant une contagion révolutionnaire, les autorités avaient restreint depuis plusieurs mois la vente de gilets jaunes aux particuliers, en imposant aux commerçants une demande d'autorisation à la police ! Quand d'autres pays ne les avaient pas purement et simplement interdits à la vente et remplacé par des gilets d'une autre couleur ! Le jaune était presque devenu un emblème de ralliement faisant frémir les gouvernements du monde entier, comme le drapeau rouge autrefois ! Avec comme organisation internationale l'OJU pour coordonner les peuples de la « Révolution Jaune » à travers le monde.

Heureusement, après quelques heures, la tempête se calma et Angélique et Jacques purent se remettre au travail journalistique.

Angélique, qui suivait attentivement les actualités internationales pour écrire la rubrique « Révolution Universelle », recensait les pays du monde où des gilets jaunes avaient été aperçus pendant des manifestations :

— On est à cent pays avec des gilets jaunes aperçus : c'est plus de la moitié des pays du monde ! Avec plein de types d'actions : blocages, rassemblements sur les ronds-points, manifestations, boycotts, grèves...

— Wouah ! Et dans combien il y a des chances que ça finisse en révolution ? demanda Jacques.

— La situation est insurrectionnelle dans une vingtaine d'entre eux : notamment en Espagne, en Italie, aux États-Unis, au Venezuela, en Argentine, en Belgique, au Chili ou au Brésil... ; et neuf ont déjà renversé leur gouvernement en place et installé des gouvernements provisoires : au Soudan, à Hong-Kong, en Catalogne, au Liban, au Chili, en Equateur, en Irak, en Haïti... et au Sri Lanka où ils ont même envahi le palais présidentiel et pris des vidéos depuis la piscine du président ! Notre rôle est de soutenir chacun de ces pays, expliqua Angélique avec le flegme de l'experte qui suit la situation de près depuis des mois.

— Super ! J'avais vu que ça bougeait dans d'autres pays mais je pensais pas à ce point ! répondit Jacques.

— Oui, d'ailleurs certaines nouvelles Républiques Jaunes ont demandé à rejoindre notre réseau social « Démos ». Une équipe de développeurs dirigée par Nima Babel travaille actuellement à intégrer un système de traduction automatique des messages, pour que chacun puisse discuter directement peu importe la langue ! Le CNT est en train de plancher sur la meilleure façon d'administrer ce réseau social à plusieurs pays, poursuivit Angélique.

— Ce serait génial, continua Jacques motivé.

— Oui Jacques ! Ça permettrait aux gilets jaunes du monde entier de discuter ensemble sur un réseau social et de s'unir pour renverser ce

monde pourri par l'argent et ses élites corrompues, pour en finir avec ce capitalisme néolibéral mondialisé tentaculaire et à l'agonie, qui détruit la nature et exploite les êtres humains, surenchérit Angélique.

— Je te suis Angélique ! C'est absolument nécessaire de créer la rupture avec ce modèle libre-échangiste qui s'étend sur bientôt toute la planète et de créer une nouvelle civilisation avant que le capitalisme entraîne dans sa chute l'humanité tout entière, surenchérit encore Jacques avec véhémence.

— Puis qui sait, peut-être que d'autres pays voudront aussi rejoindre notre application « Démocratie Universelle », j'ai entendu que la Belgique et le Chili voulaient en parler à la conférence... Comme ça les peuples auraient vraiment le pouvoir dans l'alliance ! Au contraire de l'Union Européenne gangrénée par les lobbies et les technocrates... Là ce serait une vraie alliance des peuples pour bâtir un autre monde ! conclut Angélique.

Finalement, la tempête avait eu pour effet d'accélérer leur traversée, et ils n'avaient plus que deux jours de navigation pour finir leur périple à travers l'Atlantique. Ils devaient accoster au Brésil à Porto Alegre pour assister à la conférence de l'OJU réunissant tous les Conseils Nationaux de Transition des gilets jaunes de la planète entière.

L'avenir de toutes les Révolutions Jaunes du monde en dépendait ! Leur propre avenir en dépendait !

Chapitre 20 : 2 ans après la Révolution Jaune, la Contemplation.

Angélique et Jacques étaient rentrés dans leur ville d'origine pour quelques semaines, pour se reposer ensemble. Cela faisait deux ans qu'ils étaient en vadrouille à Paris, et parfois dans d'autres pays, pour participer à cette Révolution citoyenne Jaune, et l'aider à essaimer dans le reste du monde. Ici, loin des phares et du bruit de la capitale, des capitales, ils retrouvaient enfin le calme et une certaine sérénité.

Ils marchaient dans les rues jusque tard. Ils discutaient de tout et de rien. Du passé et de l'avenir, mais surtout du passé. Ils se rappelaient les débuts du mouvement des gilets jaunes, leurs vies d'avant, la France d'avant. Mais soudain, Jacques sembla perturbé en regardant un angle de rue, plus précisément un petit préau qui trônait à cet endroit. Ses yeux semblaient scintiller, emplis d'une émotion que l'on peinait à distinguer dans la pénombre.

— Qu'est-ce qui se passe ? lui demanda Angélique avec bienveillance.

Jacques ne répondit pas tout de suite, il continuait de regarder ce préau.

— J'étais pas revenu à cet endroit depuis deux ans. Ici, sous le préau, y avait toujours un SDF : Charlie...

Sa voix tremblait, les larmes lui montaient aux yeux. Il venait de réaliser concrètement les conséquences d'une de leurs décisions politiques phares, à savoir le droit fondamental humain à un logement digne (inscrit dans la nouvelle constitution) et son corollaire le « plan Zéro SDF » : tout le monde avait maintenant un toit et de quoi vivre dignement en France. Qui aurait cru il y a deux ans qu'ils arriveraient à de telles prouesses ? Jacques en avait les larmes aux yeux : comme un immense soulagement d'avoir enfin éradiqué cette misère, la même qu'il regardait impuissant il y a encore quelques années, et avait même fini lâchement par ignorer.

Angélique le prit dans ses bras, alors qu'elle commençait à avoir les larmes aux yeux également.

— On peut être fiers de nous, on peut être fiers des gilets jaunes, lui dit-elle au creux de l'oreille.

Jacques reprenait ses esprits. Avoir les larmes aux yeux ne lui ressemblait pas. Ses parents lui avaient toujours appris qu'un « homme ne pleure pas », il se ragaillardit, comme pour repartir au combat :

— Et plus que ça encore ! Pour un SDF sorti de la rue, il y a derrière un psychologue qui l'accompagne dans sa réinsertion sociale, un tuteur ou tutrice qui l'aide à gérer son revenu supérieur au seuil de pauvreté de 1102 € net par mois, une femme de service qui lui apprend plus qu'elle ne le fait elle-même, à faire son ménage jusqu'à ce qu'il y arrive tout seul, un addictologue qui l'aidera dans sa gestion des addictions sans objectif irréaliste d'abstinence, et des associations nombreuses, soutenues désormais par l'État, comme Emmaüs pour l'aider à se meubler dignement, et a se vêtir proprement, et aussi les Restos du Cœur ou la Banque Alimentaire pour l'assister dans son organisation des repas qu'il doit apprendre à faire tout seul ! C'est des centaines de milliers de postes de travail qui contribuent à la relance de l'économie française ! expliqua-t-il avec force conviction en la 6^{ème} République.

— Oui, et encore, c'est juste une des choses qu'on a faites !

Puis ils se lancèrent ensemble dans une énumération tous azimuts des grandes réussites de la Révolution : le démantèlement des oligopoles médiatiques, la révolution fiscale, la Sécu à 100%, la Sécu alimentaire avec un réseau de cantines populaires bio et de qualité dans tout le pays, la relocalisation de la production industrielle en France, le protectionnisme écologique et social, la souveraineté numérique retrouvée, le droit d'asile accordé à tous les lanceurs d'alerte dont Assange et Snowden, l'Organisation Jaune Universelle qui accueillait chaque mois de nouveaux pays membres, le droit à un accès minimal à Internet pour tous, la suppression des publicités et leur remplacement par de l'art urbain ou de l'art numérique collectif, la remise en état de

l'hôpital public, le respect du droit AU travail et DU travail, la fin de la maltraitance animale et des fermes usines, la fin de l'école à deux vitesses et sa gratuité réelle, la refondation de l'école pour la baser sur l'entraide plutôt que la compétition, l'allocation d'autonomie pour ne laisser personne sous le seuil de pauvreté, le service public de la petite enfance, la police de proximité, le droit fondamental aux premiers litres d'eau et KWh d'électricité gratuits, la gestion publique de l'eau et des forêts, l'égalité avec les Outre-Mer, la démocratisation des entreprises, la retraite à 60 ans, l'instauration d'un d'écart maximal de salaire de 1 à 7 dans les entreprises : si un PDG voulait s'augmenter au-delà il devait augmenter les salaires les plus bas, l'égalité salariale entre femmes et hommes, la limitation drastique des contrats précaires, la France redevenue le « pays des Droits Humains » à l'international, le « Plan Handicap », la règle verte, le lancement par l'OJU d'une révolution écologique et sociale au niveau mondial, l'inscription dans la nouvelle constitution qu'écologie et justice sociale sont inséparables, l'interdiction de parcourir plus de 40 000km (le tour du monde) en avion par an, l'abolition des yachts et de certaines industries inutiles et polluantes comme celle du luxe, la gratuité de la culture, la création d'un catalogue public de films et séries, la nationalisation des autoroutes et de Doctolib, le démantèlement des GAFAM en France, le lancement du réseau social public « Demos »...

— D'ailleurs, t'as vu les dernières pétitions à la une sur l'appli « Démocratie Universelle » ? coupa Angélique avec enthousiasme. Il y a deux tendances : certains veulent faire de « Démos » un réseau social autogéré, un peu comme Wikipédia, et d'autres qu'il soit administré par l'état avec des règles décidées par la loi, comme un service public. Des pétitions pour chacune des options ont déjà dépassé les 400 000 signatures (1% du corps électoral) sur le site et l'appli « Démocratie Universelle ». La campagne électorale va commencer et il y aura un vote dans deux semaines pour choisir. T'en penses quoi, toi ?

Effectivement, la constitution de la 6^{ème} République « Jaune », avec en préambule la nouvelle Déclaration Universelle des Droits Humains et

du Citoyen surnommée « Déclaration Jaune », avait été approuvée à 70% par référendum il y a un peu moins d'un an. Après 1 an de travail, de discussions, d'auditions et de débats, l'Assemblée Constituante tirée au sort était parvenue à un texte novateur qui préfigurait la deuxième étape de la Révolution amorcée en 1789 : la démocratie réelle, aussi bien dans la cité que dans l'entreprise !

Finie la monarchie absolue du patron, du dirigeant ou de l'actionnaire dans l'entreprise. Désormais, les salariés participaient aux décisions stratégiques et aux comités de direction, ils décidaient des conditions de travail, ils pouvaient révoquer les dirigeants de l'entreprise ou encore transformer un établissement en difficulté en coopérative d'intérêt général, modèle qui se généralisait à la place de l'archaïque modèle de l'entreprise à profit !

Dans la vie publique, en plus d'une réelle séparation des pouvoirs, le peuple avait désormais la capacité d'intervenir à tout moment, et non pas juste une fois tous les 5 ans comme auparavant ! Pour proposer ou abroger une loi, modifier la constitution, ou révoquer des élus ! S'ils avaient finalement gardé une Assemblée Nationale, mi-tirée au sort mi-élue, c'était le peuple qui avait désormais le dernier mot ! Et pour bien s'en assurer, le « droit à la révolte » avait été consacré dans l'Article premier de la DUDHC : « Quand le gouvernement, ou toute autre autorité économique ou politique, viole les droits du peuple, la révolte est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Ainsi, le peuple français s'était reconstitué en tant que peuple et avait repris le pouvoir. Et c'était notamment grâce à cette nouvelle constitution que chaque citoyen pouvait proposer et partager des pétitions sur le site et l'appli « Démocratie Universelle », pour lancer un RIC une fois le nombre suffisant de signatures atteint.

— J'ai lu un peu les pétitions sur « Démos » et j'suis plutôt pour le modèle Wikipédia, répondit Jacques à Angélique. Je trouve que ça fonctionne bien cette coopération, alors que si c'est la loi ou quelqu'un de l'état qui administrait y a des risques de censures, blocages de

comptes etc. comme avec Fakebook ou avec Macron et les médias du pouvoir !

— Ah moi je suis plutôt pour que ce soit un service public, oui les règles seraient fixées par la loi mais maintenant la loi est vraiment votée par le peuple ! Et les administrateurs qui ne la respectent pas seraient révoqués. J'ai peur que le modèle Wikipédia se fasse facilement influencer par les puissants et les riches : regarde comment ils payent déjà des gens pour modifier leurs pages Wikipédia à leur avantage ! Ils pourraient faire pareil pour influencer Demos.

— Oui c'est vrai... concéda Jacques qui n'avait pas pensé à cela. Mais on peut sanctionner ce genre de pratiques ! C'est de la corruption. Avec l'algorithme transparent et les données en open-data ça sera difficile pour eux de le faire sans être démasqués, je pense...

Après une trentaine de minutes de débat, ils n'étaient toujours pas d'accord, mais ça n'était pas grave, au contraire ! Ils se regardèrent dans les yeux, se prirent dans les bras et s'embrassèrent !

C'était justement cela, la base de la démocratie dont ils avaient si longtemps été privés : le droit d'être en désaccord, de défendre sa position, puis de décider collectivement ! Le peuple allait trancher, et ils respecteraient sa décision, mais ça ne les empêcherait pas de continuer, chacun, à défendre leurs idées, jusqu'à ce qu'un jour, peut-être à leur tour, elles convainquent la majorité.

Ainsi, chez eux, ils rentrèrent, le sentiment du devoir accompli en tête.

Et c'est en pensant au lendemain, qu'ils se couchèrent.

Car de leur destin, ils étaient à présent maîtres.

Partie III

La réalité dépasse la fiction !

Chapitre 21 : Retour à l'Acte III, le 01.12.2018, la persécution policière.

La bataille faisait rage...

Les policiers de la BAC n'avaient presque plus de limites ! Il fallait étouffer la révolte, doux euphémisme pour ne pas dire la révolution, dans l'œuf. Ils avaient carte blanche du préfet Delpuech pour interpellier et arrêter les gilets jaunes coûte que coûte avant qu'ils n'arrivent au Palais de l'Élysée. Bientôt, à l'Acte IV, un hélicoptère tournerait en continu au-dessus de Paris pour pouvoir exfiltrer le Président à l'étranger au plus vite si nécessaire ! Mais là, personne n'avait vu venir le durcissement des gilets jaunes à l'Acte III.

A ce moment, la charge pour tenter de reprendre l'Arc de Triomphe venait d'être repoussée par un mélange de gilets jaunes et black blocs. Les policiers avaient dû reculer, mais un de leurs collègues avait trébuché et fut lui-même nassé par quatre ou cinq manifestants qui commencèrent méthodiquement à le passer à tabac, rendant la violence gratuite dont ils avaient maintes fois été les cibles et les victimes muettes et incomprises.

Le climax fut atteint lorsqu'un flic sortit son arme de service pour braquer des gilets jaunes. Il en vint même à viser à bout portant un gilet jaune au sol qu'il tentait de bloquer.

La banalité du mal, comme l'avait si justement décrite Anna Arendt, était à nouveau à l'œuvre.

Mais il ne tira pas, à balle réelle, dans la tête du gilet jaune père de famille, pris à l'improviste dans la cohue.

En effet, le policier qui avait maîtrisé les gilets jaunes sans sommation, sans le moindre remords, sans aucune empathie et sans aucun

sentiment de culpabilité, respecta les ordres et ne tira pas à balles réelles. Il releva son arme et se mit à la pointer dans toutes les directions pour faire peur à d'autres gilets jaunes et aux black blocs qui l'entouraient... mais sans tirer.

Il avait été formé ainsi par l'élite des instructeurs de la BAC. Il était devenu une machine à opprimer, à opprimer, à « neutraliser » des « targets » comme dans un jeu vidéo, et éventuellement, si cela s'avérait nécessaire pour la survie des nantis, à tuer, sans aucune parcelle d'âme, aucune notion de sentiment et sans la moindre émotion... mais ça ne semblait pas nécessaire pour le moment car les gradés étaient formels : un mort aurait envenimé les choses et rendu la situation incontrôlable comme avec la mort de Malik Oussebine en 1986, donc hors de question de tirer à balles réelles ! Il y avait d'autres armes « non létales » à privilégier...

Après avoir été plusieurs fois visés par le policier « robocop », Angélique et Jacques réussirent à s'extirper de la scène de carnage.

Ils se mirent à courir loin du lieu de la bataille rangée, pour fuir la vindicte policière. Les flics étaient devenus fous furieux d'avoir été repoussés par les « gueux » et les « manants » de la République. Même les gradés avaient du mal à les contrôler dans ce champ de bataille.

Jacques parvint à quitter le centre de la place non sans grand peine.

Partout les lacrymos tombaient dru, rendant la place irrespirable.

Enfin, le salut, se dit-il !

Non loin d'une rue donnant sur l'Arc de Triomphe, il semblait régner un calme relatif !

— Viens ici ! On va pouvoir souffler un peu, dit-il à Angélique, au travers de son masque de peintre. On va se réfugier par...

Il n'eut pas le temps de finir sa phrase.

Caché derrière une barrière, un policier anti-émeute avait ouvert le feu avec son LBD à bout portant.

Jacques fut violemment percuté par le projectile qui le propulsa deux mètres en arrière.

Il s'effondra immédiatement au sol ! Il se mit les mains sur le visage, tant la douleur était insupportable.

— Mon Dieu ! Mon Dieu, cria Angélique qui se porta au secours de son fiancé avec une expression d'horreur.

Un flot de sang s'écoulait de l'œil gauche de Jacques.

— Mon Dieu ! C'est horrible ! Qu'est-ce qu'ils t'ont fait ! Les montres... hurla-t-elle soudain en réalisant la situation irréversible dans laquelle se trouvait son amoureux.

Elle s'agenouilla à ses côtés, sortit un t-shirt de son sac à main et commença tant bien que mal à faire une compresse sur l'œil estropié de Jacques qui ruisselait littéralement d'un rouge sang qui donnait une note de couleur atroce à la grisaille de la ville dans le brouillard blanc et fumeux des lacrymos.

Angélique était totalement perdue ! Elle ne savait pas que faire dans une telle situation. Pas une seconde, elle n'avait imaginé que cela puisse leur arriver à eux... les gentils petits gilets jaunes pacifistes.

Leur ami John arriva à l'instant de dessous l'Arc où il tentait d'empêcher des black blocs de frapper ce qu'ils croyaient, à tort ou à raison, être un flic en civil qu'ils pensaient avoir repéré.

— Qu'est-ce qu'il se passe Angélique ? C'est Jacques ? Qu'est-ce qu'il lui est arrivé ?? cria-t-il fou d'inquiétude.

— Un flash-ball, dans l'œil gauche... là ! répondit Angélique avec une mine horrifiée en montrant de la main le visage de Jacques.

— Merde ! Médecins ! Médecins ! s'époumona John qui s'y connaissait bien en manifs.

Heureusement, au bout d'à peine quinze secondes, un jeune homme en blouson blanc avec une grosse croix rouge sur un casque de moto se tint à leur hauteur.

— Il a quoi ? demanda le médecin militant.

— Un flash ball dans l'œil !

L'homme fit la grimace.

— Il faut l'évacuer vers l'hôpital. Brancard ! Brancard... beugla-t-il dans le micro de son talkie-walkie qu'il avait fixé sur sa poitrine.

— C'est au moins le dixième aujourd'hui ! Une vraie hécatombe ! leur dit-il comme si ça pouvait les rassurer.

— Il va perdre son œil ?? demanda Angélique totalement terrifiée.

Le jeune médecin souleva légèrement le tissu blanc du t-shirt, entièrement rougi par le sang et regarda attentivement la blessure.

A l'abri du regard de Jacques qui hurlait de douleur, il fit une grimace à John et Angélique...

Pas de doute possible...

Un silence lourd où perçait une épouvante sans nom, plana une seconde entre tous les protagonistes présents.

Heureusement pour eux, deux flics moins zélés que les autres qui avaient vu toute la scène s'approchèrent d'eux, couvrirent et protégèrent le blessé pour qu'il reçoive les actes de premiers soins que pratiquait le médecin en attendant la civière. L'un d'eux appela des renforts et à quatre, ils portèrent tant bien que mal Jacques à l'abri des regards curieux. Ils appelèrent aussi une ambulance.

Au bout de quinze longues minutes, un véhicule du SAMU arriva sur les lieux. Jacques fut porté à l'intérieur du véhicule qui démarra aussitôt pour se frayer un chemin parmi la foule de manifestants en gilets jaunes qui remplissaient toutes les avenues du quartier.

Tous feux allumés et toutes sirènes hurlantes, Angélique et Jacques firent un court trajet vers la « Pitié » de l'AP-HP.

Un silence de mort régnait dans l'ambulance.

— Qu'est-ce qui se passe ? Je vois plus rien ?! Mon œil gauche me fait horriblement mal... et j'ai plein de sang dans l'œil droit ! J'arrive plus à cligner des yeux ! Dis-moi Angélique ? Qu'est-ce que j'ai ?

Angélique n'osa pas répondre.

Soudain, n'y pouvant plus, elle prit son visage entre les mains et se mit à pleurer, autant de douleur que de rage !

Ce fut un déclic pour Jacques !

— Mon œil ! J'ai perdu un œil ! Mon Dieu ! C'est horrible ! Je suis borgne pour toute ma vie ! réalisa-t-il soudainement.

Il se mit à pleurer...

Ses larmes salées se mêlèrent au sang qui coulait abondamment de son œil estropié et sanguinolent.

Un infirmier crut bon d'ajouter :

— Ne vous inquiétez pas ! On voit très bien avec un œil ! Vous pourrez encore mener une vie normale... crut-il bien de dire, en bon soldat, pour rassurer le pauvre Jacques.

— Ouais tu parles ! Voir toute sa vie le monde sans relief ! Quelle consolation ! Je voulais te voir toute ma vie avec mes deux yeux, Angélique ! Te choyer de mon regard et veiller sur toi ! Et maintenant, à cause de ces putains de flics de mer... Tu seras regardée toute ta vie par un borgne qui ne voit plus rien de correct. Enfin si tu décides de rester avec moi après ça ! Tu mérites tellement mieux... Je comprendrais que tu veuilles un homme entier ! C'est dur de vivre toute sa vie avec un handicapé... se lamenta Jacques qui était vraiment abattu par cette sinistre nouvelle vérité qui s'imposait avec une telle acuité et un tel réalisme que ça le plongeait dans une dépression des plus violentes et mortifères.

— Je resterai toute ma vie avec toi, Jacques ; je t'aime, plus que tout au monde ! lui répondit Angélique avec la ferveur des nonnes qui sacrifient leurs existences pour l'amour de Jésus. — Je suis fière de

toi ! Tu t'es donné corps et âme à la cause des plus pauvres... Je ne l'oublierai jamais, je te jure ! poursuivit-elle lancée sur le même élan de ferveur et foi quasi mystique.

Mais Jacques ne répondit rien. Il savait que le temps aurait sans doute raison de sa vision idyllique de l'amour ! Lorsqu'elle aura rencontré un homme totalement entier, puis un autre et enfin, encore un autre, ses bonnes résolutions voleront en éclat devant la triste réalité. Quel avenir avait-elle avec un borgne qui ne pouvait plus exercer son métier de conducteur, expert de machines dans une sucrerie ? Il fallait 10 sur 10 aux deux yeux et une très bonne vision pour conduire ces monstres de technologie, sur les écrans, sur la chaîne de fabrication et autres équipements dernier cri. Pas question de casser la chaîne d'un coût de plusieurs dizaines de millions d'euros à cause d'une mauvaise manipulation due à une fausse estimation des distances !

Jacques venait de revenir au monde une seconde fois, dans le sang, les cris et les larmes... comme la première fois !

Chapitre 22 : l'Arrestation de Jacques et Angélique.

— Boum ! Boum ! Boum... Police ! Ouvre tout de suite !

L'œil droit de Jacques s'ouvrit avec peine ! Le gauche était encore sous un épais pansement de gaze. Car Jacques n'était rentré de l'hôpital que depuis quelques semaines.

Il mit sa main à droite et trouva le corps chaud d'Angélique en pyjama qui dormait à ses côtés.

Le tintamarre à sa porte d'entrée ne l'avait pas encore réveillée.

Elle était venue habiter avec lui après son hospitalisation pour l'aider dans les premiers jours. Elle avait emmené avec elle sa fille de sept ans qui dormait dans la chambre d'amis, indifférente au bruit.

Jacques essaya de se lever mais impossible de trouver ses chaussons, car il faisait encore assez noir et déjà avec deux yeux cela n'aurait pas été commode... alors avec un !

Il jeta son œil valide sur le réveil matin électronique : six heures cinq !

— Merde ! C'est quoi ce bordel... maugréa-t-il furibond.

— Boum ! Boum... Police, ouvre ou on défonce la porte, beugla un individu, à moitié fou, à la porte, tout en tapant comme un sourd sur la fine cloison de chez Ikéa !

— Oui ! Oui... J'arrive, cria Jacques à moitié endormi et cela réveilla totalement Angélique.

— C'est quoi chéri ? demanda-t-elle en baillant de sommeil.

— Pas la moindre idée, chérie. Reste bien au chaud, je vais aller voir... Sans doute un voisin qui a fait le con ! répondit Jacques qui passa maladroitement une robe de chambre.

Il alluma la lumière de la table de chevet.

Il y avait un savant désordre dans la chambre. Sur un bureau, dans le coin droit, un monceau de papiers attendait une intervention rapide pour être classé. Surtout, une bonne dizaine de factures d'hôpital. Son intervention à l'œil avait coûté une fortune. Et la sécu ne voulait pas payer, la mutuelle non plus car il s'était mis hors la loi en participant à des manifestations interdites par le gouvernement : Douze mille cinq cents euros de frais d'hospitalisation au total et il n'avait pas le moindre des premiers euros pour payer tout ça ! Mais il ne se faisait pas de soucis ! Foutu pour foutu, ça pouvait pas être pire, s'était-il dit stoïquement jusqu'à ce matin de début janvier, en plein hiver. Il ne savait pas encore à quel point la justice de classe pouvait persécuter les plus faibles jusqu'à les pousser à l'acte ultime, avec le savant raffinement des supplices japonais les plus subtils !

— Police ! Ouvre ! Tu as cinq secondes ! C'est la troisième sommation après on défonce la porte ! éructa un flic qui se mit à tambouriner à la porte avec une force décuplée par la nervosité et le stress des gradés qui voyaient et écoutaient tout de leur intervention via la caméra vidéo de contrôle suspendue à son plastron.

— C'est les flics, chérie ! Attends ! je vais ouvrir, ça doit être une erreur ! Je vais arranger ça ! Ne t'inquiète pas ! tenta Jacques pour rassurer sa compagne et par là même lui aussi.

Il se mit à chercher les clés de la porte de son appartement. Comme par magie, il ne les trouva pas tout de suite.

— Attendez, j'ouvre ! Je cherche la clé ! dit-il à voix haute pour faire patienter la police à sa porte.

Finalement, il trouva la clé avec peine, son seul œil n'ayant pas le champ de vision identique à une vue normale avec deux yeux. Il ne s'y habituera jamais, pensa-t-il en lui-même.

Il s'approcha de la porte.

Trop tard.

A peine derrière la mince cloison de carton bouilli et de bois d'Amazonie, il entendit crier « cinq » !

Aussitôt, la porte devant lui explosa littéralement en morceau. Un individu avec un énorme bélier d'acier avait fait sauter tout le panneau de porte, la serrure et les gonds. Le chambranle de la porte vola en éclat lui aussi ! Le policier s'écarta aussitôt.

En une fraction de seconde, devant Jacques abasourdi et stupéfait, cinq individus en noir, équipés comme des porte-avions entrèrent en trombe dans son appartement.

— Bouge pas ! Couche-toi au sol ! Allez vite... Bouge pas ! Les mains dans le dos ! Couché ! beugla une jeune sous-officière, la plus zélée de toute leur escadre.

Avant qu'il n'ait pu exécuter l'ordre, avant même d'avoir pu bouger d'un cil, totalement débordé par la situation nouvelle pour lui, deux flics lui sautèrent dessus.

Ils lui firent une passe de close combat violente, le propulsant au sol. En moins d'une seconde, Jacques était tombé sur le tapis. Les deux hommes le plaquèrent violemment par terre, et lui firent une clé d'étranglement, face contre terre, sur le ventre, les deux bras tirés dans le dos, le genou droit d'un des flics appuyant brutalement dans son dos sur sa colonne vertébrale, le flic avait enserré son cou et donc sa gorge dans le coude de son avant-bras... La clé avait été parfaitement réalisée avant que Jacques n'ait pu dire un mot.

Le second profita de l'immobilité forcée de Jacques, les deux mains dans le dos, pour lui passer des menottes avec un geste brutal et ferme. Il serra les bracelets à fond !

— Argh ! tenta de crier Jacques mais aucun son ne sortit de sa bouche. Pour cause, la clé d'étranglement était si puissante, que plus aucun son ne pouvait sortir de sa bouche, ni plus aucun air ne pouvait parvenir à ses poumons.

Cela dura une courte seconde...

Angélique apparut sur le pas de la porte de la chambre à coucher, en pyjama et regarda avec stupéfaction la scène.

—ARRETEZ ! ARRETEZ ! VOUS ALLEZ LE TUER ! ON N'A RIEN FAIT...

Mais ces cris d'orfraie ne furent pas très utiles. Au contraire.

— La suspecte est aussi présente ; qu'est-ce qu'on fait chef ?

— Arrêtez-là, répondit le chef sans une hésitation. Il avait des ordres clairs et sans quiproquos possibles.

Deux autres flics, un homme et une femme lui sautèrent dessus. En moins d'une seconde, ils la plaquèrent contre le mur du salon, les bras en croix dans le dos. L'un d'eux lui passa les menottes...

— Jacques ! Jacques... Réponds, cria-t-elle, plus inquiète pour la vie de son compagnon que pour elle.

Mais Jacques ne pouvait rien dire. Il commençait à s'asphyxier réellement. Plus il tentait de bouger, plus la clé du flic se resserrait sur son cou.

— Il peut plus respirer. Vous m'entendez, vous allez le tuer ! Vous lui avez déjà pris un œil ! Vous allez pas lui prendre la vie ? Je vous en supplie, laissez-le respirer... pleura de rage Angélique.

La policière l'avait mise à genoux devant elle.

Elle fit un geste subrepticement à son collègue en voyant le visage de Jacques qui commençait à violacer.

Le flic qui faisait la clé fatale à Jacques comprit. Il relâcha l'étreinte suffisamment pour que son suspect puisse reprendre une goulée d'air frais avant de mourir totalement asphyxié.

— Maman ! Maman... entendit soudain Angélique.

— Reste où tu es ma chérie ! Y'a rien de grave ! Reste dans ta chambre ! cria Angélique avec la voix la plus rassurante qu'elle pouvait.

— Y'a une enfant, chef ! On fait quoi ? demanda la jeune sous-officière qui ne montrait pas la moindre empathie.

— On l'emmène et on la dépose à l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance), répondit le gradé d'une voix monotone et fataliste.

— Non, pas ça ! S'il vous plaît, surtout pas ça ! La voisine peut la garder quelques jours, s'il vous plaît, implora Angélique qui voulut se libérer des menottes, mais la policière la retint.

— Ok chef ! Alex, va la chercher, dit-elle au flic le plus proche de la chambre de l'enfant.

Il n'eut pas à aller très loin. Sophia apparut à la porte du salon avec son nounours favori dans les bras.

— Man ! Man ! Qu'est-ce qu'ils font ! Maman ! Lâchez ma maman ! se mit à pleurer la fillette.

Le policier se plaça derrière elle et lui dit fermement sur un ton sans concession et trop direct pour une gamine de cet âge :

— Tu vas nous suivre gentiment. Ta maman doit voir un juge pour les délits qu'elle a commis. On t'emmène dans une maison où il y aura pleins d'enfants ! Tu y seras bien, compris ? lui ordonna-t-il et la petite fille se mit à sangloter sans plus oser parler, de peur que sa maman ou son beau-papa ne soient inquiétés.

Manu-militari, ils furent tous embarqués dans le panier à salade.

Chapitre 23 : La garde à vue.

La grosse camionnette de police, tous gyrophares allumés et toutes sirènes hurlantes, arriva au poste de police de la métropole proche de chez Jacques. La petite Sophia avait été déposée en véhicule de fonction par la policière à l'antenne de l'ASE la plus proche.

Angélique était prostrée sur la banquette et Jacques se tenait le visage entre les deux mains, les doigts sur son bandeau qui lui barrait l'orbite du globe oculaire vide de l'œil qui lui manquait.

Il souffrait beaucoup. Mais la plus grande douleur venait de voir Angélique mêlée à toutes ces histoires.

Et la petite dans tout ça ! Livrée en pâture à des soignantes sans scrupules de l'ASE.

Et en plus, tout ça lui rappelait un passé bien trop vivace à son esprit. La manif du 1^{er} décembre ! L'Acte III ! La violence gratuite des flics ! La haine du peuple qu'il avait sentie ce jour -là ! La morgue des classes dominantes ! La lutte des classes, comme sous Zola ! Et pire que tout, l'injustice totale qu'il vivait depuis ce fameux jour...

Soudain, à la place de la peur, de la souffrance et de l'apitoiement, une rage folle monta en lui ! Une colère sourde et violente qui ne pourrait plus jamais s'apaiser. La haine du pauvre contre les riches ! Du faible contre le puissant... Du pot de terre contre le pot de fer !

Non ! Non et non... se dit-il. Ils ne vont pas s'en tirer comme ça ! Je suis foutu, mais je vais me battre jusqu'à la fin... Ils ne m'auront pas... je ne vais pas me laisser abattre comme du vulgaire gibier à la chasse à courre de ces nobles richards ! Cette fois-ci, ils vont savoir à qui ils ont affaire. Plus jamais je ne baisserai la tête devant un flic. Finie la servitude volontaire !

Lentement, comme au sortir d'un cauchemar, comme si une volonté farouche s'était imposée à lui, venant d'on ne sait où, il redressa la tête, il leva les yeux et il regarda calmement autour de lui, avec un regard froid où perçait une détermination sans borne.

Ce fut comme un coup de foudre dans le fourgon. Les flics présents, qui avant semblaient fiers, imbus d'eux-mêmes et qui péroraient le virent pareil à une statue antique des grecs, tel un tribun inébranlable.

Et ce furent eux qui baissèrent la tête soudain devant son regard où ne perçait aucune pitié, aucune terreur et aucune complaisance.

Même Angélique qui était prostrée, releva la tête comme prévenue par un murmure inaudible de tous et le vit tel un héros.

Les portes de la camionnette de police s'ouvrirent toutes grandes et la lumière du jour entra en plein sur Jacques qui ne ressemblait plus du tout à un petit et faible gilet jaune accusé de tout et de rien, mais à quelqu'un de grand, décidé et fier de ses opinions.

Les flics s'écartèrent de lui lorsqu'il sortit du fourgon. L'un d'eux voulut l'aider à franchir le marchepied le croyant abattu et diminué par son œil manquant mais Jacques repoussa fermement et agacé le bras tendu comme font les handicapés avec des gens trop attentionnés à tort !

Angélique le suivit, surprise par sa nouvelle attitude. Elle comprit que les épreuves inhumaines qu'il subissait depuis des mois l'avaient changé. Il n'était plus le même homme : la pâte était sortie du tube et n'y rentrerait plus ! Elle était contente de l'avoir rencontré dans de telles circonstances qui auraient pu paraître dramatiques, mais qui en fait les avaient fait grandir tous les deux plus vite que n'importe quelle autre expérience.

— Qu'est-ce que tu vas faire ? lui murmura Angélique lorsqu'elle passa tout prêt de lui.

— Leur dire la vérité. Toute la vérité ! Ils ne savent rien de nous, les gilets jaunes ! Je vais me battre jusqu'à mon dernier souffle ! lui répondit-il d'une voix claire.

— Arrêtez de communiquer entre vous, c'est illégal ! Ça sera retenu contre vous ! beugla de rage un flic qui poussa brutalement Angélique dans le dos pour l'éloigner de Jacques.

Ce dernier fit violemment volte-face, malgré ses menottes et de l'épaule, il donna une puissante poussée comme un joueur de « super bowl », au flic qui tomba de travers sur le pavé de la cour du poste de police.

— Pas d'ça ! Ta compris petite merde ! Si tu as un problème avec elle, tu t'adresses à moi ! Compris ! dit-il avec un ton calme, décidé, quasi-patriarcal qui ne laissait aucune place à la répartie.

Deux autres flics voulurent lui sauter dessus pour l'immobiliser mais instantanément, Jacques se mit de face contre la paroi de la camionnette pour montrer qu'il avait retrouvé son calme.

Alors, un autre flic, beaucoup moins complaisant avec les comportements de son collègue, qu'il savait fort avec les faibles et faible avec les forts, un lâche quoi, intervint :

— C'est bon ! Laissez-le ! Il est calme. Et toi Alex, fiche-leur la paix ! dit-il au policier couard.

Entourés comme des terroristes par une dizaine de flics de la BAC, ils partirent vers le poste de police. Ils furent directement amenés séparés, chacun dans deux grands bureaux d'interrogatoire.

Et la « danse » commença immédiatement :

— Vous êtes bien Jacques Freund, fils de Joseph Freund et Louise Michèle ? demanda agressif le flic de service.

— Qu'est-ce que ça peut te foutre ! répondit Jacques...

— Outrage à agent de la force publique ! Fais gaffe... C'est une infraction passible de 7500 € d'amende et de six mois d'emprisonnement avec sursis... commença à menacer verbalement le sous-officier de police qui voulait casser du gilet jaune.

— Ben vas'y ! Mets ! Je suis insolvable depuis qu'un salaud de ton espèce m'a crevé un œil ! rétorqua calmement Jacques avec un sourire désopilant. — J'ai juste 35 000 € de dettes à la Caisse d'Assurance Maladie qui ne veut pas me rembourser les soins car la manifestation était interdite par ce gouvernement de millionnaires corrompus... Je ne répondrai à aucune de vos questions de cette parodie de justice, de cette mascarade que vous allez orchestrer !

— Obstruction à enquête de Police... 15 000 € d'amende, je note, se contenta de continuer impassible le flic trop zélé.

— Note... Note seulement !

Finalement après une heure de ce registre, le flic finit par lui lire les accusations retenues contre lui : participation à une manifestation interdite, incitation à la violence, vandalisme sur monument de la République française, violence contre force de l'ordre détenant une autorité publique, complot contre la République, agression en bande organisée contre des agents de la force publique, utilisation d'armes de catégorie IV par destination et pour finir, outrage à agents et obstruction à enquête... Soit des peines prévues de 120 000 € d'amendes et 10 ans d'emprisonnement.

Jacques ne tiqua même pas. Il rajouta simplement :

— Vous oubliez « délit de sale gueule ! » rigola-t-il franchement.

Dépité, le flic le remit en garde à vue pour 72 heures et demanda au procureur sa mise en détention provisoire...

De son côté, Angélique, tenue par sa fille, avait répondu à tout gentiment et put partir libre après comparution immédiate au bout de 48 heures. Elle avait « juste » pris six mois avec sursis et 4 500 € d'amende pour « entrave à la circulation durant une manifestation interdite ».

Récompenser ceux qui « coopèrent ». Punir ceux qui se rebellent.

Chapitre 24 : l'Expertise psychiatrique.

— Sors ! Et plus vite que ça !

L'ordre glacial et impersonnel claqua comme un fouet dans la petite cellule.

C'était le deuxième jour de garde à vue.

Jacques se leva calmement de son bat-flanc suspendu au mur et replia la seule couverture crasseuse qui lui servait à se protéger du froid dans cette pièce minuscule sans chauffage en plein hiver.

Le flic particulièrement antipathique lui tendit sa paire de chaussures avec les lacets défaits et sa ceinture de cuir.

— Habille-toi ! On part... dit-il de sa voix de robot.

— Où on va ? demanda Jacques qui s'attendait dorénavant à tout.

Il allait peut-être finir au fond d'un bois, suicidé avec un coup de pistolet dans la nuque comme un certain Boulin !

— Tu le verras déjà assez tôt ! répondit avec un grincement de dents le flic sur un ton cassant.

Jacques était content de pouvoir échapper quelques minutes à l'odeur nauséabonde et fétide qui sortait du trou des toilettes turques en inox dont la chasse était cassée.

Il laça ses chaussures, remonta et resserra son pantalon grâce à la large ceinture.

À peine redressé, un nouvel ordre tomba froidement.

— Tourne-toi ! Vite !

Le flic, escorté de trois gardiens de prison bibendums lui passa sans

douceur les menottes aux mains et aux pieds.

— Avance !

Jacques obéit... Que pouvait-il faire d'autre !

Tant bien que mal, il parvint à franchir le couloir et sortir par le sas sécurisé en suivant le flic patibulaire.

Ils le firent monter dans une camionnette du pénitencier.

Jacques se dit : ça y est, je vais en tôle sans jugement...

Mais au bout de cinq minutes de route, profitant de quelques secondes d'inadvertance des policiers, il remarqua par le pare-brise qu'ils ne prenaient pas la route de la prison. Où diable pouvaient-ils bien se rendre ? Il se demanda sérieusement s'il n'allait pas être liquidé comme une vulgaire bête. Il se souvint du dicton populaire : Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage...

Soudain, il reconnut un bâtiment.

L'hôpital ! Qu'est-ce que je vais bien faire ici ? s'interrogea-t-il intérieurement. Puis il comprit. Il allait passer devant un psy. Quelle vaste fumisterie, se dit-il. Voilà maintenant qu'ils essayaient de le faire passer pour fou ! Manquait plus que ça !

— Pourquoi vous m'amenez là ? J'ai rien à faire ici, se braqua-t-il. Je suis en parfaite santé !

— C'est le procureur ! Il a demandé une expertise psychiatrique. C'est la démarche habituelle, se contenta de répondre laconiquement un flic plus tranquille que les autres.

Puis le silence retomba dans le fourgon.

Une fois arrivés, ils le firent sortir menottes aux poignets et aux chevilles. On l'amena dans un grand bâtiment où toutes les portes avaient été blindées et munies de serrures de sécurité.

Ils s'assirent dans une salle d'attente.

Ça dura une plombe !

Deux, trois gugus qui voulaient se faire passer pour fous afin d'éviter la prison passèrent devant lui.

Soudain, la porte s'ouvrit et une femme l'appela par son nom d'une voix sèche.

— Jacques Freund.

Les flics qui l'accompagnaient se levèrent et le conduisirent, toujours menotté, dans le bureau.

La femme le dévisagea puis se glissa derrière son bureau.

— Alors Monsieur Freund, savez-vous pourquoi vous êtes là devant moi ? demanda-t-elle avec un sourire carnassier.

— Non ! répondit du tac au tac Jacques. Je suis en parfaite santé mentale. Je n'ai aucun antécédent psychiatrique et personne dans ma famille n'a de problèmes psy. Je pense que c'est encore de la répression de la part du système judiciaire à la solde du gouvernement corrompu de Macron.

La psychiatre se mit à écrire sur un papier devant elle.

Jacques parvint à déchiffrer en lisant à l'envers :

« Syndrome de paranoïa aigu... »

Il se referma comme une huitre ! Les dés en étaient jetés... Il se souvint du livre de Kafka qu'il avait lu à l'école : Le procès. C'était tout à fait cela, se dit-il.

— Si c'est comme ça, je ne dirai plus un mot, rétorqua-t-il tout de go à la psy machiavélique.

— Ce n'est pas la peine M. Freund. Votre cas est scellé d'avance. Je vais demander au juge une injonction de soin. Je vais lui préciser que votre éborgnement vous a fait basculer dans une psychose mais qu'à l'époque des faits votre jugement n'était absolument pas altéré et que vous pouvez être traduit devant la justice. Je vais préconiser une dose

de six ampoules d'Haldol Décanoas tous les quinze jours. Gardes ! Vous pouvez emmener le prévenu...

Jacques n'y connaissait rien. Il ne savait pas que c'était une dose de cheval de psychotrope ultra puissant et deux fois la dose maximale autorisée par le laboratoire qui fabriquait ce médicament. Il allait être « légumisé » sous peu... Et le pire, il allait passer quand même en jugement devant le procureur de la République...

La psychiatre se leva et alla droit derrière elle à une grande table à roulettes en inox et sortit d'une armoire une boîte de médicament, une seringue et tout le matériel d'injection.

— Est-ce que vous acceptez de bon gré de recevoir le traitement adéquat qui vous permettra de reprendre pied dans la vie et d'apaiser toutes vos angoisses injustifiées et...

— C'est hors de question que vous me fassiez une injec...

— Sécurité ! Infirmiers... cria brutalement la doctoresse autoritaire.

Deux énormes brutes épaisses en tenue d'infirmier arrivèrent au pas de course dans le bureau médicalisé. Sans aucune question, sachant par avance de quoi il en retournait, ils attrapèrent violemment le « malade » et le soulevèrent littéralement de terre. Sans un mot, profitant de la stupéfaction de Jacques, ils le couchèrent de force sur le ventre sur la table de soin derrière un paravent qu'il n'avait même pas vu en entrant.

— Mais qu'est-ce que vous faites ! Je vous interdis de lever la main sur moi ! Vous m'entendez ! Lâchez-moi sur le champ... cria Jacques à tue-tête mais c'était comme si les infirmiers et la psychiatre étaient sourds. Ils n'écoutaient même pas ses demandes.

Ensuite, ils descendirent sans ménagement le pantalon et le slip de Jacques sur ses mollets. Jacques beuglait de plus bel, cul nu, mais il n'y avait personne pour entendre ses cris de désespoir.

— Arrêtez ! Je vous dis d'arrêter ! Mais vous allez écouter bon sang de Dieu, criait-il de plus belle.

— Vous verrez, M. Freund, dans un quart d'heure vous irez bien mieux. Vous serez calme et vous n'aurez plus toutes ces mauvaises pensées en tête. Dans quelques jours, vous nous remercerez de vous avoir soignés, se mit à dire la terrible doctoresse en levant sa seringue dans la clarté du soleil qui entrait par la fenêtre. Elle dosa le produit et prépara l'injection avec un calme reptilien. Elle l'avait fait de si nombreuses fois qu'elle n'en faisait plus le décompte.

— Rassurez-vous, M. Freund, c'est absolument sans douleur. Vous ne sentirez rien, juste une petite piqûre de moustique, même pas ! Et dans quelques heures vous serez bien ! continua de mentir sciemment la cruelle médecin, qui s'approcha de lui lentement pour faire durer le supplice.

Elle se plaça entre les deux infirmiers et le piqua dans la fesse droite malgré les hurlements de Jacques.

— Arrêtez, Monsieur Freund, ou je vous fais mettre en cellule d'isolement pour la journée... Et je rajoute du Loxapac à votre traitement, dit-elle soudain en mimant une fausse colère, comme les mauvaises mères font à leurs petits enfants en guise de menace préalable à une grosse punition.

Jacques n'avait pas la moindre idée de ce que diable pouvait être le « Loxapac » mais il n'avait pas du tout envie d'essayer. Il se tut sur le champ. Il se rendit compte qu'il n'était pas de taille.

— Voilà qui est bien plus raisonnable, Monsieur Freund. Je vois que le traitement agit déjà, sembla dire sérieusement la doctoresse.

Jacques, impuissant, ne savait plus quoi dire. Le produit brunâtre lui-faisait déjà mal dans la fesse.

Les deux types, si on pouvait appeler ça des infirmiers, levèrent Jacques d'un coup et l'assirent sur la chaise devant la psychiatre.

— Voilà, Monsieur Freund, avez-vous des questions ? demanda-t-elle finalement en se rasseyant péniblement.

Jacques resta coi.

Il n'osait même plus dire un mot.

— Voilà qui est bien, Monsieur Freund. Je vois que vous êtes revenus à plus de raison. Les policiers vont vous reconduire en cellule pour la suite de votre interrogatoire. J'espère que vous serez plus conciliant- à présent car s'ils constataient à nouveau des psychoses ou d'autres troubles, ils ont ordre de vous ramener ici. Est-ce bien clair ? Monsieur Jacques ? menaça la terrible psychiatre.

— Très bien compris, dit Jacques, en pensant si fort au nom de Mengele qu'elle le comprit à demi-mots.

— Vous pouvez le rendre à ces Messieurs les policiers, finit-elle par dire et son regard fuyant disparut derrière ses épaisses lunettes à écailles de crocodile.

Les deux colosses le levèrent de terre en le prenant par les aisselles et le menèrent dans la salle d'attente où les flics s'amusaient en douce de le voir si mal en point.

— Alors calmé, le « gilet jaune » se moquèrent-ils de lui.

Jacques leur jeta un regard noir.

— Allez-vous faire foutre ! leur dit-il avec un calme olympien.

Il fut ramené en cellule...

Chapitre 25 : La perquisition.

Angélique rentrait tranquillement des courses chez Leclerc.

Jacques en était à son troisième jour de garde à vue. Il devrait bientôt rentrer à la maison, pensa-t-elle avec soulagement.

Il était dix heures du matin.

En passant le croisement de sa rue, elle remarqua tout de suite que quelque chose n'allait pas !

Devant l'entrée de son HLML dans la périphérie de sa petite ville de province, il y avait au moins cinq véhicules de police stationnés « à l'américaine », n'importe comment devant son entrée d'immeuble.

Ça c'est pour nous, se dit-elle intérieurement.

Elle accéléra le pas.

Lorsqu'elle parvint devant sa cage d'escalier, deux flics armés de fusils d'assaut lui bloquèrent l'entrée :

— Opération de police en cours ! Vous ne pouvez pas rentrer, lui intima avec sérieux l'un des deux fonctionnaires de police.

— Je suis Angélique Salvati. La compagne de Jacques Freund. Qu'est-ce qui se passe ? demanda-t-elle inquiète.

— Ah c'est vous ! Nous procédons à une perquisition chez votre conjoint Jacques Freund pour les besoins de l'enquête. Il faut signer le PV. Montez ! lui dit-il avec un rictus de sourire qui faisait plus peur qu'autre chose.

Ils s'écartèrent et la laissèrent entrer dans le bâtiment.

Plus elle gravissait les étages, plus elle entendait un raffut du tonnerre !

Mais qu'est-ce qu'ils sont en train de faire ? se demanda-t-elle de plus en plus effrayée...

Quand elle arriva devant leur appartement, elle vit que le cadenas provisoire avait été arraché et le reste de la porte détruit avec sauvagerie. Il y en avait au bas mot pour cinq mille euros de réparation ! Eux qui n'avaient déjà plus un sou vaillant en poche ! Elle se rendait bien compte que là, ça dépassait les simples démarches légales et qu'on rentrait dans une volonté délibérée de leur nuire, de les persécuter et de les museler.

Puis elle entra chez elle et ce fut encore pire : son appartement était sens dessus dessous ! Il y avait au bas mot dix flics en tenue qui arpenaient son salon. Ils arrachaient tout : rideaux, tissus des coussins, tapis au sol... Ils vidaient les tiroirs et placards en jetant tout par terre. Certains attaquaient le parquet avec des pieds de biche. D'autres entraient et sortaient de la chambre à coucher, de la cuisine et même des toilettes ! Ce n'était pas une fouille minutieuse, mais un vrai saccage de leur appartement.

— Mais qu'est-ce que vous faites ? Ça va pas la tête ! Vous êtes complètement fous. Arrêtez ça tout de suite ! s'écria-t-elle sous le choc.

— Écartez-vous ! Laissez les policiers travailler ou je vous recoffre pour trois jours ! aboya un gradé particulièrement remonté.

— Mais qu'est-ce que vous cherchez ? On a rien... Même plus d'argent ! C'est de la casse pure et simple pour nous faire chier ! C'est dégueulasse, commença à se défendre maladroitement Angélique.

— On cherche des armes de catégorie D ou par destination : boules de pétanques, batte de baseball, manche de pioche, nerfs de bœuf, lance-pierre de combat et surtout couteaux de chasse ou de guerre. On a des témoignages, on fait pas ça à la légère et on va pas en rester là ! répliqua vertement le gradé qui la repoussa violemment vers l'entrée de l'appartement.

— Mais on n'a rien de tel ici. On est juste des gilets jaunes qui voulaient se faire entendre. Rien de plus ! Vous espérez quoi ? Une

prime de Macron pour chaque boule de pétanque que vous allez trouver ? Allez, arrêtez de tout saccager ; laissez-nous tranquilles ! On manifesterait plus, promis. On veut juste retrouver la paix et nous reposer... leur expliqua-t-elle alors qu'elles essayaient de contenir les larmes qui lui montaient aux yeux.

— C'est pas le cas de votre ami. Il s'enferme dans un mutisme coupable et quand il ouvre la bouche c'est pour nous lancer des bordées d'insultes, à notre égard ; ça on s'en fout à la limite, mais aussi pour insulter la justice, le gouvernement et le Président ! C'est intolérable dans une république démocratique comme la nôtre ! Le Président de la République a droit à un minimum de respect pour sa fonction, tenta de la faire couler encore plus, le flic soi-disant vertueux !

Angélique était à la fois dépitée, mais d'un certain côté aussi, un peu fière de son Jacques. Malgré les épreuves, la souffrance et surtout la terreur, dues la répression, il tenait bon la barre ! Il n'avait pas abdiqué, pas baissé les bras et ne s'était pas soumis à la loi tyrannique de la dictature policière de Macron. Bien qu'elle dise ouvertement qu'ils allaient « se ranger », elle n'en pensait pas un traître mot. Dès qu'ils auraient un peu repris pieds, ils allaient reprendre leurs revendications mais cette fois-ci, beaucoup plus intelligemment.

— Bon, il est un peu rebelle ! C'est vrai... Mais je vais le calmer. Laissez-le sortir et je vous garantis que je saurai lui faire entendre raison. De toute façon, on est tellement au fond du trou qu'il nous faudra au moins dix ans pour remonter la pente. Vous n'avez plus rien à craindre de nous ! Vous nous avez neutralisés, continua-t-elle de mentir comme un arracheur de dent en utilisant volontairement le jargon de la flicaille pour leur faire croire qu'elle se rangeait de leur côté.

Elle savait bien que plus jamais Jacques ne se laisserait dominer par un pouvoir dictatorial corrompu. Il était prêt à mourir dorénavant pour faire valoir ses droits à la liberté, à l'égalité et à la fraternité.

— Le laisser sortir ?! Vous rêvez ma petite dame. Il va prendre au moins dix ans. Moi si j'étais vous, je laisserais tomber ce tocard à

moitié handicapé et je me chercherais un bon père pour ma fille : un homme respectueux de la famille et de la patrie, et avec un bon travail ! tenta de la dissuader le flic trop zélé et aux relents d'idéologie nauséabonde !

Angélique réprima une grimace de dégoût. C'était pas le moment d'être deux en tôle, se dit-elle en se maîtrisant au mieux.

— Chef ! Chef... Regardez ce qu'on a trouvé ! s'exclama avec un ton de voix des plus joyeux un policier de la BAC à la mine particulièrement débile.

Le sous-officier se retourna d'un bloc.

— Ah ! Voilà qui est mieux... Six boules de pétanque et un couteau de chasse, peut-être même un couteau de guerre vue la taille, commença-t-il à exagérer volontairement alors qu'il s'agissait d'un vulgaire couteau de pâtissier, similaire à un gros cutter.

Angélique n'en revenait pas. Comment pouvait-on être d'aussi mauvaise foi ! Elle en resta sans voix.

— Emballez-moi tout ça ; on va l'emmener pour examen approfondi par la police scientifique. Il y aurait des taches de sang, de sang de policiers, que ça ne m'étonnerait qu'à moitié, répondit l'officier de police judiciaire qui supervisait la perquisition.

Tout fier de leur trouvaille, les flics continuèrent méthodiquement de saccager tout l'appartement de Jacques.

Angélique s'y prit adroitement. Elle se mit à ramasser et ranger du mieux qu'elle put. Elle répara quelques tiroirs et meubles avec du scotch américain et ses efforts furent payants.

Voyant qu'ils ne pouvaient pas l'abattre plus, qu'elle était devenue totalement stoïque et que les épreuves ne lui faisaient absolument plus peur, les policiers brutaux finirent par laisser tomber. Portant comme des trophées leurs dérisoires « armes de catégorie D par destination », ils sortirent finalement de l'appartement.

— Vous voulez un dernier whisky pour la route ? ironisa Angélique en attrapant d'une main, une bouteille de whisky cassée et presque vide et en saisissant de l'autre main un verre ébréché.

— On reviendra ! Tu peux en être sûre ! On reviendra... lui intima d'un ton menaçant le sous-officier en claquant la porte qui lui tomba presque sur le pied avant qu'il ne fasse un bond de rat d'opéra effarouché.

Une fois seule et à bout de nerfs, dans l'appartement à moitié dévasté, Angélique se mit à pleurer d'un mélange de colère et de frustration. Ce fut plus fort qu'elle.

L'acide passe sous l'armure.

Chapitre 26 : La détention provisoire.

Jacques comptait les heures. Déjà soixante-cinq heures de garde à vue. Ça allait bientôt se finir, pensait-il sincèrement.

Mais il n'avait pas la moindre idée de la terrible vindicte des flicailleurs. Ils avaient été blessés dans leur amour-propre devant la horde sauvage des gilets jaunes de province qui à Paris les avaient défiés. Lorsque la « queue entre les jambes » ils avaient dû faire retraite devant le peuple déchaîné et que les images avaient tourné sur toutes les chaînes et réseaux sociaux du monde entier, ça avait été pour eux le comble de l'humiliation. Et, soutenus par leur hiérarchie, ils étaient bien décidés à faire payer ça le plus cher possible à tout petit manifestant qu'ils arriveraient à prendre dans leurs filets. En cachette, les flics avaient déposé une demande de détention provisoire au juge des libertés.

— Elle est jolie ta femme ! On a bien rigolé quand on a fait la perquisition chez toi. Elle était en nuisette devant nous, gênée et pleurant de plus bel. Elle a l'air bien bonne ta copine ! mentit délibérément l'officier de police qui menait l'interrogatoire rien que pour faire sortir de ses gonds le prévenu.

Mais c'était un mauvais comédien. Jacques ne s'y laissa pas prendre. Il commençait à bien connaître Angélique et il savait qu'elle avait toujours une robe de chambre sur la chaise, au pied de son lit.

— N'ayez pas peur... On se reverra tantôt... Dans une ruelle et je ne serai pas seul comme aujourd'hui, menaçait Jacques de manière à peine voilée et le flic reprit instantanément son sérieux.

Il venait de se rendre compte qu'il avait totalement dépassé les bornes. Ça pouvait se retourner contre lui.

— Ramenez-le dans la cellule. On a fait une demande de détention

provisoire vu les pièces à conviction que nous avons trouvées chez vous et aussi une de contrôle judiciaire totale au cas où la première serait refusée. Vous n'êtes pas prêt d'en avoir fini avec nous... reprit le gradé sur le ton du vouvoiement.

*

Le Procureur de Paris Rémy Heintz prit le combiné de téléphone sur son bureau et appela la Juge des Détentions et des Libertés Mme Nadine Houallat, une vieille amie de fac avec laquelle il avait passé de bons moments entre deux cours de droit.

— Bonjour Nadine, C'est Rémy ! Comment vas-tu ? commença-t-il courtoisement.

— Bonjour Rémy ! Je vais très bien, merci ! Qu'est-ce qui me vaut ton coup de fil matinal ? s'enquit-elle en retour.

— Voilà Nadine, j'ai une affaire très sérieuse sur les bras ! Un jeune homme vindicatif envers les policiers qui l'ont interpellé pour différents délits de droit commun liés au mouvement des gilets jaunes. On a un témoin oculaire des faits et il aurait menacé verbalement lors de sa garde à vue les policiers en exercice qui l'entendaient, expliqua le Procureur Tolard en quelques mots car la Juge aux Détentions et Libertés connaissait déjà bien toutes les complications dues aux manifestants dits des « gilets jaunes » depuis plusieurs semaines.

— Oui, je sais Rémy. J'ai eu la même note que toi du Garde des Sceaux. Des consignes de fermeté exemplaire envers ces casseurs et séditionnaires qui sèment le désordre dans tout le pays ! Il faut revenir urgemment à un état de droit et permettre au gouvernement de reprendre les rênes du pouvoir. Ils sont particulièrement violents et déterminés à tout saccager. Ils s'en prennent même aux forces de l'ordre dans l'exercice de leur mission. Des menaces envers un policier, c'est très grave ! Que me conseilles-tu ? répondit-elle en répétant le discours officiel des autorités et du ministre.

— Je pense qu'il faut marquer le coup ! Le Président a été clair : Tolérance zéro ! Il faut que tu le mettes en détention provisoire jusqu'à

son procès, argumenta le Procureur Tolard avec un ton glacial. Il faut briser ce mouvement populiste dangereux avant qu'il ne dégénère en révolution incontrôlable, finit-il en sachant par avance que la Juge serait aux ordres de son Ministre et donc, aux ordres de Macron.

— Bien ! Rémy tu as raison. Envoie-moi le dossier de cet homme dangereux. Je vais autoriser la détention provisoire. Ils doivent comprendre qu'on vit dans une démocratie et que ce ne sont pas quelques écervelés et délinquants qui vont faire la loi dans notre pays ! J'attends ton « input » dans la journée, abonda-t-elle dans le sens du Procureur.

Ils se connaissaient depuis longtemps et n'utilisaient plus le jargon pseudo-juridique entre eux. Cependant, ils se mettaient à la novlangue managériale pour se faire bien voir de la hiérarchie. Étant tous deux de province, ils n'étaient pas encore des affranchis à la « start up nation » et allaient plus loin que demandé par les autorités car ils espéraient ainsi se faire bien voir et avoir des promotions !

— Bien sûr, Nadine. Je te « forward » ça de suite, termina la Procureur Heitz et il raccrocha avec un franc sourire.

Il était ravi. Enfin il y avait de nouveau une vraie police républicaine dans ce pays et une vraie justice qui réprimait fermement tous les écarts de conduite, même les plus insignifiants.

Mais il ne se rendait pas compte dans son délire autoritariste, que la grande délinquance en col blanc n'était absolument pas sanctionnée. Les crimes des nantis et des puissants comme la fraude fiscale, les délits de malversation, les délits d'initié, la corruption, les trafics en tout genre, les viols, les violences sexuelles faites aux femmes, les discriminations de tout type, les entorses au code du travail dont on se demandait s'il existait encore, étaient devenus tabous dans la justice. Alors qu'ils tapaient comme des sourds sur les petits et les faibles !

Et si, de temps à autre, un puissant était condamné au gré d'une lutte de pouvoir ou parce qu'il avait trop exagéré et était indéfendable, il suffisait d'individualiser l'affaire et d'en faire un « dérapage »

personnel. Cela permettait de mieux masquer les crimes des autres puissants et de perpétuer le système qui les engendre.

Abattre un arbre pour mieux préserver la forêt.

Chapitre 27 : Rencontre avec l'avocat

Le fourgon du pénitencier était escorté par quatre motards, tous gyrophares allumés et toutes sirènes hurlantes. Le convoi sécurisé comme s'il s'agissait de Jacques Mesrine, en personne, à l'intérieur, traversait toute la ville à grande vitesse. Mais en fait, il n'y avait qu'un pauvre estropié, handicapé et manifestant de la première heure, Jacques Freund ! À part les prénoms, il n'y avait rien de ressemblant entre les deux hommes. Le premier était un criminel, un assassin multirécidiviste et avait été l'homme à abattre de tout un régime. Le second était un gilet jaune... un manifestant pacifiste et un militant de la justice sociale. Mais un point les rapprochait, finalement ! Ils avaient tous deux été victimes d'un état aveugle à la grande souffrance du peuple et déterminé à réprimer dans la violence les révoltes des sans-dent et des « rien » de la République ! L'un avait voulu changer le système par la grande délinquance et la criminalité violentes et l'autre par la revendication pacifiste, la révolution populaire et la liberté d'expression...

Sauf que l'un avait échoué, tandis que l'autre, déterminé comme jamais, attendait son heure, calmement, sereinement et stoïquement !

Jacques était assis bien droit sur la banquette en bois du véhicule de la prison de sa ville.

Il réfléchissait !

On lui avait communiqué la décision sans appel de la Juge des Détentions et des Libertés. Il s'y attendait ! Il ne comptait plus du tout sur une quelconque clémence de la soi-disant « justice » française... Les politiques, les médias et les puissants étaient à l'œuvre. Ils usaient de tous les outils de la propagande, de l'intimidation et de la répression de masse sauvage pour museler définitivement tous les opposants et

les révolutionnaires de tous bords, surtout les gilets jaunes qui ne disposaient d'aucun appui « d'en haut » !

Il avait eu la visite, en fin de garde à vue, de son jeune avocat qu'il croyait commis d'office, Joshua Bianco. Il avait été agréablement surpris. Il semblait qu'il s'agisse d'un sympathisant de la première heure ! Il y en avait... Heureusement. Il était parfaitement conscient de la détresse dans laquelle se trouvait le système judiciaire français. Les milliers d'heures d'attente dans les couloirs du Palais de Justice, pour un ridicule papier, une brève discussion avec un Juge ou une audience basique, lui avait fait comprendre que quelque chose ne tournait plus rond dans la justice française dans son ensemble.

C'est la mine grave qu'il avait reçu Jacques.

— C'est très grave, Jacques, l'avait-il tutoyé de suite pour lui faire comprendre qu'il était avec lui, pas contre lui. — Les accusations qu'ils ont retenues à ton encontre sont passibles de dix ans de réclusion. Ne parlons même pas de l'amende que tu ne pourras jamais payer en une vie ! Il faut à tout prix que tu t'assagisses, du moins pendant toute la période de ton procès. Tu penses ce que tu veux ! Tu te prépares comme tu veux pour l'après procès... Mais devant la Juge et le procureur, je t'en conjure, Jacques, fais profil bas. Tu n'as rien à gagner dans un affrontement avec la justice corrompue de ce pays. Du moins tant que Macron est au pouvoir. On demandera une grâce si un Mélenchon ou un écologiste devient président en 2022... Mais pour l'instant, Jacques, ton objectif premier est de prendre le « moins cher possible » ! J'ai discuté avec certains de tes amis-es qui m'ont contacté pour que je sois ton avocat. Ils sont fiers de toi. Pour eux, tu es déjà un héros ! Le meilleur à faire pour sortir au plus vite et continuer la lutte est de revenir sur tes propos concernant le policier qui t'a interrogé. Joue à l'égarement et à la peur du policier qui t'auraient totalement terrorisé. Dis que tu veux juste être correctement soigné et retrouver la vie ordinaire d'avant... lui conseilla fort adroitement Joshua.

— Ok ! Tu as raison, avait répondu Jacques qui commençait à murir ses décisions et à ne plus prendre à la légère sa garde à vue.

Le fourgon finit par s'arrêter et Jacques sortit de sa rêverie méditative.

Jacques commençait à ressentir les effets secondaires de la saloperie que lui avait injectée la psychiatre aux ordres de la justice. Tremblements des membres, impatiences dans les jambes, mouvements convulsifs et surtout, hallucinations visuelles, auditives et paranoïa : il voyait des monstres partout, sortes de démons et de spectres fatals et malfaisants. Mais il tenait le coup ! Il savait que c'était dû aux psychotropes et antipsychotiques qu'on lui avait administrés de force à tort et sans raison, contre tout avis médical éclairé ! La première chose qu'avait fait Joshua, ça avait été de demander une contreexpertise psychiatrique. C'était en cours ! Mais pour l'instant, Jacques dégustait. Mais il n'en pipait mot à personne de peur qu'on le fasse réellement passer pour fou, ce qui était dans l'objectif de la justice pour pouvoir l'interner de force, à vie, sans aucun jugement, dans une UMD (Unité pour Malade Difficile)

— Allez ! Sors de là ! T'es pas en vacances... lui cria un officier de police judiciaire en le poussant violemment.

Jacques fit la grimace. Les menottes aux poignets et aux chevilles lui faisaient mal ; le flic les avait serrées exprès.

Escorté comme un sérial killer, ils le conduisirent en cellule après un long parcours de mise en détention. Visite médicale, retrait de tous les accessoires personnels comme la ceinture, vêtements, et information sur les consignes à suivre pour « une détention responsable » ! Lorsque la porte de la cellule se referma, Jacques eut un haut le cœur tellement l'injustice de la situation et la terreur de croupir à vie dans cette pièce de 15 mètres carré avec deux codétenus lui retournait le ventre.

Il respira profondément et s'assit sur le lit qu'on lui avait assigné. Les deux autres le regardaient de travers, puis finalement le laissèrent tranquille en voyant son désarroi.

Une heure après, il fut appelé pour une visite de son avocat.

Après un dédale de couloirs et un nombre incalculable de portes avec des serrures plus grosses les unes que les autres, il parvint au parloir

où l'avocat l'attendait.

— Bonjour Jacques ? Comment vas-tu ? Ta cellule est acceptable ? Tes codétenus sont-ils gentils avec toi ? s'enquit-il plein de sollicitude naturelle et spontanée.

— Oui, ça va Joshua, ils me laissent tranquille et c'est tout ce que je leur demande. Pour la cellule, c'est spartiate, fallait s'y attendre, mais c'est propre ! Faut pas en demander plus... répondit Jacques avec un sourire forcé et une bonne humeur un peu feinte.

— Oui c'est l'essentiel... commenta simplement Joshua.

— Je suis avec un jeune dealer qui était accro à la coke mais heureusement il a fini son sevrage et il va mieux même s'il a encore beaucoup la bougeotte.

— Je t'ai inscrit au collectif "Les Mutilés pour l'exemple". C'est un groupe des 330 mutilés des gilets jaunes, il y a plus de trente éborgnés. Au total il y a eu trente milles blessés et dix milles arrestations arbitraires ! Ils t'écriront chaque semaine pour garder le contact, te demander des nouvelles et t'en donner sur l'avancement de leur cause. Tu verras, ils sont bien et ça peut faire pression sur les juges. C'est aussi indispensable pour que tu te reconstruises. J'ai des nouvelles aussi de ta compagne, Angélique. Elle va bien. Le Juge des Détentions et des Liberté t'a accordé le droit de visite. Elle viendra demain et te racontera tout. Elle est forte. Elle a subi une grosse perquisition mais gardé le contrôle face aux policiers. Son père s'est saigné pour lui donner cinq milles euros et elle va commencer à faire des travaux avec des amis-es gilets jaunes pour remettre l'appartement en ordre après le saccage des flics. Elle tient le coup, rassure-toi ! détailla Joshua pour le mettre en confiance et l'apaiser.

— Ça c'est des bonnes nouvelles ! Ça va égayer toute ma journée jusqu'à demain. Merci ! Merci beaucoup, Joshua... répondit chaleureusement Jacques qui eut un gros soupir de soulagement.

— La contreexpertise psychiatrique aura lieu dans trois semaines. D'ici là plus d'injection ! C'est aussi une bonne nouvelle ! l'informa son

avocat avec un franc sourire.

— Oui ! Ça m'a complètement shooté, je vois des monstres partout sur les murs... Heureusement que je suis assez intelligent pour savoir que c'est les effets de cette saloperie qu'ils m'ont injectée. Ça va, je tiendrai le coup aussi ! lui dit-il avec un rire narquois.

— La date du procès a été reportée après l'expertise, c'est normal ! Dans un mois ça devrait être fini. Tu as eu de la chance. On a eu un médecin qui semble plutôt sensible à la défense des droits fondamentaux. J'ai déjà eu affaire à lui et tout s'était bien passé ! Espérons qu'il n'a pas retourné sa veste depuis... Les temps sont durs, et les positions des gilets jaunes sont difficiles à tenir ! et il fit une pause après sa tirade. Avant de continuer : — Voilà Jacques, c'est tout pour aujourd'hui. J'ai encore beaucoup de gilets jaunes à voir ! Faut que je te laisse. On se revoit demain pour le signalement à l'IGPN. Je prépare ton dossier, conclut-il en se levant et en marchant vers la porte.

Un gardien lui ouvrit la porte.

Puis un autre entra et emmena Jacques dans sa cellule.

Il se mit à réfléchir. Il avait le temps à présent.

Les choses prenaient une tournure qu'il n'aurait jamais espérée. Certes, il s'était fichu dans un sale guêpier, mais il ne voulait pas revenir en arrière ! Pas question de prendre la pilule bleue de Matrix pour retourner dans le monde débile des bisounours ! Jusqu'à présent, il avait vécu dans l'insouciance, mais maintenant, il se sentait investi d'une mission ; il avait une cause à défendre et surtout, il devait lutter pour vivre !

Il respira calmement.

Il n'était plus seul. Il avait non seulement Angélique avec lui, mais aussi tout le mouvement des gilets jaunes à défendre, bec et ongles !

La cause lui semblait juste, légitime et honnête ! Elle valait bien le sacrifice qu'il allait faire ! Qu'il avait fait...

Il fallait préparer le terrain pour les générations futures...

Pour la première fois de sa vie, Jacques s'endormit avec le sens du devoir accompli !

Chapitre 28 : Contrôle judiciaire renforcé.

La sonnette retentit.

Angélique leva les yeux au plafond ! Encore eux... Qu'est-ce qu'ils veulent encore.

Soudain elle eut une crainte... Et si ? Non ce n'était pas possible... Personne ne pouvait être au courant. Tout avait été fait dans le plus parfait anonymat et dans le secret le plus absolu ! Elle eut quand même un pincement au cœur !

Il était sept heures du matin ! Elle regarda par l'œil de bœuf de la nouvelle porte, posée par ses amis gilets jaunes hier dans l'urgence, et c'était bien eux ! Deux flics en tenue...

Heureusement, elle était déjà habillée. Elle ouvrit.

— Bonjour Madame. Nous venons vous apporter une notification du Juge, lui dit le sous-officier.

Il lui tendit une liasse de papiers.

Sur le haut du document, il y avait écrit « Contrôle Judiciaire Renforcé ».

Elle regarda rapidement les papiers. Les flics attendaient patiemment. Elle lut en diagonale.

Voilà donc, ils la limitaient dans tous ses déplacements, il y avait une obligation de se présenter tous les jours au commissariat et une interdiction de fréquenter les manifestations de gilets jaunes ! Voilà comment ils s'y prenaient pour faire diminuer le nombre des manifestants !

Heureusement, il n'y avait pas d'interdiction de rencontrer Jacques ! C'était déjà bien. C'était primordial pour les projets qu'elle avait.

— Lisez attentivement ce document et présentez-vous ce soir à dix-sept heures au commissariat de la ville, finit le flic et il lui fit un salut.

Lorsqu'ils furent loin, Angélique souffla bruyamment ! Certains riches politicards nantis avaient des « phobies administratives » quand il s'agissait de payer leurs impôts, mais les pauvres gilets jaunes comme elle avaient à présent tous des « phobie policières » ! Et celles-là, étaient bien justifiées, étant donné la répression innommable qui s'abattait sur eux comme une nuée ardente.

Elle se prépara avec soin. Elle avait rendez-vous à dix heures à la prison avec Jacques. Elle voulait être parfaite. Bien habillée, bien coiffée, joliment maquillée et parfumée, avec un sourire détendu et une bonne mine. C'était important pour elle car on lui avait appris qu'il « fallait souffrir pour être belle » ... mais parfois, elle en avait marre de cette pression de « l'apparence ». En tout cas, elle voulait montrer à Jacques qu'elle tenait à lui, qu'elle était forte, et qu'elle ne le lâcherait pas : ce n'était pas juste une passade. Non, elle en était sûre : Jacques était la personne à qui elle tenait le plus au monde ! C'était un homme sérieux, travailleur, responsable et militant ! Pas question de le laisser tomber à cause d'un œil. Les médecins avaient dit qu'ils allaient l'opérer et mettre une prothèse oculaire. Ça ne se verrait presque pas avec une paire de lunettes bien faites et légèrement teintées. Encore « l'apparence » ...

Et elle aussi ne voulait pas baisser les bras face la vindicte du gouvernement ! Elle avait goûté à la liberté d'expression, à la liberté de choix et à la liberté de revendication ; elle ne pouvait plus imaginer revenir en arrière, du temps où elle n'osait pas parler à ses voisins de la difficulté de vivre en France avec un salaire d'ASH (Aide-Soignante en milieu Hospitalier).

Car avec un SMIC et une enfant à charge, une divorcée ne peut plus boucler les fins de mois, même en « province ». Elle avait pris conscience que quelque chose ne tournait plus rond dans la société depuis plus de deux ans, lorsque les premiers impayés sont arrivés après sa séparation brutale avec son ancien compagnon. Comme en plus, il ne payait pas ses pensions et qu'il en avait profité pour prendre la poudre d'escampette à l'étranger, il n'était plus possible de faire le moindre extra. Et sa voiture, déjà vieille, était en train de tomber en

ruine sans qu'elle n'arrive à mettre de côté le moindre sou d'avance. Économiser un peu pour une nouvelle voiture d'occasion un peu plus récente, pour les vacances, même une semaine chez les parents, pour se meubler chez IKEA ou même simplement acheter des vêtements un peu rafraichis, était devenu totalement impossible. Un vrai luxe ! Alors elle achetait chez les fripiers des vêtements d'occasion ; un ami mécanicien faisait ce qu'il pouvait pour entretenir la voiture afin qu'elle passe au moins le contrôle technique, avec ses maigres ressources ; quand il y avait des frais exceptionnels de la sorte, elle allait au resto du cœur ou à la banque alimentaire chercher des colis alimentaires en essayant de ne pas être vue ; et « Emmaüs » était bien pratique pour acheter un petit bibelot ou meuble exceptionnellement, pour se faire un petit plaisir quand même de temps en temps !

Heureusement, elle avait rencontré Jacques : à deux, ça pouvait devenir gérable à nouveau. Mais elle trouvait que ce n'était pas normal qu'une femme seule avec un enfant ne puisse pas vivre de manière autonome ! L'amour, ça ne se contrôle pas ! Et dire qu'une journaliste avait osé expliquer sur un plateau que c'était sa faute à elle, si elle galérait ; qu'elle aurait dû faire des études pour ne pas être au SMIC et qu'elle n'avait qu'à pas divorcer ! De toute façon, ils essayaient toujours de faire croire aux pauvres qu'ils étaient responsables de leur pauvreté...

Mais pour reprendre une vie simple et honnête ensemble, ils auront d'abord un grand combat judiciaire à mener. Tous les gilets jaunes de son « rondpoint », ses parents, les parents de Jacques et toutes les deux familles, frères et sœurs, cousins cousines et conjoints étaient de tout cœur avec eux dans cette lutte. Heureusement, Joshua Bianco, leur avocat avait décidé de les défendre gratuitement.

Elle partit avec la voiture de Jacques qui roulait mieux que la sienne, réservée pour les besoins urgents. Après un quart d'heure de route, elle arriva devant la prison. C'était la première fois de sa vie qu'elle s'y rendait. Elle avait une forte appréhension ! Elle inspira profondément et se lança. Il y avait une dizaine de femmes qui attendaient devant. C'était une prison pour hommes !

Après une heure d'attente dans le froid, son tour arriva.

Elle dut montrer sa pièce d'identité ainsi que son droit de visite.

Le gardien, aimable comme une porte de prison, c'était le cas de le dire, la laissa rentrer en bougonnant sur tout le travail qui l'attendait le reste de sa journée. Angélique se demanda comment on pouvait accepter de faire ce métier ? Même si elle devait mourir de faim, elle refuserait de faire ça ! Certes, elle savait bien qu'il y avait de vrais repris de justice, des grands délinquants et des criminels endurcis, mais quand même ! Gardien de prison... c'était au-dessus de ses forces !

Elle dut franchir un labyrinthe de couloirs et de nombreuses portes qui se reverrouillaient derrière elle avec des bruits sinistres... Lorsqu'elle arriva près des blocs de détention, elle entendit des râles étouffés, des cris plaintifs et des gémissements. Sale ambiance !

Elle eut un pincement au cœur en imaginant Jacques prisonnier de ce lieu pour dix interminables années.

Enfin, le gardien la fit rentrer dans un box de visite... ça s'appelait le parloir ! C'était sale, ça puait la sueur froide et les produits de nettoyage bon marché à la javel !

Elle s'assit avec peine en regardant l'assise du siège pour voir si ça au moins c'était propre... Ça allait.

Au bout de cinq minutes, Jacques entra.

— Vous avez trente minutes, dit placidement sur un ton fataliste le gardien qui avait cherché son compagnon.

Une vitre les séparait mais il y avait un hygiaphone sans micro.

Angélique se leva prise d'effroi en voyant la mine de Jacques.

— Ça va mon chéri ? Tu tiens le coup ? demanda-t-elle tout de suite.

— Ça va Angélique ! T'inquiète pas pour moi, ça va aller... On m'a dit que c'est la première semaine la plus dure. Après on s'habitue... Ça devient la routine ! Et toi ça va, chérie ? On dirait que tu tiens bien

le coup ? Tu as une mine splendide ! la questionna-t-il en retour. — Ça me remonte le moral de te voir si bien ! Je me faisais beaucoup de soucis pour toi !

— Ne t'inquiète surtout pas pour moi, Jacques. Je suis bien entourée. Nos familles sont plus soudées que jamais autour de nous ! On te laissera pas tomber ! C'est juré, chéri. En plus tu es devenu un héros pour les amis-es gilets jaunes. Ils sont tous avec nous ! Ils vont entièrement te retaper ton appartement. Quand tu sortiras bientôt de là, tu seras comme un coq en pâte ! Ça sera mieux qu'à « la Lanterne » chez ce connard de Macron, ironisa-t-elle et Jacques se mit à rire avec elle, ce qui lui fit le plus grand bien.

Elle parlait volontairement beaucoup pour sortir Jacques de son minuscule univers carcéral. Ils parlèrent pendant un quart d'heure de leur petite vie et des choses qu'ils allaient bientôt faire ensemble, dans quelques jours espéraient-ils. L'ambiance était bonne et Jacques retrouva le sourire naturel qu'il avait habituellement. Son œil avait été soigné par un médecin et il avait un nouveau bandeau frais.

Soudain, Angélique regarda l'heure, et se rapprocha de la vitre en plexiglas qui les séparait.

— On a des opérations prévues avec les « Brigades Jaunes » ! murmura-t-elle ensuite en faisant un signe à Jacques de ne rien dire. C'est un bras armé, « l'armée de l'ombre » et nous ne nous laisserons pas mener à l'abattoir sans nous battre ! Je t'en dirai plus dans quelques temps. L'objectif pour l'instant est que tu aies le moins de peine de prison possible et que l'amende soit raisonnable afin qu'on puisse respirer financièrement... Mais on en restera pas là ! On lâche rien, on oublie rien ! dit-elle fermement convaincue et elle se leva pour partir sans un au revoir en lui envoyant juste un petit bisou de la main.

À dix-sept heures, elle pointa comme si de rien était au commissariat.

Pas question de se faire remarquer pour une petite broutille... Ils avaient des projets bien clairs en tête !

Chapitre 29 : Le procès de Jacques.

— L’audience est ouverte ! Veuillez vous asseoir.

Jacques s’assit. Il allait mieux. Les psychotropes n’avaient plus d’effets et la contreexpertise avait statué en sa faveur. Plus d’injonction de « soin ». Ouf ! Cette petite victoire l’avait mis en confiance.

— Je suis le Juge Stanley, je vais présider à cette audience. Je tiens à préciser que quand je siège, je n’applique que la loi de la République et rien que la loi de la République ! crut-il bon d’ajouter, mais pas un présent n’y croyait.

Jacques regardait autour de lui de son unique œil valide. Il n’y avait quasiment pas de public. Le mot d’ordre était bien passé parmi les gilets jaunes : pas de vagues et pas de manifestation à l’extérieur du tribunal ! Objectif avoué par l’avocat Joshua Bianco : moins de deux ans fermes et moins de vingt mille euros d’amende.

Il vit Angélique au premier rang : elle lui sourit ! Son cœur ne fit qu’un bond ! Il se battait pour elle, pas pour lui ! Pour la revoir plus souvent mais aussi pour l’aider à élever sa fille...

— Premier dossier ; monsieur, vous êtes bien Jacques Freund ? Levez-vous s’il vous plaît, ordonna le juge poliment comme le font si bien les puissants.

Il fit une courte pause et regarda intensément Jacques dans les yeux, comme il faisait pour chaque prévenu. Mais la vision de ce visage borgne, avec un grand bandeau qui lui barrait le front et qui couvrait son œil gauche, intimida même le juge. Il dut détourner les yeux.

— Connaissez-vous les charges qui pèsent sur vous ?

— J’ai lu le rapport avec mon avocat, Monsieur le Juge, répondit Jacques.

— C’est « Monsieur le Président », répondit le juge sèchement avant de continuer. — Bien. Je me dois néanmoins de rappeler les charges :

Entrave à la circulation, participation à une manifestation interdite, outrage à agent, intimidations et menaces envers un officier de police, association de malfaiteurs, et plus grave, coup et blessures volontaires envers une personne dépositaire de l'autorité publique dont il est résulté plus de 8 jours d'incapacité totale de travail... Qu'avez-vous à dire pour votre défense ? demanda le juge qui allait volontairement très vite. Il avait un autre prévenu dans quinze minutes.

L'avocat de Jacques se leva.

— Monsieur le Président, je suis Maître Joshua Bianco et j'assiste mon client pour sa défense, commença l'avocat de Jacques.

— Bien Maître, nous vous écoutons... poursuivit le Juge.

— Tout d'abord, je tiens à préciser que mon client a envoyé une lettre personnelle à l'officier de police Jung dans laquelle il s'excuse de l'avoir insulté et menacé, car il était sous le choc de la garde à vue et de la détention. En honnête homme, c'était la première fois qu'il avait affaire à la police et à la justice, il n'avait pas conscience des conséquences de ses paroles. Car au fond, Jacques Freund est un pacifiste et est foncièrement contre la violence ! Comme beaucoup de « gilets jaunes ». Il regrette sincèrement ses propos déplacés et ses excuses ont été acceptées par le policier : j'ai ici le courrier de réponse du dit policier, leva haut devant lui son avocat à destination du Juge.

Il avait fait comprendre à Jacques et à ses amis que le but n'était pas de dire la vérité. La justice de la République n'était pas là pour trouver la vérité, mais pour appliquer la loi ! La loi des puissants !

— Bien Maître, cette pièce sera versée au dossier et les chefs d'accusation d'outrage à agent et de tentative d'intimidation seront retirées de la liste des charges retenues contre le prévenu.

— Parlons voir de l'accusation la plus grave, recommença le Juge. Coups et blessures envers un dépositaire de l'autorité publique causant plus de 8 jours d'ITT. C'est très grave, dit le Juge en prenant une voix très sérieuse. — Et nous avons un témoin de la scène : Brigadier Millegram, veuillez vous présenter à la barre des témoins.

Un homme bien droit, fier de lui... Imbu de sa personne... Avec un grand sourire carnassier... avança vers la barre.

Ça fit comme un coup de foudre dans la salle !

Jacques fut soudain pris dans un maelström gigantesque qui tournait au ralenti... son seul œil fit un focus automatique sur le visage du flic dont l'avancement sembla se figer.

Brusquement, il revit comme dans un cauchemar toute la scène de ce samedi 1^{er} décembre 2018, à l'acte III.

Il se voyait place de l'Etoile... les gilets jaunes et black blocs qui menaient un combat de rue, mètre par mètre face aux policiers de la BAC, armés de matraques, de LBD et de lanceurs de lacrymo. Boucliers levés, ils essayaient de faire reculer les gilets jaunes qui avaient pris l'Arc de Triomphe... L'échec du commando de flics qui avait été repoussé par la horde sauvage des révolutionnaires jaunes.

Le corps à corps contre les flics... Les coups qui pleuvaient de toutes parts ! L'acharnement de certains gilets jaunes sur les policiers à terre : la vindicte du peuple qui se vengeait d'avoir été gazé, malmené et opprimé depuis des semaines, des années...

Il se revit, fuir avec Angélique au plus vite les zones de combats les plus violentes après qu'un flic, apeuré, eut sorti son arme de service et visé dans la tête de plusieurs gilets jaunes pour les intimider, afin de se dégager lui-même et quelques-uns de ses collègues...

Il se revit courir à moitié plié en deux pour éviter la plupart des projectiles en hauteur... Il se vit approcher une ruelle un peu plus calme. Comme dans un rêve, il se sentit prendre corps avec sa vision... Il se vit tourner légèrement la tête vers la gauche. Et ce qu'il n'avait jamais remarqué jusqu'à présent devient soudain net et précis...

Il vit un policier à vingt mètres sur sa gauche. Il était en train de lever son LBD afin de le viser. Son œil encore valide à ce moment plongea sur le visage du flic, derrière la visière de son casque. Il vit tout son visage comme agrandi par un focus miraculeux. Il vit ses yeux et

instantanément, cela matcha avec le visage et surtout les yeux du policier Millegram, qui était figé devant lui et le dévisageait narquois.

Pas de doute possible ! C'était lui...

La scène reprit brusquement son cours normal.

Jacques vit Angélique abasourdie. Ses mains tremblaient violemment. Elle baissa les yeux comme si la vision de cauchemar qu'il avait eu lui avait été partagé... Jacques savait qu'elle l'avait reconnu aussi...

Il vit son RIO sur son plastron : 1940209 !

— Brigadier Millegram, racontez-nous votre version des faits s'il vous plaît, demanda le Juge.

— C'est bien simple, Monsieur le président. J'étais en faction avenue Victor Hugo vers 15h, j'avais ordre de protéger mes collègues qui avaient été pris à partie par les black blocs. Ils avaient tenté une percée jusqu'à l'Arc de Triomphe mais avaient été repoussés par une violente opposition et des jets de projectiles de toutes sortes. Il s'en est suivi une scène de combat de rue. Des policiers au sol ont été roués de coups. J'ai vu directement le prévenu frapper un de nos hommes au sol et prendre la fuite. Voilà Monsieur le président.

— C'est clair. Maître Bianco, qu'avez-vous à dire pour la défense ?

— Monsieur le président, je ne souhaite pas mettre en doute la sincérité du brigadier Millegram et de son témoignage. Il croit sans doute sincèrement avoir reconnu mon client. Mais je voudrais porter votre attention sur ces propos : il a dit « scène de combat de rue » ! Comment être sûr dans de telles circonstances ? De plus, il a parlé dans sa déposition de bottes noires. Hors lors de la perquisition, il n'a été trouvé que des bottes en cuir brun qui avait des traces de lacrymo selon la police scientifique. Ce sont bien les bottes que portait M. Freund ce jour-là, et elles n'étaient pas noires. Idem pour le blouson, il n'était pas noir mais bleu, certes foncé, mais bleu ! Les boules de pétanque trouvées au domicile de mon client ne portaient aucune trace de sang. Le couteau de guerre, soi-disant arme de catégorie D, n'était en fait

qu'un vieux couteau de jardinier qui n'avait que de la terre sur la lame ! Je ne veux pas mettre en cause la sincérité du témoin, Monsieur le Juge. Mais les preuves contre le prévenu du brigadier Millegram ne concordent pas. En plus, mon client portait ce jour-là un masque de peintre et un foulard sur la bouche à cause des lacrymo, ce qui n'était pas encore illégal au moment des faits. Si le brigadier Millegram a pu se tromper sur tant de petits points, il aurait aussi bien pu se tromper sur le visage du prévenu ! Je demande donc la relaxe de mon client.

Il y eut un mouvement dans le petit public présent et le Juge fit une mimique de doute.

— Nous allons à présent écouter le réquisitoire du procureur.

— Monsieur le président, certes la situation à l'arc de Triomphe ce 1^{er} décembre 2018 était très trouble. Mais il est indéniable au vu des analyses de messagerie du téléphone du prévenu, que ce dernier a communiqué, planifié et s'est trouvé mêlé à des groupes de délinquants qui ont attaqué délibérément des policiers dans l'exercice de...

Et le reste du réquisitoire fut bien sûr à charge. Le procureur expliqua que preuve ou pas, le brigadier était un témoin direct et assermenté ! Que les bonnes intentions du prévenu n'étaient pas fondées et qu'il récidiverait à la moindre occasion...et bla-bla-bla et bla-bla-bla !

Finalement, le procureur requit dix ans ferme et 50 000 € d'amendes !

Le Juge se prononça pour une peine beaucoup plus faible. Il considéra que le témoignage du brigadier Millegram ne pouvait être reçu tel quel. Qu'étant donné la bonne foi du prévenu, et en tenant compte de son absence d'antécédents judiciaires, il fallait opter pour la clémence. Il le condamna à un an de prison dont six mois avec sursis et une amende de 10 000 €. Il ne retint, tout compte fait, que les charges d'entrave à la circulation et association de malfaiteurs !

Une nouvelle victoire pour Joshua Bianco et un soulagement pour Jacques et Angélique...

Une nouvelle vie pourrait bientôt commencer pour eux !

Chapitre 30 : La Justice...

Le parloir était toujours aussi crasseux et l'odeur aussi fétide !

Angélique attendait Jacques avec impatience aujourd'hui pour sa huitième visite : il avait une décision importante à prendre.

Il arriva par la porte côté prisonnier, et s'assit l'air grave... Cela faisait un mois qu'il purgeait sa peine. Il ne lui en restait « que » cinq à faire.

— Bonjour mon chéri ! Comment vas-tu ? demanda Angélique comme à son habitude.

— Bien ma chérie ! C'est la routine dans la prison, ça va. Je me suis habitué à la cellule. Ils me fichent la paix ! Ils m'appellent « le borgne », rigola-t-il. — J'ai déjà mon surnom de voyou...

— L'appartement est entièrement rénové ! Il est magnifique, changea volontairement de sujet Angélique. — Tu ne le reconnaitras pas. Nos amis-es gilets jaunes ont fait des miracles ! En échange, je donne un coup de main à Véronique pour nettoyer entièrement la petite maison qu'elle loue. Depuis le départ de son mari pour la prison comme toi, elle doit s'occuper seule de ses deux enfants et n'a pas eu le temps de vraiment ranger et nettoyer. Tu vois, on s'entraide ! C'est le système « Jaune ». En prime, ils m'ont même entièrement retapé ma vieille voiture avec des pièces d'occasion, filées par un sympathisant qui a une casse auto. On dirait qu'elle est neuve ! rit-elle en retour.

Et ils continuèrent de papoter de tout et de rien comme un couple ordinaire. Ils parlèrent du mouvement des gilets jaunes qui en était à son Acte XV. Mais Angélique et Jacques n'était pas un couple comme les autres... Ils étaient gilets jaunes ! Dans l'âme !

Soudain, cinq minutes avant la fin du temps de parloir, Jacques se tut et regarda Angélique droit dans les yeux. Elle comprit à son regard que

l'heure était grave. Elle se prépara mentalement. Mais au fond d'elle, elle connaissait déjà la réponse de Jacques.

— Mémorise bien... dit-il en murmurant. — 1940209. C'est ok...

Il n'en dit pas plus. Angélique comprit tout de suite. Elle se leva et partit. Jacques rejoignit sa cellule le cœur lourd : il avait pris la plus grande décision de toute sa vie. Il sentit un poids comme un trente-huit tonnes lui tomber sur les épaules. Mais il assumait !

*

Il faisait déjà sombre. On était début d'avril et la nuit tombait vers dix-neuf heures. On sentait la nature prête à exploser dans une myriade de couleurs et de senteurs...

Le brigadier Millegram rentrait tard ce soir-là. Il avait eu une dernière affaire à boucler. Il avait demandé un service à un vieux collègue : classer sans suite la plainte d'un certain Jacques Freund, un gilet jaune qu'il avait éborgné lors d'une manif, et contre lequel il avait témoigné volontairement à charge... C'était courant chez les policiers. On s'entraidait et on aggravait les charges des prévenus qui étaient récalcitrants à l'ordre public.

Il marchait sûr de lui, et confiant dans le travail bien fait, dans l'allée de son pavillon de banlieue.

Un coup ! Violent ! Brutal ! Par derrière ! Sur la nuque ! Il tomba immédiatement au sol, à moitié dans le coma ! Il n'avait rien senti venir, ni bruit, ni ombre ! C'était un coup de professionnel. Juste bien dosé pour assommer. Il ne pouvait pas crier tant la douleur le paralysait.

— Alors 1940209 ! Comment ça va, ironisa une voix proche de lui.

On le retourna sur le dos et il put discerner cinq individus. Ils portaient des sweats à capuche qui empêchaient de les reconnaître. En plus, ils avaient des foulards jaunes sur le visage, jusqu'aux yeux.

Un second violent coup lui fut porté à l'œil droit avec une batte de baseball. Il sentit son arcade sourcilière éclater et sa vision s'assombrir. Il venait de perdre un œil, il en était sûr !

Il comprit à cet instant précis en un éclair fulgurant qu'on n'éborgne pas quelqu'un pour des vitrines ou abribus cassés, ainsi qu'on ne tue pas un individu, aussi violent soit-il, pour un simple œil perdu ! La justice était en route.

— On lâche rien ! On n'oublie rien ! Dorénavant, c'est œil pour œil et dent pour dent. Tu diras ça à tes potes flics ! lui dit la même voix avec un ton cassant sans concession.

Millegram craignit soudain pour sa vie !

Mais aussi brusquement que les silhouettes sombres étaient apparues, elles disparurent chacune dans une autre direction en évitant toutes les caméras des rue adjacentes.

Finalement, sortant lentement de son semi-coma, le brigadier Millegram arriva à se mettre à hurler de douleur !

Des lumières s'allumèrent dans le quartier ; il était sauvé !

*

Jacques était assis calmement sur son lit à côté de la seule lucarne à barreaux qui ornait sa cellule.

Il lisait l'autobiographie de Nelson Mandela. Il avait été membre actif de l'ANC, de ses réseaux militants et de son bras armé. Il avait commis des attentats, jeune, avant de rejoindre les groupes pacifistes...

Jacques réfléchissait à ses dernières lectures...

Le FLNC canal historique en Corse... Les fellagas du FLN en Algérie... Martin Luther King et son bras armé Malcom X... L'IRA en Irlande du Nord... La Russie, avec Trotski, le révolutionnaire armé.

Et aussi les échecs des leaders qui avaient refusé d'armer leurs luttes comme le Dalaï-lama, exilé depuis soixante ans et dont le pays était toujours livré à l'opresseur chinois ! Gandhi était peut-être la seule exception qui confirmait la règle. Et encore : il fut assassiné sans pitié !

Si seulement on avait réussi à changer les choses pacifiquement, se dit-il avec désespoir. À l'Acte III ! À reprendre le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé ! On était passé à deux doigts... Malheureusement, plus un pouvoir est autoritaire, plus la révolution qui le renversera sera violente. C'était une règle intangible... Tant pis, il faudra rendre justice autrement ! poursuivit-il toujours dans ses pensées.

Jacques se mit à méditer. Il se souvint soudain de sa jeunesse, lorsqu'il avait été lourdement harcelé par trois voyous dans son collège. Malgré de nombreuses démarches de ses parents auprès du proviseur, des surveillants et des professeurs, rien n'y avait fait ! Finalement, ils l'avaient inscrit à des cours de judo. Et un jour, mieux armé, il avait réussi, en utilisant des gestes d'autodéfense, à faire une prise au chef du groupe pour le mettre par terre. Il l'avait fait tomber, droit dans une flaque d'eau. Trempé toute la journée, il avait été la risée de tout le collège. Depuis ce jour, plus rien, c'était fini !

Il en était là dans ses réflexions lorsque le regard de la porte s'ouvrit brutalement d'un coup sec.

— Freund ! Parloir !

C'était Angélique.

Lorsqu'il arriva dans la pièce, il vit tout de suite qu'il s'était passé quelque chose. Angélique avait la mine sévère.

Après vingt-cinq minutes à parler de tout et de rien, comme d'habitude, Angélique se tut et regarda Jacques droit dans les yeux : il se concentra.

Elle se baissa et de son sac, elle sortit le journal régional qui était déjà ouvert à une certaine page.

Lentement, avec des gestes précis et sans piper mot, elle le posa à l'envers devant la vitre du parloir de sorte que Jacques puisse lire.

Jacques se pencha légèrement en avant.

Il lut... Le cœur battant !

« Agression sauvage et éborgnement d'un brigadier de la Bac. Hier soir, vers 19h30, dans le quartier résidentiel de Nilly, un jeune brigadier de police a été éborgné à l'issue d'une agression sauvage de la part d'individus non identifiés. L'homme affirme n'avoir rien vu et avoir été pris totalement par surprise, comme s'il s'agissait d'un « commando ». Frappé une première fois dans la nuque, le coup violent l'aurait partiellement immobilisé et plongé dans un semi-coma. Il aurait ensuite reçu un second coup dans le visage avec la même arme, sans doute une batte de baseball. La police mène l'enquête mais l'absence de témoignage rend la tâche difficile. Les caméras de vidéo-surveillance de la rue avaient été vandalisées la veille. »

Jacques finit de lire...

Il leva la tête et vit la mine sans émotion d'Angélique.

Il esquissa un pâle sourire.

Il se recula, le dos contre le dossier de la chaise du parloir !

Il souffla bruyamment, et toute la pression accumulée depuis des mois s'évanouit comme par miracle.

— Justice a été rendue ! dit-il simplement à Angélique avec une voix où perçait une détermination sans faille.

— On lâche rien, on oublie rien, répondit simplement Angélique dans un murmure et elle se leva pour partir.

— Je t'aime chérie, lui répondit-il.

Elle se retourna avant de franchir le seuil de la porte et lui fit un sourire tout en lui disant :

— Maintenant, la peur est dans leur camp !

La violence engendre la violence.

*

Macron, lui, était toujours dans son palais, bien au chaud et à l'abri...
Bernard et Xavier, eux, continuaient tranquillement de piller le pays...
Diviser pour mieux régner, avait-il dit.

F I N

Conclusion

« Il y a trois sortes de violence. La première, mère de toutes les autres, est la violence institutionnelle, celle qui légalise et perpétue les dominations, les oppressions et les exploitations, celle qui écrase et lamine des millions d'Hommes dans ses rouages silencieux et bien huilés.

La seconde est la violence révolutionnaire, qui naît de la volonté d'abolir la première.

La troisième est la violence répressive, qui a pour objet d'étouffer la seconde en se faisant l'auxiliaire et la complice de la première violence, celle qui engendre toutes les autres.

Il n'y a pas de pire hypocrisie de n'appeler violence que la seconde, en feignant d'oublier la première, qui la fait naître, et la troisième qui la tue. »

Don Helder Camara (7 février 1909 – 27 août 1999)

Postface

Pourquoi j'ai fait les misérables : Lettre de Victor Hugo à son ami, Alphonse de Lamartine.

Mon illustre ami,

Si le radical, c'est l'idéal, *oui, je suis radical.*

Oui, à tous les points de vue, je comprends, je veux et j'appelle le mieux ; le mieux, quoique dénoncé par un proverbe, n'est pas l'ennemi du bien, car cela reviendrait à dire : le mieux est l'ami du mal.

Oui, une société qui admet la misère, oui, une religion qui admet l'enfer, oui, une humanité qui admet la guerre, me semblent une société, une religion et une humanité inférieures, et c'est vers la société d'en haut, vers l'humanité d'en haut, et vers la religion d'en haut que je tends ; société sans roi, humanité sans frontières, religion sans livre.

Oui, je combats le prêtre qui vend le mensonge et le juge qui rend l'injustice. Universaliser la propriété, ce qui est le contraire de l'abolir, en supprimant le parasitisme, c'est à dire arriver à ce but : tout homme propriétaire et aucun homme maître, voilà pour moi la véritable économie sociale et politique.

Le but est éloigné. Est-ce une raison pour n'y pas marcher. J'abrège et je me résume. Oui, autant qu'il est permis à l'homme de vouloir je veux détruire la fatalité humaine ; je condamne l'esclavage, je chasse la misère, j'enseigne l'ignorance, je traite la maladie, j'éclaire la nuit, je hais la haine.

Voilà ce que je suis, et voilà pourquoi j'ai fait les Misérables.

Dans ma pensée, les Misérables ne sont autre chose qu'un livre ayant la fraternité pour base, et le progrès pour cime.

Maintenant jugez-moi.

Sommaire

Préambule.....	Page : 4
Première Partie - Les gilets jaunes se révoltent.....	Page : 5
Chapitre 1.....	Page : 6
Chapitre 2.....	Page : 11
Chapitre 3.....	Page : 16
Chapitre 4.....	Page : 22
Chapitre 5.....	Page : 27
Chapitre 6.....	Page : 33
Chapitre 7.....	Page : 39
Chapitre 8.....	Page : 44
Chapitre 9.....	Page : 49
Chapitre 10.....	Page : 55
Chapitre 11.....	Page : 61
Chapitre 12.....	Page : 67
Deuxième Partie – Les cent jours de gilets jaunes.....	Page : 73
Chapitre 13.....	Page : 74
Chapitre 14.....	Page : 78
Chapitre 15.....	Page : 83
Chapitre 16.....	Page : 89
Chapitre 17.....	Page : 94
Chapitre 18.....	Page : 99
Chapitre 19.....	Page : 105
Chapitre 20.....	Page : 109
Troisième Partie – La réalité dépasse la fiction.....	Page : 114
Chapitre 21.....	Page : 115
Chapitre 22.....	Page : 121
Chapitre 23.....	Page : 126
Chapitre 24.....	Page : 130
Chapitre 25.....	Page : 136
Chapitre 26.....	Page : 141
Chapitre 27.....	Page : 145
Chapitre 28.....	Page : 151
Chapitre 29.....	Page : 156
Chapitre 30.....	Page : 161
Conclusion.....	Page : 167
Postface.....	Page : 168